

# cahiers

## LEON TROTSKY



### MÉLANGES

- A.V. Goussev  L'Opposition communiste de gauche en URSS  
A. Gálvez Cancino  Le mouvement ouvrier mexicain et J.A. Mella  
C. Crossey & J. Monaghan  Les origines du Trotskysme en Irlande

59

août 1997

Revue trimestrielle  Institut Léon Trotsky

# CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

## BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,  
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

### Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

## ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

### Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 130 F

### Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 250 F

• France : 8 Nos (2ans) 500 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 300 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 600 FF

### Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 350 F

• France : 8 Nos (2 ans) 700 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 400 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 800 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de **50 frs pour les abonnés** (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

**Pour l'étranger** les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

**Règlement** à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de LUC AUJAME

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

# cahiers

## LEON TROTSKY

---

n° 59

août 1997

---

### MÉLANGES

Questions aux lecteurs ..... 3

### ARTICLES ET ETUDES

**Alekséi Viktorovitch Goussev** — L'Opposition communiste de gauche en URSS à la fin des années 20 ..... 5

**Alejandro Gálvez Cancino** — Le Mouvement ouvrier mexicain, les communistes et Julio Antonio Mella ..... 37

**Pierre Broué** — La correspondance Trotsky/Sedov aux archives Hoover à Stanford ..... 55

**Ciaran Crossey & James Monaghan** — Les origines du Trotskysme en Irlande ..... 71

### LIVRES ET IDÉES

**Paul N. Siegel** — Les combattants de la Guerre Froide ne meurent jamais ..... 115

## LES DÉPARTS

— Lev Kopelev .....	123
— Jacques Grinblat .....	123
— Alberto Aranda .....	124
— Luciano Galicia .....	125
— Edmundo Moniz .....	125
— José Grimalt .....	126
— Micheline Bourdelier .....	126

Photo de couverture : Manifestation du Parti Communiste Mexicain en 1929.  
(Voir l'article de A. Cancino, p. 37)

## ***A nos lecteurs***

Une fois de plus le numéro de nos *Cahiers* s'est fait attendre. Il faut bien avouer la vérité. Nous connaissons une période très difficile et j'en suis le responsable par ma candeur. Pendant quinze ans, j'ai dirigé cette revue, me suis occupé de sa rédaction et d'une partie de sa fabrication, la frappe notamment. Il y a trois ans, j'ai demandé à en être déchargé. J'avais des livres en chantier, une autre revue. Celle-là avait trouvé son style et son public, on disposait d'articles pour plusieurs numéros. Un remplacement pouvait se faire sans douleur et sans bousculade.

On trouva l'oiseau rare. Il accepta sans se faire prier, demanda simplement un délai pour mettre lui-même son travail dans cette perspective, assurer une avance de textes. Au bout de trois ans, il dit qu'il avait changé d'avis. Il ne voulait plus se charger des *Cahiers*.

Nous avons revu rapidement la question. Il y a des solutions. Pourtant les lecteurs ont leur mot à dire. Voici donc nos questions.

1. Accepteriez-vous une réduction du rythme de parution, trois ou deux par an au lieu de quatre ? Ou préféreriez-vous la diminution du tiers ou de la moitié de chaque livraison, le temps de rattraper, d'assurer la reconstitution de réserves ?

2. Souhaitez-vous un élargissement du champ qui étudierait au-delà de Trotsky et des trotskystes, le mouvement ouvrier révolutionnaire au XXe, les révolutions du XXe ? Et dans ce cas, comme il faudrait changer de titre par l'élargissement, que proposez-vous ?

3. Question subsidiaire, il nous faut toujours des traducteurs volontaires et bénévoles (sauf exception) ; nous indiquer quelle langue ils peuvent traduire. Il nous faut aussi des collaborateurs capables de dactylographier proprement, disposant d'un traitement de texte pour fournir les articles sous forme de disquettes.

Merci de nous répondre au plus vite. Nous souhaitons continuer et il nous semble qu'il suffit de jeter un coup d'œil aux cinquante-neuf numéros parus, y compris celui-ci, qu'on nous demande encore du monde entier, pour comprendre que cela vaut quelque effort. C'est du moins ce que pensent quelques historiens sérieux, jeunes et vieux, qui le prouvent en nous donnant du temps.

Pour la rédaction,  
Pierre Broué



Alekséi Viktorovitch Goussev

## L'Opposition communiste de gauche en URSS à la fin des années 20

*Les lecteurs des Cahiers Léon Trotsky connaissent déjà A.V. Goussev et apprécient les travaux de ce tout jeune historien russe. Et nous sommes heureux d'accueillir une fois de plus un texte qui résume à grands traits une partie importante de sa thèse d'Histoire à l'université de Moscou. Cependant — une fois n'est pas coutume — nous avons ajouté en introduction et parfois ailleurs un certain nombre de précisions qui nous semblent indispensables. Nous savons que Goussev lui-même se considère comme un disciple de T.V. Sapronov — un sapronovets — et un ardent avocat des décistes. Nous approuvons le choix de ses citations, son droit de plaider les dossiers à sa façon mais nous discuterions volontiers certaines manipulations de vocabulaire : ainsi ce sont les autres qui ont des “ chefs ”, pas les décistes. Et si ces derniers s'expriment, déclarent, assurent, etc. les “ chefs ” de l'Opposition, eux, “ clament ”. Ce n'est pas très franc jeu.*

*Et puis il y a le problème Radek. On sait que Radek a capitulé officiellement en juillet 1929, et que cette opération a été préparée en liaison avec l'homme de Staline, Iaroslavsky, depuis des mois. Radek est allé jusqu'au bout de la capitulation puisqu'il a personnellement dénoncé plus de 700 de ses camarades de l'Opposition de gauche. Pourquoi donner des jugements de lui et de ses correspondants amis politiques sans rappeler cela ? Sans rappeler aussi les textes délirants de Radek à la même époque voyant des révoltes de Vendée dans toutes les campagnes soviétiques et comparant le Comité central à la Convention faisant face à tous les ennemis de la révolution ? Pourquoi ne pas dire que le tableau que donne Radek et que Goussev cite des positions de la “ nouvelle génération ”, est inspiré par son orientation “ capitularde ” et dirigé, sans doute avec l'accord d'Iaroslavsky, vers la vieille garde de l'Opposition de gauche qu'il s'agit d'écaïrer et de convaincre qu'il faut le suivre dans la capitulation.*

*Qu'Aleksei Goussev et nos lecteurs veuillent bien nous excuser. Nous ne pouvions nous résoudre à écarter ou censurer ce texte. Nous ne jugeons pas possible non plus de négliger de donner les informations complémentaires sans lesquelles certaines pages donnent une image qui n'est qu'un reflet de la propagande stalinienne pour mieux*

*frapper ceux qui “ résistent ”, sapronovistes comme trotskystes d’ailleurs. Les intertitres sont, comme d’habitude, de la rédaction de la revue.*



En décembre 1927, le XVe congrès du VKP(b) — le PC de l’Union soviétique — a exclu soixante quinze dirigeants et militants de l’Opposition “ trotskyste-zinoviéviste ”, ainsi que vingt trois partisans du “ Programme des Quinze ”. A la suite de ces événements, les organismes du parti ont subi une vague d’exclusions violente contre les opposants ordinaires, et leurs dirigeants ont été envoyés en exil. “ Mettre fin à l’Opposition ”, déclara I.V. Staline au congrès .

A partir de ce moment, “ l’écrasement définitif du trotskysme ” à la fin de l’année 1927 a été rigoureusement confirmé dans les manuels d’histoire de l’URSS et les travaux des historiens soviétiques. La mention de la fin de l’existence “ active ” de l’Opposition de gauche après le XVe congrès continue d’ailleurs jusqu’à présent à régner dans l’historiographie patriotique. N.A.Vassetsky, l’auteur de *Trotsky. Expérience d’une biographie politique*, publié en 1992, affirme par exemple que, dès la première moitié de l’année 1928, l’Opposition avait perdu “ presque tous ses adhérents de base ” et qu’il ne resta à ses dirigeants exilés — et coupés du “ pouls du parti ” — qu’à se consacrer à leur “ cannibalisme théorique ” stérile<sup>1</sup>.

## **L’Opposition de gauche et le XVe congrès**

En réalité, bien entendu, les exclusions du parti n’ont nullement mis fin à l’existence de l’Opposition de gauche. Seul son caractère a changé : les fractions du groupe oppositionnel des trotskystes et des “ décistes ”<sup>2</sup> se sont transformées *de facto* en organisations autonomes. Obligées de travailler illégalement, elles ont continué à lutter contre la direction du parti-Etat et son orientation politique. Dans cette lutte, les oppositionnels de gauche ne pouvaient ni ne voulaient limiter leur action à des appels à l’appareil du parti, à la manière des fidèles de N.I. Boukharine. Ils se sont tournés, au contraire, vers les membres ordinaires du parti et les ouvriers ; ils opposaient ouvertement à “ la ligne générale ” leur alternative politique et socio-économique. En vérité, l’activité politique de l’Opposition est devenue le facteur principal de la vie politique de la fin des années 20. La presse du parti était bourrée d’articles contre “ le trotskysme contre-révolutionnaire ”.

Sans se laisser intimider par le fait que le XVe congrès avait déclaré les opinions de l’Opposition incompatibles avec l’appartenance au parti, la majorité des opposants n’était pas du tout prête à renoncer à la lutte. C’est pourquoi, au moment où deux représentants des “ bolcheviks-léninistes ” (l’appellation que se donnaient les trotskystes) Rakovsky et Mouralov, ont déclaré au congrès, au nom de l’Opposition, qu’ils refusaient de renoncer à leurs opinions mais étaient prêts à dissoudre leur fraction d’opposition<sup>3</sup>, cette manœuvre ne fut pas comprise des oppositionnels ordinaires.

Ces derniers refusèrent cette tentative de sauver l’unité de l’Opposition unifiée par des concessions aux partisans de G.E. Zinoviev et L.B. Kamenev. Ces derniers ne souhaitaient pas en effet rompre avec la “ majorité du parti ” et ont même capitulé

complètement à la fin du congrès Les participants à la réunion des “ bolcheviks-léninistes ” à Moscou ont ainsi directement accusé le Centre de l'Opposition de manquer de courage. Les ouvriers de l'imprimerie n°1 de Moscou ont exprimé le véritable esprit de la base : si Trotsky renonce au combat, “ nous le rejeterons et le considérerons comme un traître, pas comme un chef ”<sup>4</sup>. Ils n'avaient pas oublié le “ repentir “ de Trotsky au XIIIe congrès du parti en 1924 et s'inquiétaient d'une nouvelle “ reconnaissance que le parti avait raison ”.

## La crise économique en URSS

A la suite du congrès, le départ des zinoviévistes, les exclusions en masse d'opposants, les arrestations et l'exil de ses dirigeants ont évidemment constitué de puissants facteurs de désorganisation de l'Opposition. Cependant son passage dans la clandestinité lui a permis de reconstituer rapidement son réseau et par conséquent d'ajuster son opposition. Un Centre a été créé à Moscou dans lequel le vieux-bolchevik B.M. Eltsine jouait un rôle déterminant. L'imprimerie clandestine du Centre diffusait des appels et des bulletins et devint l'organe même de la propagande et de l'information des “ bolcheviks-léninistes ”. Des liens ont été rétablis avec des chefs de l'Opposition notamment avec Trotsky. Le Centre reproduisait et diffusait articles et documents envoyés d'exil et communiquait à son tour des bilans et des synthèses d'information. Le courrier secret arrivait à la ville de Frounze, d'où un oppositionnel, Mikhaïl Bodrov, un ouvrier moscovite l'amenait, déguisé en paysan, à Alma-Ata en *troïka*<sup>5</sup>. La femme de Trotsky, N.I. Sedova, devait raconter plus tard : “ Quand apparaissait à une fenêtre un pot de fleurs colorées, c'était le signe que le courrier de Moscou était arrivé. Liova en assurait la responsabilité ”<sup>6</sup>.

En fait l'activité des oppositionnels n'a été interrompue ni au moment du congrès, ni après lui. On tenait des réunions clandestines ; on diffusait des tracts ; des ouvriers menaient l'agitation. Une lettre du Politburo envoyée en janvier 1928 à tous les organes locaux du parti n'a pu que constater que “ des groupes d'opposition continuaient à mener une action anti-soviétique clandestine ”<sup>7</sup>.

Des campagnes d'exclusion et d'envoi en exil des oppositionnels proliféraient sur un fond de crise aigüe qui toucha l'économie de l'URSS en 1927-1928. Elle se manifesta avant tout dans l'approvisionnement de l'Etat en grains et se propagea du fait de la chute brutale des exportations de produits agricoles et de la perturbation des importations. Les populations urbaines ont été touchées par l'interruption du ravitaillement en pain. De longues queues s'accumulaient pendant des journées entières devant les magasins d'alimentation et de nombreuses villes ont été obligées d'instituer un système de cartes de rationnement. “ Pourquoi manque-t-on de pain au bout de onze ans de révolution ? Pourquoi subit-on la crise de tous les produits de première nécessité ? ”, telles étaient les questions que les travailleurs faisaient inscrire dans les rapports de réunions par les documentalistes du parti<sup>8</sup>.

L'Opposition de gauche savait en effet répondre à toutes ces questions. Dans des articles et des proclamations imprimés et diffusés clandestinement ainsi que dans des déclarations orales, l'Opposition critiquait et démentait avec acharnement les explications officielles des causes de la crise ainsi que les remèdes proposés par le gouvernement.

A l'opposé des convictions exprimées par les représentants de la " ligne générale ", l'Opposition s'efforçait de démontrer que la crise n'était pas causée par des dérapages conjoncturels, — et encore moins par le retard du secteur agricole, par rapport à l'industrie — mais au contraire par une recrudescence des disproportions économiques liées à un rythme trop lent du développement du secteur industriel. En rétorquant à N.I. Boukharine, selon lequel le problème essentiel de l'économie soviétique résidait justement dans " le faible développement de l'agriculture " <sup>9</sup>, E.A. Préobrajensky écrivait en novembre 1928, dans l'article intitulé " Notes d'un économiste à propos des " *Notes d'un économiste* " ", que le problème principal de l'équilibre économique consistait en réalité dans le fait que " l'industrie reste systématiquement en retard face à la demande des campagnes et qu'elle court-circuite le processus du développement et de la production agricole. Pourtant c'est une idée élémentaire, claire pour tout économiste, que, si les réserves de production potentielle du côté des campagnes ne sont pas capables de se transformer entièrement en produits manufacturés, proposés par les villes, alors, le processus même de la mise en production des campagnes n'a aucun sens en lui-même " <sup>10</sup>. Avant l'explosion de la crise, l'Opposition prédisait déjà ce qui allait arriver : l'absence d'incitation suffisante pour faire produire le secteur agricole va inévitablement provoquer la chute de la production du blé et perturber gravement la *smytchka* — l'alliance entre ouvriers et paysans. Et ce alors que la nécessité de consolider au contraire cette alliance a été maintes fois proclamée à la tribune des congrès du parti <sup>11</sup>. Trotsky constata dans sa déclaration au congrès de la Comintern en juillet 1928 que, parallèlement aux insuffisances de la production industrielle, " on n'a réussi ni à établir une alliance socialiste avec les coopératives agricoles des *séredniaks* et des *biedniaks* (paysans petits et moyens), ni une alliance capitaliste avec les *koulaks* (paysans aisés) <sup>12</sup> ".

L'Opposition reconnaissait néanmoins que la faiblesse de l'industrie soviétique était réelle, dans la mesure où cette faiblesse était un legs du passé. Mais elle insistait en même temps sur le lien entre l'aggravation des disproportions économiques et la politique économique du parti au pouvoir. Sur la base de données statistiques, Préobrajensky et d'autres économistes d'opposition cherchaient à démontrer que, depuis déjà la première moitié des années 20, l'industrie soviétique souffrait d'un déficit chronique de l'accumulation. Ainsi, dans les années 1925-26, on avait réinvesti dans le secteur industriel 30, 9 % seulement des revenus de la production industrielle ; en 1927-28, les investissements industriels étaient seulement de 632 millions de roubles, à un moment où les recettes étatiques du commerce de la vodka, à lui seul, s'élevaient à 700 millions de roubles <sup>13</sup>. Et en même temps, le gouvernement, obéissant aux directives du comité central du VKP (b), diminuait artificiellement, régulièrement, les prix de vente de produits manufacturés, arrachant ainsi au secteur industriel les moyens financiers qui auraient pu servir à son développement. Pour faire cette politique, la direction parti-Etat s'appuyait sur une croissance industrielle " automatique " fondée sur l'accumulation économique primitive et l'expansion du marché dans les campagnes. Ainsi l'Opposition qui demandait d'augmenter les investissements industriels et d'accélérer le développement de l'industrie, fut-elle accusée d'aventurisme et de volonté de " surindustrialisation, ". En fin de compte, cela provoqua " une faim de produits " qui déboucha sur la crise.

Sur la base de ses propres analyses des causes de la crise, l'Opposition a pu conclure que ni les mesures extraordinaires et coercitives dans les campagnes décidées par le politburo en janvier 1928 ni une augmentation du prix du blé ne pouvaient

améliorer la situation. “ L’augmentation du prix du blé ”, écrivait Trotsky en juillet 1928, “ ne signifie pas seulement un choc pour le consommateur, c’est-à-dire pour l’ouvrier et le *biedniak* (paysan pauvre) qui est obligé d’acheter du pain ; ce n’est pas seulement une prime pour le *koulak* et le paysan aisé mais cela signifie avant tout l’augmentation des disproportions existantes. Si l’on manquait de produits manufacturés au temps des anciens prix du blé, on en manque davantage encore avec les prix du blé en hausse aujourd’hui et l’augmentation de sa quantité. Cette situation signifie une nouvelle montée de la faim “ des produits manufacturés ” et un nouveau renforcement de la différenciation dans les campagnes : lutter contre la crise du pain par la hausse des prix du blé signifie une dévaluation du *tchervonets* (la monnaie basée sur le seigle) ce qui, autrement dit, revient à assouvir sa soif avec de l’eau salée en l’additionnant de sel ” <sup>14</sup>.

En ce qui concerne les mesures extraordinaires, l’Opposition y voyait la faillite de la politique dominante. De ce fait, le déchaînement de son “ coup de force administratif ” ne pouvait mener qu’à une désorganisation de l’économie nationale. Dans ces conditions, l’Opposition soulignait que la responsabilité de la “ pression inhumaine ” qui s’exerçait sur les campagnes revenait toujours à ce même appareil qui, pourtant, au XVIIe congrès, avait accusé l’Opposition de déviationnisme anti-paysan. “ En l’espace de deux/trois mois, ces mauvais dirigeants ont réussi *de facto* à réquisitionner du pain, non seulement aux koulaks mais aussi à toute la population paysanne ” — assurait un numéro du bulletin des bolcheviks-léninistes publié en octobre 1928 <sup>15</sup>.

Quel était donc le programme économique préconisé par l’Opposition elle-même pour surmonter les difficultés économiques ?

## Le programme économique de l’Opposition

La thèse sur l’accélération de l’industrialisation constitue l’élément majeur de ce programme. Ainsi, un développement industriel rapide devait assurer l’accroissement de la production manufacturée et l’offre sur le marché. Ceci, à son tour, devait stimuler la productivité de l’économie nationale, tout en écartant le danger de perturber le lien entre ville et campagne. En outre, l’Opposition reconnaissait la nécessité de fournir plus de moyens au secteur industriel ; pour cela, il fallait planifier une redistribution du revenu national au profit de l’industrie. Selon les théoriciens de l’Opposition, on ne pouvait créer une industrie puissante d’un seul coup et de façon autonome. Une période d’“ accumulation socialiste primitive ”, durant laquelle les moyens du développement industriel futur devaient être puisés dans le secteur agricole et non industriel, paraissait tout à fait indispensable. Ainsi la première étape de l’industrialisation nécessitait un transfert, sans indemnités pour l’agriculture du revenu du secteur agricole vers la sphère industrielle ; le mécanisme de ces transferts devait consister d’une part en une régulation par les prix assurant à l’industrie des ressources nécessaires à son développement et, d’autre part, un système de taxation flexible pouvant fournir à l’Etat une partie du surplus. Ce surplus serait assuré dans un premier temps par la production des paysans les plus aisés.

En fait, l’Opposition considérait la nécessité d’une “ accumulation socialiste primitive ” comme une loi naturelle de la période de transition. Ignorer cette loi conduirait inéluctablement le gouvernement vers le retard industriel, en provoquant l’inflation et en fin de compte la crise économique. En même temps, les opposants pensaient que

l'accumulation industrielle de la première étape de l'industrialisation ne devait nullement contrarier ni le marché ni les principes de la Nep, ni les initiatives économiques de toutes les catégories de la paysannerie. Préobrajensky formula les priorités absolues de la politique économique de la façon suivante : “ prendre ce qui est possible et indispensable dans le secteur économique privé pour soutenir l'industrialisation, voilà comment se définit le devoir historique du pouvoir soviétique sur le front économique à ce moment précis sans toutefois brusquer les seredniaks, tel est le devoir central du moment ”<sup>16</sup>.

Selon l'Opposition, le premier devoir était tout à fait compatible avec le second, puisque, de toute façon, le transfert d'une partie des moyens de la paysannerie vers le fonds d'industrialisation était censé conduire à un perfectionnement de la base technologique de l'économie nationale et, à terme, apporter des avantages à la paysannerie elle-même.

Une seconde source de moyens potentiels pour le développement industriel résidait dans la diminution des coûts de l'appareil d'Etat, plus précisément, une diminution radicale des dépenses liées au maintien d'un personnel bureaucratique inutile. Selon le calcul de Préobrajensky, les pertes dans l'industrie liées à une mauvaise répartition du revenu national à la “ surproduction ” de bureaucratie et à son manque d'efficacité et de rentabilité, comptaient pour plus de trois milliards de roubles par an <sup>17</sup>. L'Opposition exigea donc une diminution rapide des pertes liées à l'appareil, tout en dénonçant en même temps les “ campagnes économiques ” officielles ainsi que “ la lutte antibureaucratique ”, considérées comme hypocrites puisque menées par les bureaucrates eux-mêmes. “ Les dépenses de l'appareil du parti comptent 120 millions de roubles, alors que celles du corps professionnel se montent à 250-300 millions ”... voilà ce que révélait un *Bulletin de l'Opposition*.. “ Par l'activité authentique des masses, on peut réduire beaucoup ces dépenses (...) il faut appuyer le travail du parti et des syndicats sur la base des masses, non de leurs hauts fonctionnaires salariés (...) L'appareil du GPU coûte plus de 100 millions de roubles (...) Il faut liquider la partie de l'appareil qui s'occupe de la lutte contre l'Opposition et “surveillance” travailleurs et chômeurs ”<sup>18</sup>.

Une flexibilisation progressive et un dépassement des disproportions économiques grâce à une répartition judicieuse des recettes nationales, ont été compris par l'Opposition comme un devoir de durée déterminée. Préobrajensky, par exemple, pensait pouvoir les réaliser sur une période de 6 à 7 ans. On soulignait en même temps le fait que la réussite dans la réalisation de ce devoir était conditionnée par l'application du principe “ Moins de chefs et plus de démocratie ”, ainsi que l'organisation du contrôle ouvrier sur l'activité des organes économiques<sup>19</sup>.

Tout en formulant le fil conducteur stratégique de la politique économique, l'Opposition préconisait aussi un système de mesures concrètes, destinées à mettre fin à la crise en cours. Premièrement, elle a renouvelé un appel, comme avant le XVe congrès, pour un emprunt de blé auprès de la paysannerie la plus aisée. “ Bien évidemment, cette mesure était, elle aussi, une mesure extraordinaire ” écrivait Trotsky. “ Mais la politique précédente l'a rendue nécessaire (...) Et même si l'emprunt avait été effectué à temps de manière planifiée, il aurait de toute façon conduit à quelques excès administratifs, qui seraient trop cher payer des acquis matériels bien modestes ”<sup>20</sup>. Il est dès lors question essentiellement de l'emprunt auprès des plus aisés et non de toute la campagne, comme c'était le cas dans le passé — soulignait l'Opposition dans ses tracts et articles. “ Il nous faut non pas une pression bureaucratique déchaînée mais au contraire une politique

générale qui ne nuise pas aux intérêts des classes travailleuses de la population paysanne. Il faut organiser (l'emprunt) sans perturber le commerce du blé et sans toucher au *seredniak*". En effectuant un tel emprunt, expliquait le *Biulleten de l'Opposition* moscovite, "non seulement nous sommes en train d'obtenir du pain pour unir les ouvriers et la population urbaine, mais nous faisons en outre diminuer la demande de produits manufacturés par les koulaks. Nous pouvons par conséquent mieux réguler la prise en mains du *seredniak* et consolider ainsi la *smytchka*"<sup>21</sup>.

Deuxièmement, l'Opposition proposait de créer dans les campagnes les organismes du prolétariat paysan et de la paysannerie pauvre — l'union des *bedniaki* et des *batraki* (ouvriers agricoles). Ce sont seulement ces unions, et pas les "milices et l'appareil bureaucratique coupé de la solidarité de classe, qui devraient s'opposer à l'influence des koulaks et servir de soutien aux réquisitions"<sup>22</sup>.

Troisièmement, l'Opposition discutait de la réforme du système d'imposition de la paysannerie. Il s'agissait d'une part d'un impôt unique suivant des critères objectifs (des possessions) d'ensembles agricoles sans tenir compte de leurs recettes, et d'autre part de l'initiative du *seredniak* dont la volonté d'entreprendre restait paralysée ; l'Opposition proposait d'abord de remplacer le système ancien par une taxe proportionnelle en fonction de la quantité des terres possédées et des ventes sur le marché (la rente) ; ensuite, de mettre en place une réquisition progressive des entités agricoles les plus prospères, liées aux groupes entreprenants et capitalistes<sup>23</sup>.

La réalisation effective d'un tel système de mesures pouvait donner un caractère organisé à la lutte contre les difficultés économiques et ainsi éviter le recours à la violence contre les masses des *seredniaki*. L'Opposition n'a pas cessé dans ses documents de souligner la profonde différence entre ce programme et la pratique du comité central du VKP(b). En août 1928, un journaliste connu, l'oppositionnel Lev S. Sosnovsky, écrivait à Trotsky de son exil sibérien : "L'interdiction du marché, le commerce individuel entre établissements, la mise en pratique du terme de "surplus", l'interdiction massive de produire du blé au-dessus de la maudite norme de consommation, la répartition des taxations par la violence, la perturbation de tous les délais des réquisitions, l'autoproduction considérée comme un impôt du *seredniak*, (...) y a-t-il quelque chose de tel dans notre programme ou nos contre-thèses ? (...). Le comité central a pourtant bien mis tout cela en pratique."<sup>24</sup> Le recours aux mesures extraordinaires ainsi que l'aggravation des contradictions économiques par le biais de l'augmentation des prix du blé ont été jugés par l'Opposition comme un moyen sûr de faire rebondir la crise et de la rendre plus aigüe encore<sup>25</sup>.

Ce pronostic s'est révélé juste en tous points. La nouvelle campagne de 1928-29 pour la production du blé s'est heurtée aux mêmes difficultés que la précédente. On a de nouveau appliqué des mesures extraordinaires, mais plus étendues et plus dures notamment au printemps 1929. Elles n'ont cependant pas permis de produire assez de blé : il fallut acheter à l'étranger 250 000 tonnes de froment. Dans toutes les villes on a institué l'usage des "livrets indécents" (les cartes de rationnement) pour l'achat du pain et d'autres produits.

## La grande crise de l'Opposition de gauche

Une nouvelle aggravation de la crise économique a provoqué à la direction du parti une aggravation des conflits entre partisans de la ligne de Boukharine, Rykov et Tomsy, d'un côté, de Staline de l'autre. Staline voyait dans la crise du blé la preuve déterminante de l'inefficacité de la politique antérieure, c'est-à-dire de la politique économique de Boukharine. La logique de la sauvegarde du pouvoir économique et politique dans l'appareil poussait le Gensek vers la stratégie de la "grande rupture", c'est-à-dire la liquidation renforcée du "fléau de la petite bourgeoisie" qui échappait au contrôle gouvernemental, et l'accélération de la mise en place d'une économie industrielle autarcique. La majorité des privilégiés a assuré la victoire à Staline : en avril 1929, "le groupe de Boukharine" a été officiellement déclaré source de déviation droitière. Le même mois, la XV<sup>e</sup> conférence du parti a renforcé la victoire de la ligne stalinienne tout en affirmant le succès de la variante "optimale" du premier plan quinquennal économique, et en condamnant une fois de plus l'"opportunisme" des "droitiers". Bien évidemment il n'était pas encore question de "collectivisation intégrale" et de "rythmes forcés" de l'industrialisation, mais le revirement de la nouvelle politique était à l'ordre du jour.

Ce tournant provoqua une crise aiguë dans les rangs de l'Opposition trotskyste. Une fraction de l'Opposition l'interprétait comme un retour de l'appareil dirigeant vers les grandes lignes de la "voix léniniste". Les représentants les plus respectés de cette fraction, avant tout E.A. Préobrajensky, K.B. Radek et I.T. Smilga, reconnaissaient par ailleurs que, dans le parti, la démocratie pour laquelle luttait toute l'Opposition, était bien absente du VKP(b). Mais, à la fois cela leur paraissait secondaire et peu essentiel par rapport à la victoire qu'ils supposaient pour leurs idées socio-économiques, à savoir l'accélération du rythme de l'industrialisation, de l'accumulation du capital et de "la lutte contre le capitalisme agraire". "Ces trois idées ont été votées officiellement par la majorité du parti", affirmait Préobrajensky, dans sa déclaration *A tous les membres de l'Opposition*, au printemps 1929<sup>26</sup>.

D'où une conclusion claire : il fallait se réconcilier avec "la majorité du parti". Préobrajensky écrivait : "Nous nous sommes battus dans le passé contre les erreurs de la majorité, et maintenant le sol se dérobe sous nos pieds et les événements ne permettent plus à l'Opposition d'exister de manière autonome" et il ajoutait "C'est essentiellement d'un enlisement qui est en train de se produire"<sup>27</sup>.

Par la suite, le nombre des "réconciliés" ne cessa d'augmenter, car d'autres oppositionnels arrivaient aux mêmes conclusions. Le processus s'est accéléré au printemps de 1929, en particulier après la XVI<sup>e</sup> conférence du parti. Les arguments de Trotsky, à savoir qu'on faisait la nouvelle politique avec les

vieilles méthodes bureaucratiques<sup>28</sup> ne paraissaient pas crédibles aux nouveaux reconvertis. L'application de la variante optimale de la *piatiletka* et la lutte contre koukaks et droitiers représentaient à leurs yeux la fin des divergences avec la "majorité du parti".

Préobrajensky, Radek et Smilga ont fini par accepter la "ligne générale" du parti et ont rompu avec l'Opposition en juillet 1929, ce qui a provoqué des redditions massives parmi les exilés. En octobre de la même année, deux autres dirigeants de l'Opposition, I.N. Smirnov et M.S. Bogouslavsky capitulent ; les signatures s'accumulent au bas des textes de reddition. Ce n'est que vers la fin de 1929 que la vague de capitulation retombe. Elle a porté un coup terrible.

### Les "résistants"

Mais en même temps, tous les oppositionnels ne pensaient pas que la politique stalinienne d'après le XVe congrès allait remettre le parti dans le droit chemin. Avec la montée des "réconciliations" d'un côté, on a vu l'autre traverser un processus inverse. Il se radicalisa et renforça ses positions anti-gouvernementales. Si la première tendance l'emportait généralement chez les hommes qui occupaient un poste de responsabilité dans la hiérarchie parti-Etat, la seconde trouva de l'écho chez les opposants ordinaires et surtout les jeunes. Aussi, en se retrouvant dans le milieu ouvrier, les membres des groupes clandestins "bolcheviks-léninistes" pouvaient apprécier les changements dans le pays du point de vue de ceux dont ils s'efforçaient de défendre les intérêts, à savoir les ouvriers. A la différence de nombreux chefs de l'Opposition, ces "bolcheviks-léninistes" n'étaient pas prêts à considérer l'industrialisation et la collectivisation comme des phénomènes indépendants. C'est pourquoi on trouvait forcément, au premier plan des activités des oppositionnels de gauche clandestins, des revendications directement liées aux conditions des travailleurs, ce qui, à son tour, rendait la confrontation entre l'Opposition et le gouvernement encore plus aigüe.

Les conditions de vie, matérielles et psychologiques, des ouvriers d'URSS en 1928/29, empiraient de manière irréversible. On redéfinissait sans cesse à la hausse les normes de travail et à la baisse les prix à la pièce. Les directives du parti exigeaient en effet d'utiliser "les capacités économiques maximales" de la production, ce qui voulait dire en pratique la maximisation de la productivité du travail sans aucune compensation positive pour les travailleurs<sup>29</sup>. Le salaire ne cessait de baisser alors que les exigences de rendement ne faisaient qu'augmenter. Les acquis des négociations collectives lors des élections dans les entreprises devenaient purement formels puisque les organes administratifs s'étaient vus reconnaître à la fin de 1928, le droit de modifier à tout moment conditions de travail et salaires<sup>30</sup>.

Une telle politique de la part des organes du parti-Etat ne pouvait pas ne pas se heurter à la résistance des travailleurs. Au début 1928, le pays a connu une vague de grèves. L'année suivante, le nombre de grèves et de conflits dans le secteur productif a encore énormément augmenté. Par ailleurs la section secrète du bureau d'information du comité central du VKP(b) recevait les revendications suivantes des travailleurs et des remarques à l'adresse du gouvernement : " Vous obligez à travailler comme chez Ford et vous payez comme en Chine (...) Tout ce que nous avons gagné auparavant, vous l'avez gâché ; vous allez voir quand les ouvriers vont couper le sifflet à ceux qui le méritent (...) " etc.<sup>31</sup> Le mécontentement a gagné aussi une importante partie des communistes de base qui participaient aux grèves et souvent les ont dirigées. Ce qui a conféré au GPU une mission nouvelle, celle d'empêcher la réforme des structures syndicales.

Dans ces conditions, l'Opposition a présenté un programme en 18 points consacré particulièrement à la " question ouvrière ". Les bolcheviks-léninistes écrivaient : " Jamais encore du temps de la Nep, les intérêts des ouvriers en URSS n'ont subi un pareil déchaînement dans l'attaque de la part de la bureaucratie des syndicats, du parti et de l'économie, comme aujourd'hui ". Les oppositionnels faisaient appel à la lutte organisée contre les tentatives du pouvoir de liquider les conventions collectives. Par la même occasion, ils souhaitaient " mettre fin à la situation injuste de la classe ouvrière ". Comme elle participait aux réunions d'usine, l'Opposition exigeait une augmentation du salaire en fonction de la productivité du travail, et demandait que les modalités de la croissance de la productivité se fassent non par le biais d'une intensification de l'effort musculaire des ouvriers mais grâce à des améliorations d'ordre technique et organisationnel ; le programme de l'Opposition proposait d'inclure dans les conventions collectives le point sur l'augmentation du salaire en fonction du renchérissement des conditions de vie, à savoir une augmentation de 5 % par an minimum. " L'Opposition refuse de façon catégorique les objections de la bureaucratie concernant le manque de moyens pour augmenter les salaires. Il est possible de trouver des moyens par la réduction de l'appareil proliférant des soviets, des syndicats et du parti, ainsi que par la voie d'une redistribution judicieuse du revenu national "<sup>32</sup>. Les documents des bolcheviks-léninistes soulignaient que seule une amélioration des conditions de vie du prolétariat serait une preuve réelle de la construction du socialisme engagée dans le pays <sup>33</sup>.

Dans leurs déclarations, articles et participations aux réunions d'usine et aux rassemblements secrets, les oppositionnels s'efforçaient de justifier l'idée selon laquelle le renforcement de la pression administrative et économique exercée sur les travailleurs recélaient clairement la volonté de la bureaucratie de décliner la responsabilité de la crise économique provoquée justement par sa propre politique. L'Opposition mettait en effet l'accent sur le fait qu'au moment où les conditions de vie des ouvriers et des petits employés ont commencé à

empirer, on ne pouvait pas en dire autant pour les privilégiés. Par exemple, la hausse sensible des loyers en automne 1928 a atteint uniquement les moins rémunérés car elle n'a pas touché ceux qui bénéficiaient des plus hauts salaires<sup>34</sup>. En outre, le Politburo a décidé d'augmenter de 120 % le salaire de base de ses hauts dirigeants<sup>35</sup>. "A quel point il faut s'être imprégné des intérêts de l'appareil bureaucratique et avoir rompu tout lien avec la classe ouvrière pour être capable de voter de telles mesures", écrivaient les bolcheviks-léninistes dans un de leurs bulletins<sup>36</sup>.

L'agitation active des oppositionnels dans les entreprises et en particulier durant les campagnes de négociations collectives, a nettement consolidé leur position au sein du milieu ouvrier. Bien que *Bolchevik*, organe du comité central du VKP(b), ait affirmé que l'Opposition, "non seulement n'a pas réussi à faire accepter ses propositions dans une seule réunion, mais en plus n'a même pas été capable de gagner, ne serait-ce qu'une petite poignée de voix"<sup>37</sup>, la réalité a été évidemment tout autre. Un rapport du bureau d'information du comité central a fait le bilan de la campagne des conventions collectives : "Dans certaines entreprises, ils ont eu du succès, entraînant derrière eux des groupes importants d'ouvriers ou encore dirigeant directement les réunions générales d'usine (à Caoutchouc). Il arrivait même que les réunions acceptent les propositions de l'Opposition alors que celles de la *iatcheïka* avaient été rejetées avec fracas"<sup>38</sup>. Au cours de la campagne suivante à propos des négociations collectives, cette situation s'est reproduite ; les ouvriers de corps entiers d'entreprises et de groupements professionnels ont de nouveau voté pour les résolutions de l'Opposition et, dans certains cas, ont voté à l'unanimité contre la politique du parti et du gouvernement. Le bureau d'information a d'ailleurs observé que par exemple, à l'usine Moskovskhva, pendant la réunion d'ouvriers, on a empêché les *partiinie* (membres du parti) de s'exprimer quand ils voulaient critiquer l'Opposition. On leur répliquait violemment : "Assez de vos mensonges !", et l'on a voté pour les conventions proposées par l'Opposition<sup>39</sup>.

Les déclarations de l'Opposition pour la défense des intérêts des travailleurs, sa critique sévère de l'orientation socio-économique du gouvernement et enfin la condamnation des privilèges de la bureaucratie et de l'inégalité en général, — toutes ces actions favorisaient l'afflux de nouveaux partisans de l'Opposition, venant du milieu ouvrier. D'après les données d'un centre de l'Opposition à Moscou, durant les neuf premiers mois de 1928, les effectifs de toutes ces organisations ont progressé, en provenance surtout des grandes entreprises industrielles dans lesquelles, jusqu'au XV<sup>e</sup> congrès, les cellules d'Opposition étaient faiblement représentées, voire absentes. Ainsi les rangs des bolcheviks-léninistes ont-ils augmenté de 30% à Kiev, plus que doublé à Ekaterinoslav (jusqu'à 220 personnes). De nouvelles organisations ont vu le jour dans les villes : les oppositionnels se sont fortement manifestés, par

exemple, dans deux villes du Donbass <sup>40</sup>. Même Iaroslavsky, membre du présidium du comité central et principal expert du parti pour la “ lutte contre la déviation ”, a bien été obligé d’admettre dans *Bolchevik* que “ l’Opposition attire de nombreux partisans ”. Il a bien entendu ajouté que le recrutement se faisait à la fois parmi les enfants de commerçants, chez les popes et les koulaks <sup>41</sup>.

Quelle a été alors la dynamique de la composition sociale de l’Opposition, à la suite de sa plongée dans la clandestinité ? Le comité central du VKP (b) donne au 1er février 1928 les chiffres officiels concernant les oppositionnels exclus : 46% d’entre eux sont des ouvriers, 8,8 % des paysans, 39,7 % des employés et 9,6 % tous les autres. La situation dans certaines régions diffèrait également du tableau général. Ainsi en Ukraine, les ouvriers comptaient pour 66,3 % et les employés 27,3 % des exclus <sup>42</sup>. Ces données rendent compte de la composition de l’Opposition immédiatement après le XV<sup>e</sup> congrès. Exils, arrestations et “ capitulations ” d’une partie de l’Opposition ont suivi ces exclusions. Néanmoins les groupes clandestins des bolcheviks-léninistes comptaient des membres nouveaux. Par ailleurs, en 1928-29, la composition des groupes d’opposition a été sensiblement modifiée. Les exemples de Moscou et de Tchéliabinsk révèlent ces modifications. Les archives de Moscou, fondées en 1937 par les membres de l’Institut Marx-Engels — à la demande du comité central du VKP (b) — et concernant les habitants de Moscou qui ont participé à l’Opposition, révèlent qu’en 1928-1929, l’écrasante majorité des groupes moscovites de bolcheviks-léninistes était formée d’ouvriers d’établissements industriels <sup>43</sup>. La même tendance est confirmée par la liste des personnes arrêtées en 1929 à Tchéliabinsk pour le motif d’appartenance aux “ groupes trotskystes ” : ici les ouvriers représentaient 90 % <sup>44</sup>.

Renforcées par l’afflux d’ouvriers déjà membres du parti, les organisations de l’Opposition gagnaient progressivement de l’autorité, même auprès des sans-parti. De nombreux sans-parti aidaient les oppositionnels en diffusant leurs proclamations et en les protégeant des agents du GPU. Dans les rapports secrets du parti, on donnait des informations sur l’état d’esprit dans les entreprises, comme ceci : “ L’Opposition disait à juste titre que les ouvriers ont été sacrifiés. Ils ont exclu tous les bons qui se battaient pour la classe ouvrière ”. “ Le GPU a chassé le camarade Trotsky et d’autres oppositionnels en Sibérie. Cela nous rappelle le temps passé ; sous le tsar Nikolaï comme sous Staline, on fait tout pour écraser la classe ouvrière ” <sup>45</sup>. En même temps, le comité du VKP(b) de Moscou recevait des informations sur les ouvriers qui refusaient de rendre les tracts diffusés par l’Opposition <sup>46</sup>.

Considérant qu’elles ne les concernaient pas, les ouvriers, bien avant la campagne contre l’Opposition et avant le XV<sup>e</sup> congrès, se montraient indifférents à l’égard des luttes intestines du parti. Désormais, leur sympathie pour l’Opposition grandissait, au contraire. Un ouvrier d’Ivanovo-Voznessensk

écrivait en octobre 1928 à un opposant célèbre, en exil : “ Maintenant je viens de comprendre que tu disais la sainte vérité (...) tes paroles se sont réalisées ; il n’y a pas de pain, on n’en donne qu’à la carte ; on fait partout la queue, on manque de tout. Notre situation est misérable, on martyrise les ouvriers et on les oblige à travailler pour trois (...) Je m’en veux maintenant d’avoir été aussi aveugle. Je ne voyais pas et je ne comprenais pas que tu nous disais la vérité et pourtant nous n’avons su ni vous défendre, ni vous comprendre ”<sup>47</sup>.

Les doutes sont apparus progressivement chez les militants du parti issus du milieu ouvrier. L’un d’entre eux, au cours d’une réunion des cheminots du parti à Moscou, disait, en hiver de la même année : “ Nous nous sommes battus comme des lions contre l’Opposition pour éliminer des traîtres et voilà qu’il apparaît qu’elle avait raison en parlant de la paupérisation des ouvriers ”<sup>48</sup>.

Finalement, les activités d’agitation de l’Opposition couvraient un champ assez large. Rien qu’à Moscou, on diffusait des dizaines de milliers de tracts, qu’on collait dans les établissements ouvriers, dans les tramways, dans les trains de banlieue ; on les distribuait dans les entreprises, et parfois on les lisait à voix haute dans des meetings improvisés. Les oppositionnels faisaient propagande de leurs opinions et utilisaient aussi à leurs propres fins les manifestations officielles comme le 1er mai, le 7 novembre, la journée internationale de la jeunesse, etc. Comme elles entretenaient entre elles des rapports réguliers, les organisations de l’Opposition pouvaient ainsi coordonner leur action dans de nombreuses villes et organiser ensemble des mouvements généraux. Au cours du plénum du CC de 1928, Rykov avait constaté : “ Le trotskysme reste une organisation qui garde de nos jours sa capacité de se manifester, sinon à l’échelle du pays, du moins à d’autres niveaux, car elle est capable de diriger de nombreuses manifestations, dans plusieurs villes ”<sup>49</sup>.

De quelles réserves disposait alors l’Opposition ? D’après les données officielles, dans des discussions juste avant le congrès, 4120 membres votaient pour elle<sup>50</sup>. En février 1929, Iaroslavsky affirmait dans *Bolchevik* qu’entre le XIVe congrès du VKP(b) et le 1er juin 1928, 4350 personnes ont déclaré avoir quitté l’Opposition et 4034 ont été exclus<sup>51</sup>. Si l’on tient compte du fait que les nouveaux adhérents de l’Opposition étaient non seulement des exclus du parti, mais aussi des jeunes exclus du Komsomol, on obtient un chiffre de 8000 oppositionnels en 1928<sup>52</sup>. Cependant le nombre d’exclusions du VKP(b) et du Komsomol n’a diminué ni dans la seconde moitié de cette année, ni au début de l’année suivante. D’après les comptes rendus des oppositionnels eux-mêmes, les exilés et les prisonniers étaient près de 8000 en 1928<sup>53</sup>. Pourtant les groupes clandestins continuaient à agir, compensant leurs pertes par des adhésions nouvelles.

Au cours du plénum du CC du VKP(b) en novembre 1928, ce bilan des forces de l’Opposition a été complété. Dans son intervention, Staline a déclaré :

“ Il apparaît que 4000 personnes ont voté contre notre programme durant les discussions qui ont précédé le XV<sup>e</sup> congrès du parti ”. En effet, tel était le chiffre officiel publié. Mais tout de suite après cette phrase, une correction jaillit de la salle : “ dix mille ”. Le Gensek n’objecte pas et accepte la correction, ajoutant : “ Je pense que si 10 000 ont voté contre, alors 20 000 membres du parti et sympathisants du trotskysme n’ont pas voté du tout, puisqu’ils ne sont pas venus à la réunion de vote ”<sup>54</sup>.

Il est dès lors possible de supposer que les chiffres concernant les effectifs de l’Opposition ont été volontairement manipulés à la baisse pour ajouter une crédibilité aux affirmations sur “ l’écrasement total du trotskysme ”. Indirectement cette supposition est confirmée *de facto* puisqu’environ 15 000 personnes ont participé aux réunions illégales dans lesquelles l’Opposition intervenait, avant le XV<sup>e</sup> congrès <sup>55</sup>. La participation à ces *smytchka*, comme disaient les oppositionnels, était une preuve de déloyauté à l’égard de “ la ligne générale du parti ”. Nombreux étaient ceux qui n’avaient pas participé aux activités de l’Opposition, mais que les bolcheviks pouvaient néanmoins considérer comme leur réserve potentielle et compter sur leur adhésion progressive.

Les interventions réussies de l’Opposition sur la question ouvrière lui donnaient l’occasion de se transformer en un mouvement politique qui drainerait ainsi de nombreuses couches de travailleurs. Par la même occasion, il semblait possible de mobiliser les masses pour la lutte : il suffisait de leur proposer un programme politique concret et de leur montrer clairement les voies de sa réalisation. La principale faiblesse des bolcheviks-léninistes consistait en ce qu’ils n’avaient pas semblable programme.

Tout en jouant la carte de la démocratie ouvrière au sein du parti, des syndicats et des soviets, l’Opposition n’avait malgré tout, toujours, aucune réponse à la question : “ Comment lutter ? ” De l’aveu même des oppositionnels, une puissante bureaucratie régnait dans tous les postes-clés et elle pourchassait toute tentative de libre critique. La propagande sur la “ question ouvrière ” se heurtait à des obstacles analogues. Bien que critiquant la pression administrative et économique exercée sur la classe ouvrière et énumérant toutes les mesures à prendre pour améliorer la situation, l’Opposition se bornait en fin de compte à des appels à la lutte contre les atteintes aux droits des travailleurs, sans toutefois préciser les méthodes de cette lutte. L’auditoire, qui lisait les tracts et qui partageait leur ton critique, ne pouvait que conclure qu’on attendait de lui une forme particulière d’activité, à savoir un simple soutien des représentants de l’Opposition dans des réunions, d’une part, et la renégociation des conventions collectives ainsi que d’autres résolutions. Même si les réunions d’usine acceptaient une résolution proposée par l’Opposition ou même si ses membres exprimaient massivement leurs protestations contre la politique socio-

économique du gouvernement, tout cela ne pouvait avoir d'impact réel, dans la mesure où le pouvoir de décision était monopolisé par une tout autre sphère : les organes du parti et de l'Etat, les bureaux administratifs et le GPU. Ce fut essentiellement le manque de volonté de l'Opposition pour tenir tête fermement et sans ambiguïtés au pouvoir et à son représentant principal, le VKP(b), qui a déterminé son attentisme et les contradictions de son programme politique et de sa tactique en général.

### **Les contradictions de l'Opposition**

Pour construire leur ligne politique, les dirigeants de l'Opposition ont posé comme principe de base le caractère " prolétarien " de l'Etat soviétique. Tout en ignorant ainsi les perversions bureaucratiques du régime, l'Opposition considérait que le pouvoir appartenait avant tout à la classe ouvrière. Cependant Trotsky raisonnait de la sorte : " Un ouvrier pris individuellement, qui prendrait ses distances par rapport à son milieu d'origine, pourrait arriver à la conclusion que le pouvoir n'appartient plus à la classe ouvrière et que l'usine est en vérité dirigée par "le triangle"<sup>56</sup>, que la critique est formellement interdite, que l'appareil reste tout-puissant dans le parti et que, derrière le dos des organismes soviétiques, le pouvoir de commander revient au fonctionnaire-apparatchik, etc. "<sup>57</sup>.

Mais, selon lui, une telle conclusion eût été erronée puisqu'au fond le pouvoir n'avait échappé au prolétariat que " dans une certaine mesure, dans une moindre mesure, mais pas du tout dans un sens déterminant "<sup>58</sup>. Trotsky ne pensait pas une seule seconde que les fonctions de la classe dirigeante pouvaient passer aux mains de la nomenklatura parti-État. Ce n'était pas conforme à sa conception de la lutte des classes suivant laquelle tous les antagonismes sociaux de la société soviétique convergeaient vers une dichotomie inévitable prolétariat / capital privé, si le pouvoir n'appartenait pas à la classe dirigeante. La contradiction apparente entre d'une part le constat d'une situation injuste pour les ouvriers et d'autre part les affirmations de la nécessité de sauvegarder la " dictature du prolétariat " en URSS, ne décontenançait nullement les chefs de l'Opposition trotskyste. En fait, l'essentiel de la question sur la nature du régime consistait à leurs yeux dans le fait que le gouvernement centralisait les moyens de production et que l'Etat avait le monopole du commerce extérieur. Tout en se désintéressant de la réalité concrète de cette " propriété d'Etat " ainsi que des rapports réels entre le gouvernement et la classe ouvrière, Trotsky rangea la question de la nationalisation des moyens de production dans la catégorie définie par le critère de la " nature prolétarienne " de l'Etat soviétique <sup>59</sup>.

A partir de la conception de l'appareil d'Etat en URSS, à savoir le mécanisme du pouvoir politique de la classe ouvrière, on peut logiquement

comprendre pourquoi l'Opposition s'est bornée exclusivement aux méthodes réformistes et au problème de l'amélioration des structures officielles au lieu de lutter contre ces dernières. Quand Hugo Urbahns, dirigeant du PC de gauche appelé Ligue Lénine (Leninbund), issu du parti communiste d'Allemagne, déclara en 1929 que le devoir des ouvriers soviétiques consistait dorénavant dans le rétablissement de toutes les libertés démocratiques, Trotsky n'hésita pas un instant à attaquer cette position. C'est que, selon lui, le "rétablissement de toutes les libertés" des ouvriers signifiait le retour à une démocratie bourgeoise, c'est-à-dire au capitalisme. Le chef des bolcheviks-léninistes définissait comme seule acceptable une démocratie qui ne risquait pas de perturber la "systématisation de toutes les relations sociales" dans le cadre de la dictature du parti communiste. Pour Trotsky, la liberté des organes ouvriers par rapport à l'"Etat unique" n'était pas indispensable ; elle était même dangereuse <sup>60</sup>.

Par conséquent, en défendant cette "démocratie ouvrière", l'Opposition l'enferme de *facto* dans le domaine contrôlé des syndicats et autres organismes effectivement étatisés, qui étaient alors déjà entièrement soumis à l'appareil bureaucratique parti-Etat. Il va de soi qu'une telle approche empêche automatiquement la prise en compte d'un mouvement ouvrier qui se développerait spontanément et de façon autonome. Les chefs avaient d'ailleurs une attitude ambiguë à l'égard de ces mouvements. D'un côté, ils voyaient bien que le réveil de l'activité du prolétariat augmentait les chances de l'Opposition mais, de l'autre, ils craignaient que cette activité ne remette en question la dictature du VKP(b) qui leur apparaissait comme l'unique forme possible du pouvoir de la classe ouvrière. Dans une lettre de mai 1928, Trotsky soulignait le fait que la réaction des ouvriers face à la politique bureaucratique en cours pourrait les conduire "bien au-delà des limites que nous considérons qu'il ne faut pas dépasser à savoir celles du pouvoir bolchevique et de la dictature du prolétariat". Dans ces conditions, Trotsky montrait que le devoir de l'Opposition consistait à aider le parti en pourchassant justement des tendances analogues avec la plus grande rigueur <sup>61</sup>.

L'effort des chefs de l'Opposition pour empêcher les excès de la lutte ouvrière et empêcher que ses débordements ne débouchent sur un conflit ouvert contre l'Etat s'est évidemment traduit dans leur conception de la lutte elle-même. Les dirigeants des bolcheviks-léninistes refusaient catégoriquement la méthode des grèves politiques parce qu'elles nuisaient, disaient-ils, au gouvernement "ouvrier". L'Opposition ne trouvait acceptables que les grèves à but économique et encore exceptionnellement. La position de l'Opposition à ce sujet a été formulée dans la déclaration de Kh.G. Rakovsky contresignée aussi par S.V. Kossior et M.N. Okoudjava : "Le devoir de l'Opposition est de canaliser les exigences de la classe ouvrière dans la légalité du parti et des syndicats en la

détournant des méthodes de lutte comme la grève, par exemple, qui nuisent à l'industrie et à l'Etat, c'est-à-dire aux ouvriers eux-mêmes ”<sup>62</sup>.

Une telle auto-limitation affaiblissait évidemment de manière sensible l'efficacité des bolcheviks-léninistes et désorientait leurs partisans potentiels. Au moment de l'émergence du totalitarisme, la liaison étroite entre tous les organismes issus de l'appareil parti-Etat, ainsi que l'entrée des ouvriers en “ corps légaux ” ne pouvaient avoir d'autre signification que la preuve incontestable de leur défaite. Mais en même temps, par fidélité à ses schémas théoriques, l'Opposition ne souhaitait pas admettre cette évidence. En refusant, en, toute conscience, de soutenir les mouvements ouvriers naissants, elle plaçait son espoir dans la voie de la réforme interne du VKP(b).

Sans tenir compte de ce qu'après son exclusion du parti, l'Opposition trotskyste s'était pratiquement transformée en organisation politique autonome, elle continuait à se considérer comme une fraction du VKP(b) et défendait sans faiblesse le système du parti unique, intégralement caractérisé par la dictature du prolétariat. La politique de l'Opposition se focalisait entièrement sur le rétablissement de la ligne politique du parti au pouvoir et sur la démocratisation de son régime interne. Les chefs de l'Opposition supposaient que le “ noyau prolétarien ” serait capable de faire pression sur l'appareil du parti dans le sens de la réalisation “ d'une profonde réforme prolétarienne ”. Raisonnant de la sorte, l'Opposition s'efforçait de favoriser le “ glissement général à gauche ” du VKP(b) et de son appareil..

Trotsky était profondément convaincu de la nécessité de renforcer la différenciation interne du parti, laquelle était censée permettre le rapprochement entre l'appareil au pouvoir et les bolcheviks-léninistes. En laissant à la bureaucratie un rôle socio-économique autonome, Trotsky affirmait que la fraction “ interclassiste ” et “ centriste ” de Staline ne serait jamais capable de maintenir un *statu quo* dans le parti et le gouvernement et ne pourrait donc se maintenir au pouvoir. D'après sa métaphore, un coup de la queue droitière sur la longue queue centriste allait induire inévitablement une reconstitution radicale dans les rangs du parti<sup>63</sup>.

Dans l'article intitulé *Nouvelle Etape* écrit tout de suite après le XVe congrès, Trotsky prédisait que la crise économique viendrait activer les forces bourgeoises, ce qui se répercuterait dans le parti par la montée des droitiers. Quant aux centristes, incapables de se présenter en force unie dans un contexte de confrontation soudaine entre diverses classes, ils allaient subir la rupture entre “ gauchistes ”, “ droitiers ” et “ sortis du jeu ”. En même temps, les gauchistes se joindraient à l'Opposition pour “ combattre le Thermidor ”<sup>64</sup>.

Trotsky voyait la confirmation de son pronostic dans “ l'assaut gauchiste ” de Staline au moment où la bourgeoisie pro-étatique était intervenue, d'une part contre la petite bourgeoisie du pays et, de l'autre, contre les “ droitiers ” au sein

du parti. Sous l'effet des processus massifs qui touchent les "centristes" à leur gauche, soulignait-il dans ses lettres et articles, cet assaut risque de se transformer complètement en "cours de gauche", c'est-à-dire en "ferme ligne prolétarienne"<sup>65</sup> Trotsky a par conséquent résolument conclu, à propos de la stratégie politique, fin 1928, que "la réalisation d'un bloc commun avec les centristes est pleinement réfléchie et possible". Plus important encore est que seul un tel regroupement dans le parti permettra de sauver la révolution"<sup>66</sup>. Même plus tard, en exil à Constantinople, le chef de l'Opposition continuait à exprimer sa conviction intime selon laquelle, "dans un moment difficile, Staline serait bien obligé de les rappeler, exactement comme Tséretelli avait appelé les bolcheviks pour combattre Kornilov"<sup>67</sup>.

Tout en présupposant un glissement à gauche des "centristes" et en espérant que la propagande de l'Opposition stimulerait la réforme du VKP(b), les dirigeants des bolcheviks-léninistes refusaient catégoriquement de se constituer en parti autonome, structuré et avec son programme politique propre, visant à la mobilisation des masses. Depuis leur intervention au XV<sup>e</sup> congrès, le 3 décembre 1927, les oppositionnels continuaient d'affirmer que la fondation d'un second parti en URSS constituerait un danger imminent pour l'œuvre de Lénine<sup>68</sup>. De ce fait, l'Opposition a condamné la création de la Leninbund en Allemagne ainsi que de candidatures parallèles aux élections ; Trotsky invitait ses partisans, au contraire, à soutenir "la liste du VKP en manifestant ainsi leur volonté immuable de promouvoir l'unicité du parti et de la classe ouvrière"<sup>69</sup>.

Cette identification au parti officiel ainsi que le renoncement à la constitution d'une force politique indépendante condamnaient l'Opposition à s'enfermer dans les marges étroites d'une activité propagandiste dont l'unique but était la construction de cellules du parti. Suivant cette logique, quand les exigences de l'Opposition dépassaient ces marges, comme c'était le cas, par exemple, quand l'Opposition s'adressait à la classe ouvrière au sein du VKP (b) ou aux sans parti, le parti a mis fin à leur initiative. Au fond il n'était possible d'agir qu'en passant par le parti et en aucun cas en le contournant. La décision de ne pas faire de propagande auprès des sans-parti qui étaient pourtant la majorité de la population ouvrière, conférait inévitablement à la propagande des bolcheviks-léninistes un caractère hautement abstrait.

Fidèle à sa stratégie, l'Opposition autorisait donc les ouvriers non membres du parti à jouer exclusivement le rôle de levier de pression pour améliorer la situation dans le parti. Néanmoins toute manifestation de mécontentement dû à la dictature du "parti unique", inquiétait quand même les bolcheviks-léninistes. A la suite d'un conflit dans une des grandes usines provoqué par la baisse des salaires, un oppositional de Krementchoug informait Sosnovsky au printemps 1928 et écrivait : "Par conséquent, de nombreux phénomènes malsains apparaissent. Par exemple, quand on a fait campagne contre l'Opposition, on a

laissé courir le bruit qu'elle était en train d'organiser un second parti parallèle". Et les ouvriers répliquaient : " Qu'ils l'organisent et on verra bien ensuite quel parti défend vraiment la classe ouvrière et ce n'est pas nous qui serons gênés ". De telles remarques inacceptables commencent un peu trop souvent à résonner dans la bouche des ouvriers <sup>70</sup>. Bien évidemment, les manifestations de positions " inacceptables " de ce genre pour l'Opposition, ne manquaient pas. Des résolutions analogues développant l'idée de constituer un parti ouvrier d'opposition paraissaient même dans les organes du parti à Moscou. Mais en même temps, rien ne pouvait ébranler la ligne strictement réformiste du programme des bolcheviks-léninistes. Ces derniers non seulement ne voulaient pas se laisser entraîner sur le chemin d'une rupture définitive avec les " centristes " du VKP(b), mais en outre refusaient l'adhésion des sans-parti. Fidèles à leurs conceptions politiques, ils suivaient strictement les positions exprimées au XV<sup>e</sup> congrès, " Nous ne sommes pas décidés, et nous ne le serons jamais, à faire juger par les sans-parti nos conflits au sein du parti ".

L'isolement délibéré et conscient des bolcheviks-léninistes qui se coupèrent de larges couches de la population, est devenu une des causes principales de la relative facilité avec laquelle les organes staliniens de répression ont réussi à éliminer. L'effort pour rester dans le cadre de " l'appartenance bolchevique au parti ", n'a absolument pas permis à l'Opposition — malgré l'afflux d'une partie d'ouvriers communistes —, de se transformer en une structure plus importante qu'un simple mouvement hermétique de dissidents à l'intérieur du parti. L'oppositionnel N.N. Gavrilov a raconté plus tard que l'Opposition clandestine de l'Opposition de la fin des années 20 était pourtant entourée d'un nombre important de sympathisants " lucides et convaincus ". Mais force est de reconnaître qu'une des erreurs fatales pour l'Opposition fut son refus de faire participer activement ses sympathisants dans ses rangs uniquement parce qu'ils n'étaient pas membres du parti, écrivait dans ses mémoires Gavrilov <sup>71</sup>. Sur toute la période considérée, la stratégie réformiste est restée en permanence la " ligne générale " de l'Opposition trotskyste. Néanmoins tous les oppositionnels n'étaient pas d'accord avec leurs chefs sur cette question. Déjà, dès la mi-1928, il s'était développé une position critique face au réformisme à l'intérieur du parti. Il s'agissait avant tout de représentants de la nouvelle génération entrés dans l'Opposition avec la vague d'interventions ouvrières qui remettaient en question avec beaucoup de force les conclusions politiques ainsi que les présupposés théoriques de Trotsky.

Radek, qui maintenait une correspondance intensive avec les exilés et recevait régulièrement aussi des informations d'" en-haut " était par conséquent spécialement informé de l'état d'esprit des larges cercles de l'Opposition. Il écrivait dans une de ses lettres en septembre 1929 : " Une partie importante d'ouvriers et de jeunes a du mal à comprendre le refus de la direction des

bolcheviks-léninistes de fonder un nouveau parti VKP(b) d'alternative <sup>72</sup>. Certains opposants débattent directement l'idée de rompre entièrement avec l'organisation du VKP(b) <sup>73</sup>. Et Radek de conclure : " On observe clairement une déviation gauchiste au sein de l'Opposition " <sup>74</sup>.

## Les décistes et le débat sur l'unification

Par la suite, le rapprochement d'une partie des bolcheviks-léninistes avec les " décistes ", une autre organisation de l'Opposition des communistes de gauche dont les chefs incontestables étaient T.V. Sapronov et V.M. Smirnov, témoigna de la radicalisation d'une partie des bolcheviks-léninistes. Le noyau des décistes était constitué par les communistes arrivés entre 1919 et 1921 et regroupés dans une fraction du parti " Pour le Centralisme démocratique ". Dans les discussions de 1923, ils étaient intervenus du côté des partisans de Trotsky. Bien qu'en 1926 déjà, trotskystes et sapronovistes aient cessé de suivre un chemin commun, justement à cause de la réconciliation des chefs de l'Opposition unifiée des trotskystes-zinoviévistes avec la majorité stalino-boukharinienne du comité central. Les décistes ont décidé de mettre en pratique ce qui a été formulé dans la *Plateforme des 15*, publiée à l'été 1927. de la " réconciliation " des chefs de l'Opposition unifiée des trotskystes-zinoviévistes avec la majorité stalino-boukharinienne du CC.

L'orientation politique des partisans de la *Plateforme des Quinze* différait très sensiblement du point de vue officiel affirmé par l'aile trotskyste. A la différence des oppositionnels qui partageaient les idées de Trotsky, les " décistes " pensaient que Thermidor avait déjà vaincu en URSS et qu'il n'y existait plus ni pouvoir des soviets, ni dictature du prolétariat ni véritable parti communiste. " Le gouvernement actuel, qui se présente sous l'étiquette du pouvoir soviétique, qu'il avait pourtant lui-même détruit, devient maintenant une menace pour le prolétariat. Le prolétariat doit se battre contre ce gouvernement au nom de la dictature et au nom du véritable pouvoir des soviets ", écrivait V.M. Smirnov en 1928 dans une lettre à la rédaction de la *Pravda* <sup>75</sup>. En fait, les décistes n'hésitaient pas à déclarer ouvertement que le pouvoir dans le pays était passé aux mains d'une bureaucratie de type petit-bourgeois et qui avait transformé la classe ouvrière en simple objet d'exploitation étatique et capitaliste. En même temps, tous les organes de la démocratie ouvrière avaient été liquidés et l'organisation première de l'avant-garde prolétarienne qu'était le parti communiste s'était révélée n'être qu'un instrument auxiliaire au service de l'oligarchie au pouvoir. " Non seulement il n'est plus pour un parti prolétarien, il n'est plus un parti du tout (...) " écrivait Smirnov. " Le parti au pouvoir est-il encore un organe de direction ? Si, non seulement il ne détermine pas une direction générale mais si, en plus, il ne participe même pas à la recherche des

solutions aux problèmes importants ? Il suffit de poser simplement la question pour obtenir aussitôt une réponse négative ”<sup>76</sup>.

En défendant des idées divergentes sur la situation politique et la nature du pouvoir en URSS, trotskystes et décistes n'étaient donc pas d'accord quant aux méthodes et buts de leur action. Les partisans de la Déclaration des Quinze ne plaçaient aucun espoir dans une quelconque amélioration de la ligne du parti et dans une réconciliation éventuelle avec son appareil. Ils n'adressaient aucune déclaration au XV<sup>e</sup> congrès qu'ils caractérisaient comme une “réunion générale des argousins staliniens”<sup>77</sup>. Dans ses lettres et ses articles, Smirnov se moquait de la “géniale théorie de la tête et de la queue” sur la base de laquelle Trotsky avait prophétisé la rupture et le fameux “glissement à gauche” d'une partie des “fractions centristes” du VKP(b). Les dirigeants décistes ne voyaient aucun élément progressiste dans l'assaut “gauchiste” de Staline et considéraient la possibilité de le transformer en une “ferme ligne prolétarienne” comme l'exemple flagrant des “stupidités trotskystes”. “Il n'y a rien de commun entre le coup “à gauche” de Staline et la ligne prolétarienne”, souligne Smirnov. “Pouvez-vous considérer cette caricature idiote comme votre auto-portrait, ne serait-ce qu'en plaisantant”, demandait-il aux trotskystes<sup>78</sup>.

En refusant de manière catégorique la perspective d'une alliance avec la bureaucratie parti-Etat, les décistes se battaient pour un nouveau parti ouvrier et considéraient la mobilisation des larges couches ouvrières comme indispensable à la lutte contre la “contre-révolution actuellement en cours”. Dans la stratégie réformiste des trotskystes, ils ne voyaient d'une part, qu'une tentative utopique et, d'autre part, qu'une substitution “centriste” qui sacrifiait la vraie lutte antibureaucratique au profit des tentatives visant à stimuler la différenciation bureaucratique, tout en s'appuyant sur ses éléments les plus à gauche ; les partisans de la Plateforme des Quinze soumettaient également à une critique aigüe la renonciation des bolcheviks-léninistes à soutenir activement la lutte ouvrière dans les entreprises et à lui conférer un caractère politique. Smirnov écrivait : “Les chefs des trotskystes utilisent la peur devant la seule et unique force sur laquelle nous pouvons compter”. La position des trotskystes au sujet d'un mouvement ouvrier indépendant les emmenait inévitablement vers “la passivité la plus pernicieuse au moment où la véritable lutte de classes était déjà en cours”<sup>79</sup>.

Les décistes considéraient que leur véritable activité consistait à favoriser le développement de la lutte des classes à toutes les échelles ainsi qu'à encourager les ouvriers à créer leurs propres organismes politiques et professionnels. A terme, la lutte ouvrière devait se transformer en une confrontation permanente avec le gouvernement bourgeois et bureaucratique. En janvier 1929, le secrétaire du comité des gouverneurs du VKP(b) à Arkhangelsk,

S. Bergavinov a présenté à Moscou un compte rendu de son dialogue avec Sapronov qui se trouvait alors en exil. Le chef des décistes s'est directement prononcé en faveur de l'organisation de grèves antigouvernementales massives ainsi que de la préparation d'une nouvelle révolution ouvrière<sup>80</sup>. De plus, le centre clandestin des décistes appelait dans ses documents à la lutte contre le régime en place<sup>81</sup>.

Conformément à leurs convictions politiques, les décistes, bien que leur effectif baissât en comparaison avec celui des trotskystes, menaient pourtant une agitation active dans les entreprises, participaient aux conflits dans le secteur productif et faisaient de la propagande auprès des sans-parti et des jeunes. Enfin ils publiaient et diffusaient une importante quantité de tracts et de manifestes. D'après les propres termes d'Iaroslavsky au plénum du CC du VKP(b) en avril 1928, les décistes menaient " la lutte la plus vive " contre le pouvoir parti-Etat<sup>82</sup>.

En réponse à la critique de " défaitisme " qui leur était adressée, les trotskystes accusaient les décistes d'ultragauchisme, de sectarisme, d'aventurisme. " Un kyste ultragauchiste dans le corps de l'Opposition ", " un exemple vivant du sectarisme ultragauchiste ", voilà quelques-unes des épithètes à l'aide desquelles Trotsky disqualifiait ses opposants de gauche<sup>83</sup>. Dans ses lettres à ses camarades d'idées, Trotsky insista à maintes reprises sur la nécessité de mener la lutte idéologique contre le décisme tout en essayant de démontrer que la politique ultragauchiste pourrait aider les forces ennemies à couper la tête à la révolution<sup>84</sup>.

Cette rivalité n'empêchait toutefois pas une partie grandissante des bolcheviks-léninistes de développer l'idée du rapprochement et parfois carrément d'une fusion avec les décistes. En automne 1928, un trotskyste exilé, M. Belbéï informait Radek : " J'ai un tas de lettres (certains de nos meilleurs camarades ouvriers) qui demandent un bloc avec le DC pour l'Opposition. Il y a parmi nous des camarades qui sont tombés sous l'influence des décistes et mènent une campagne énergique pour l'unification ". " On ne peut pas nier que l'influence des décistes va grandissant ", constatait dans sa lettre un autre opposant, N. Efrétov.

Peu après, il parlait franchement d'une " épidémie déciste " fleurissant chez les bolcheviks-léninistes du fait de la politique officielle sur la classe ouvrière. En septembre 1928, la déclaration *A l'attention des camarades Trotsky et Sapronov et de tous les bolcheviks en exil*, faite par un groupe ouvrier exilé à Termez, était un appel clair à l'unification communiste de gauche " Le Thermidor est en train de se consommer sa victoire manifeste (...) Nous savons tous très bien que le pouvoir n'appartient plus à l'ouvrier et que son exploitation est à l'ordre du jour puisque la force ouvrière s'est transformée en simple matière première ; nous savons aussi que la bureaucratie soviétique du parti et des

syndicats tient les rênes conjointement à ces damnés de *spetsy* qui ont annulé le bon programme du parti (...)”. Dans ces conditions où règne la “ plus noire des réactions ”, les auteurs de la déclaration jugeaient indispensable d’unir “ les deux groupes prolétariens ”. Ils faisaient donc appel aux chefs trotskystes pour qu’ils en finissent avec leur “ lutte diplomatique ”, c’est-à-dire pour mettre fin à toute ambiguïté dans leurs rapports avec l’appareil dirigeant <sup>85</sup>. De nombreuses lettres, individuelles ou collectives, déclarations et autres documents diffusés dans l’Opposition faisaient partie d’un état d’esprit favorable au rapprochement avec les décistes.

Parallèlement à l’émergence de la tendance officielle en faveur de l’unification de l’Opposition et de son aile gauche, les bolcheviks-léninistes ont été pris dans un processus de remise en question de leur propre théorie et pratique. Les discussions internes sur l’état politique et socio-économique du pays, sur la nature du gouvernement ainsi que sur la stratégie adéquate, avaient pour résultat des divergences entre modérés et radicaux, “ réconciliés ” et “ sans compromis ”. Contrebalançant le poids des “ capitulards ” qui défendaient le mot d’ordre de “ retour au parti ”, une tendance gauchiste — qui ne voulait plus se laisser limiter par les directives réformistes de Trotsky — ne cessait de se renforcer.

## **Radek, le “ capitulard ” et les gauchistes**

“ L’état d’esprit de notre colonie se trouve majoritairement à l’extrême gauche ”, écrivait à Radek son partenaire de pensée, M. Golodiets, au printemps 1929, de la colonie d’exilés de Kolpachevo. En réponse aux discussions précédentes, la majorité de la colonie concluait à la nature non-prolétarienne du gouvernement en place et refusait une fois pour toutes la perspective de construire un front commun avec “ l’aile gauche des centristes ”. “ Le Thermidor est passé ”, “ le parti est un cadavre ”, “ la bureaucratie est une classe à part entière ”, telles étaient les citations apportées de Kolpachevo par Golodiets <sup>86</sup>. Semblable revirement au sein de l’Opposition se renouvelait de la même façon dans d’autres régions <sup>87</sup>.

La radicalisation des envois en exil reflétait inévitablement l’évolution politique du “ pouvoir en place ”, dans la mesure où les arrestations infinies nourrissaient des colonies d’exil en Sibérie et en Asie centrale de nouveaux afflux de bolcheviks-léninistes. Les exilés étaient en majorité de jeunes ouvriers qui, à la différence des “ anciens combattants de l’Opposition ” n’étaient nullement prêts à considérer le pouvoir parti-Etat comme le “ leur ”. “ Ces nouveaux exilés me rendent perplexe ”, écrivait au printemps un des trotskystes modérés. “ Ces gens, absolument coupés du VKP(b) et qui vivotaient, on ne sait trop comment, au sein des komsomols, manifestent maintenant leur joie à chaque

faux pas du pouvoir. Il s'agit en général d'éléments absolument anti-soviétiques”.

“ Nous nous sommes battus pour le parti et eux, ils lui crachent dessus ”, constatait Radek en été 1929, dans une de ses lettres à Solntsev en exil, parlant de “ la partie bien connue ” des ouvriers qui soutient l'Opposition. “ Ce nouveau milieu ne se satisfait pas des formules boîteuses et idéologiquement lâches de Trotsky. Il a au contraire besoin de formules claires, de vulgarisation (...) Cette situation exige déjà une réponse ”<sup>88</sup>. La réponse la plus courageuse de la part de Trotsky là-dessus consistait en réalité à établir le vote secret dans les organes du parti et des syndicats, et il continuait effectivement à considérer l'Etat soviétique comme un Etat prolétarien à déformation bureaucratique. De nouveaux opposants, issus surtout de la jeunesse appréciaient cependant différemment la réalité et exigeaient en conséquence des actions bien plus radicales.

Cette nouvelle tendance se confirme en partie dans une lettre adressée à Sakhnovskaia le 6 juillet 1929. Radek y fait part de sa discussion à Tomsk avec un ouvrier de Moscou qui partait en exil en mars de la même année “ A la question : “Quelle doit être la réaction de l'Opposition devant les problèmes de ravitaillement dans les villes ?”, j'ai reçu la réponse suivante : “L'Opposition doit les prendre en mains”. A ma question “Sous quels mots d'ordre ?”, la réponse a été “A bas le gouvernement”. A propos des mouvements dans les campagnes, on a dit qu'il fallait les soutenir. Et quand je me suis écrié : “Mais vous comptez boycotter le gouvernement ouvrier ?”, un autre ouvrier moscovite qui était venu passer son congé chez moi, a répliqué d'un air pensif : “Le problème, c'est que ce gouvernement n'est justement pas un gouvernement ouvrier”. J'ai vu un précipice s'ouvrir littéralement sous mes yeux. Ces deux réflexions, que je n'ai pas choisies exprès, d'hommes dont le premier était un homme ordinaire, sans expérience politique et le second quelqu'un de très instruit, ne pouvaient pas être dues au hasard. Trois jours plus tard, j'ai rencontré à Moscou un étudiant oppositionnel envoyé en exil. Il définit les devoirs de l'Opposition littéralement de la même façon<sup>89</sup>”.

Cependant les groupes clandestins des bolcheviks-léninistes n'ont pas réussi à mettre en œuvre ces projets déterminants : ils ont été presque tous éliminés par l'OGPU dans l'année 1929.

## **La répression met fin à l'Opposition**

A l'automne 1928, inquiet du rôle actif des bolcheviks-léninistes dans la lutte pour les négociations collectives et leur agitation dans les entreprises, le comité central s'est chargé de la répression renforcée des “ groupes clandestins

anti-soviétiques et anti-parti ; essentiellement dans les cas où ces derniers introduisent les éléments de désorganisation dans le milieu ouvrier ”<sup>90</sup>. Suite à la réception de la directive adéquate, l’OGPU a déployé méthodiquement son arsenal : fouilles et perquisitions massives chez les suspects, surveillance accrue, intervention de provocateurs. On est passé brutalement à des arrestations à grande échelle. A Moscou, par exemple, les organismes du parti formaient eux-mêmes des “ dizaines ” spécifiques pour des rafles afin d’arrêter la diffusion des tracts de l’Opposition <sup>91</sup>. Les commissions de contrôle tentaient d’obtenir le maximum de renseignements des capitulards qui ont officiellement renoncé à leur participation à l’Opposition. Ces derniers étaient alors censés décrire le “ schéma organisationnel ” de leur groupe et communiquer les noms et adresses des opposants importants, etc.

A partir de la fin de 1928, on a commencé à mettre les bolcheviks-léninistes arrêtés dans des polit-isolateurs, d’anciennes prisons. Il arrivait couramment que les personnes arrêtées n’avaient pas le droit de contacter leurs parents, ne recevaient plus de courrier et étaient parfois assassinés. En octobre 1928, dans une prison de Leningrad on a ainsi battu à mort l’oppositionnel Henrikson, un vieux bolchevik qui travaillait à l’usine Tréougolnik et qui avait été commissaire de régiment. Pour masquer ce crime, les surveillants ont carrément mis en scène son “ suicide ”<sup>92</sup>.

Cette répression contre l’Opposition a provoqué dans le mouvement ouvrier un mécontentement qui a souvent débouché sur des protestations actives. Dans certaines entreprises, les ouvriers ont empêché l’OGPU d’arrêter les bolcheviks-léninistes ou ont exigé leur libération <sup>93</sup>. Les événements les plus graves de ce genre ont eu lieu à Kiev en octobre 1928. La cause directe en était l’arrestation de trente personnes qui travaillaient dans les grandes entreprises et les usines de la ville. Informés, les ouvriers de plusieurs usines ont envoyé une délégation à l’OGPU locale et exigé leur libération immédiate. Repoussés à l’entrée du bâtiment, ils ont improvisé sur place un meeting de 400 personnes environ. Le lendemain, les ouvriers sont de nouveau partis en manifestations pour protester notamment contre l’initiative d’une cellule du parti d’une des usines touchées, qui avait décidé l’envoi d’une délégation pour approuver les arrestations. Deux jours plus tard, nouvelles manifestations, un meeting de deux mille personnes est organisé devant le comité du parti. Les forces spéciales du GPU et les milices à cheval sont intervenues pour disperser les manifestants <sup>94</sup>.

Ces événements qui risquaient de se reproduire également dans d’autres endroits sont devenus sans aucun doute un des facteurs principaux qui incitèrent la direction du parti à lancer une campagne contre l’Opposition, bien que cette dernière ait déjà été intégralement écrasée, selon la version officielle, l’année précédente. Une série d’opérations effectuées par l’OGPU entre la fin de l’année

1928 et la première moitié de 1929 fut si grave que l'Opposition ne lui a pas survécu.

Le totalitarisme régnant avait bel et bien réussi à liquider l'Opposition. Insistant sur le fait que, pour résoudre ce problème, le régime stalinien disposait de moyens beaucoup plus puissants, par exemple, que le tsarisme qui dut combattre les révolutionnaires jusqu'en 1917, Rakosvky écrivait : " Les bolcheviks, les syndicalistes et les ouvriers, que l'on persécutait sous l'ancien régime, avaient tout de même trouvé quelques moyens pour résister à l'arbitraire. Les premiers se sont servis de leurs droits, les deuxièmes de leur position dans le régime capitaliste. Renvoyés d'une usine pour leurs idées politiques, ils pouvaient se faire embaucher ailleurs ou se mettre à leur compte. Un bolchevik ou un ouvrier sans-parti qui porterait atteinte à la ligne générale et s'opposerait à la mauvaise utilisation du pouvoir par le gouvernement dans le cadre de la construction de l'économie socialiste, subira inévitablement et cette fois sans une possibilité d'échapper, le même triste sort ".

Les bolcheviks-léninistes affrontaient, dans les années 1928-1929, un ennemi beaucoup plus puissant que celui que combattaient les bolcheviks-léninistes avant la révolution. Le régime autoritaire a été remplacé par un régime totalitaire qui avait pour but de contrôler toutes les sphères de la vie sociale. On a coupé court à toutes les déclarations hétérodoxes sur " le droit " et " les conditions de vie " ? Le système, qui supposait une unification totale dans les domaines politique, économique et psychologique, ne pouvait pas, en toute logique, tolérer une opposition quelconque — non seulement collective, mais individuelle.

La presse de la fin des années vingt présente la lutte politique comme une simple rivalité entre les ambitions " personnelles " des *vojd* (chefs)-communistes et une " lutte pour le pouvoir " entre groupements internes au parti. La réalité historique est évidemment beaucoup plus complexe et ambiguë. La lutte de l'Opposition communiste de gauche contre l'appareil parti-Etat exprime par sa logique même l'affrontement entre des conceptions divergentes de forces sociales différentes.

La crise des années 1928-1929 consacra de manière objective la nécessité de moderniser radicalement les structures économiques et technologiques en Union soviétique. La victoire politique de Staline et des privilégiés de la bureaucratie qui le soutenaient, signifiait clairement : d'abord le renforcement du cours vers l'accumulation primitive du capital industriel aux dépens du niveau de vie de la majorité de la population, ensuite la liquidation de la Nep et le début de la " collectivisation totale " par la violence, dans les campagnes avec comme résultat la consolidation du mécanisme de contrôle bureaucratique sur la société.

L'Opposition de gauche proposait pourtant un chemin tout autre : d'abord accélérer l'industrialisation tout en protégeant le marché libre, ensuite

transformer l'agriculture selon le processus de la modernisation technologique, et finalement restreindre l'appareil dirigeant et élargir les droits des organismes ouvriers. Le destin n'a pas permis que ce programme soit réalisé. L'attachement dogmatique de l'Opposition à la *partiinnost*, (l'esprit de parti), son attentisme politique, son espoir de réformes à l'intérieur du parti ainsi que sa croyance en une possibilité de compromis avec une fraction de la bureaucratie au pouvoir, ces quatre facteurs ont porté préjudice au développement d'une véritable lutte de l'Opposition contre le régime parti-Etat. Elle avait pourtant toutes les chances de se produire, si seulement elle s'était alliée à la lutte ouvrière spontanée. L'Opposition a subi une défaite, néanmoins son activité entrera dans l'histoire en tant qu'ultime tentative de résistance politique organisée à l'avènement du totalitarisme.



### **Indications biographiques sur certains membres de l'Opposition cités ici**

**Belbéi, M.**, de Moscou, lié à Radek, il le suit dans la capitulation, est réintégré avec lui dans le VKP(b). Nous n'avons pas plus d'informations.

**Efrétoy, Nicolai Ivanovitch**, ouvrier, social-démocrate internationaliste, il rejoint le VKP en 1917, étudie à la Rabfak puis à l'Institut des professeurs rouges. Membre de l'Opposition unifiée, il est exclu et exilé, signe la capitulation d'I.N. Smirnov.

**Golodets, Moisé Giliardov** (1897), géologue, membre du parti en 1917, déporté en 1928, il capitule avec I.N. Smirnov, il rejoint le groupe d'I.N. Smirnov et est arrêté avec lui et condamné.

**Radek, Kark Bernadovitch Sobelson**, dit (1885-1939). Ce grand personnage pittoresque de l'Internationale communiste a été un des vibrions de l'Opposition de gauche. D'abord partisan d'un "nouveau parti", il retourne sa veste et fait de ses camarades de la veille l'épouvantail qui justifie son ralliement à Staline, avant de dénoncer les "trotskystes" par centaines. Longtemps collaborateur de Staline dans la presse, il est arrêté puis condamné à la prison après un procès où il se montre très complaisant avec l'accusation. Il est tué en prison.

**Sakhnovskaia, Maria Filipovna** (1897), membre du parti en 1917, engagée dans l'Armée rouge où elle est commissaire politique, elle est membre de l'Opposition de gauche, exclue en 1928, capitule avec I.N. Smirnov puis rejoint son groupe clandestin, est arrêtée. Il semble qu'elle ait été exécutée après son mari, officier supérieur, membre du même groupe, leader de la grève de la faim de Magadan avec Krol.

**Sapronov, Timotéi Vladimirovitch**, (1887-1939), fils de paysan, peintre en bâtiment, membre du parti en 1910, il devient membre du bureau national du syndicat du bâtiment en 1914, est exilé en 1916, milite dans le bâtiment sous les noms d'Alexandrov et Chirokov, en 1917, il préside le soviet provincial de Moscou. Il appartient aux communistes de gauche contre Brest-Litovsk, (envoyé en Ukraine, il y met Rakovsky en minorité), puis aux décistes, à l'Opposition de 1923 où il est très en vue, puis devient le leader des Quinze. Arrêté en 1928, il est libéré après un "repentir public", pour lui, "tactique", mais, arrêté de nouveau, il trouve la mort en prison.

**Smirnov Vladimir Mikhailovitch**, (1887-1937), membre du parti en 1907, économiste, il travaille surtout dans la presse, illégale, puis légale, est communiste de gauche, déciste puis un des leaders des Quinze, il inspire leur rupture avec l'Opposition unifiée. Arrêté en 1928, il meurt en prison.

**Urbahns, Hugo**, (1892-1946), enseignant allemand, héros de l'insurrection de 1923 à Hambourg, il est l'un des chefs de file des gauchistes allemands qui accusent Trotsky d'être timoré et esquisse avec la Leninbund la création d'un "second PC". Il échoue cruellement et se retire.

En-dehors de **L.D. Trotsky** et de **Kh.G. Rakovsky** (1873, fusillé en 1941), les "chefs" de l'Opposition de gauche que Goussev mentionne sont :

- le vieux-bolchevik, ex-inspecteur de l'Armée rouge, **Nikolaï Ivanovitch Mouralov** (1877-1937), exécuté à l'issue du deuxième procès de Moscou ;

- l'ancien secrétaire du P.C. géorgien **Mikhaïl Stepanovitch Okoudjava** (1883-1937) ;

- **Vladimir Vikientiévitch Kossior** (1891-1938), ancien responsable syndical des métallos,

- **Evgenii Aleksandrovitch Préobrajensky** (1888-1937), fils de pope, brillant économiste, révolutionnaire professionnel, adversaire de Boukharine et théoricien de l'Opposition de gauche ; près sa capitulation en 1928, est revenu à la résistance avec le groupe d'I.N. Smirnov et a été arrêté, puis exécuté après avoir tenu tête à ses tortionnaires ;

- **Ivan Nikititch Smirnov** (1881-1936), mécanicien de précision, membre du parti en 1899, surnommé par Lénine “ la conscience du parti ”, grand ami de Trotsky. Secrétaire de l'Opposition de gauche en 1927, il capitule en octobre 1929 de façon relativement honorable mais presque aussitôt organise un groupe clandestin qui est à l'origine du bloc des oppositions. Arrêté au début 1933, il est condamné mais continue son activité de chef de la “ résistance ” à l'isolateur de Souzdal. Arrêté en 1936, il cesse de nier devant la menace des enquêteurs de torturer sa fille. Il esquisse une résistance au procès, est condamné et fusillé.

## Notes :

- Staline I.V., *Œuvres*, t. 10, 1954, p. 367.
- <sup>1</sup> Vassetski, N.A. *Trotsky: Expérience d'une biographie politique*, 1992, pp. 247, 252.
- <sup>2</sup> Il s'agit des partisans du "centralisme démocratique", fraction animée par T.V Saponov et V.M. Smirnov.
- <sup>3</sup> Compte rendu du XV<sup>e</sup> congrès du VKP(b), t. 2, pp. 1597, 1600.
- <sup>4</sup> Archives centrales des mouvements sociaux, Moscou, (plus loin CGAODM), F/38/ 93/1; 4-5.
- <sup>5</sup> Broué, Pierre, "Les Trotskyistes en Union soviétique (1929-1933, *Cahiers Léon Trotsky*, 1980, n°6, p. 11.
- <sup>6</sup> Heijenoort, Jean van, *With Trotsky in Exile : From Prinkipo to Coyoacan*, Londres, 1978, p. 40.
- <sup>7</sup> Centre russe de protection et étude des documents de l'histoire contemporaine, RKhIDNI, F 17/ 3/ 669; &-27.
- <sup>8</sup> CGODM,- F 3/ 3/669; 11. 227.
- <sup>9</sup> Boukharine, NIU, "Notes d'un économiste", *Œuvres choisies*, 1977, p. 409.
- <sup>10</sup> RTsKhIDNI, F /326, 1/110: 1. 7879.
- <sup>11</sup> "Le parti et l'Opposition avant le X<sup>e</sup> Ve congrès du VKP(b) ", *Dossier des documents de discussion*, part. 2, 1928, p. 38.
- <sup>12</sup> RTsKhIDNI F /325, 1/ 175, 1-27.
- <sup>13</sup> *Ib.* F 326/ 1/+110, l. 77: 133, — 26.
- <sup>14</sup> *Ib.* 113,91.
- <sup>15</sup> *Ib.* F 326/ 1 d 133; l.34.
- <sup>16</sup> *Ib.* F 326, 1; &75, 1 27.
- <sup>17</sup> *Ib.* 110, 82.
- <sup>18</sup> *Ib.* 81.
- <sup>19</sup> *Ib.* 110,75,95.
- <sup>20</sup> *Ib.* 113, 89.
- <sup>21</sup> *Ib.* 113, 134.
- <sup>22</sup> F/ 326 / 32, 133, 25, 34 ; F /325, I, 175 — I 36.
- <sup>23</sup> *Ib.* F 326 1; 133, 1, 98.; &&3 I, 34.
- <sup>24</sup> *Biulleten oppositsii*, 1929, 3/4, p. 28.1, 1929, 3/4, p. 28
- <sup>25</sup> RTsKhNIDI, F /325 I, 133, 1, 43, 46.
- <sup>26</sup> *Ib.* 110, 1, 122.
- <sup>27</sup> *Ib.* I, 135.
- <sup>28</sup> Trotsky à Alma Ata, *Dix Lettres de Trotsky/ Le Temps et nous*, 1986, 90, pp. 187-188.
- <sup>29</sup> RTsKhNIDI; F/&7, 32 11, 737, I. 12.
- <sup>30</sup> 1. 71-72; C GAODM, F3/11., 440 72-80.
- <sup>31</sup> RTsKhNIDI, F/326, 32, 133 I 43, 46.; F 17, 71, 106, I.1.
- <sup>32</sup> CGAODM, 3, 11, 440. RTs KhNID I, F 17, 32, 154,72; F/3265, &, 2, 133, 44.

- <sup>33</sup> *Ib.* F/326, 1, 133, 26.
- <sup>34</sup> *Ib.* 17, 3, 705, 3-4.
- <sup>35</sup> *Ib.* F/326, 1, 133, 1 60-2.
- <sup>36</sup> *Bolchevik* 1928, n°5, pp. 15-16.
- <sup>37</sup> RTsKhNIDI, F/17/ 32, 154, 25.
- <sup>38</sup> *Ib.* I. I. 72-73.
- <sup>39</sup> *Ib.* F/326 I, 133, 60-62.
- <sup>40</sup> *Bolchevik*, 1928, n°23-24, pp. 15-16
- <sup>41</sup> RTsKhIDNI, F/17, 3, 705, 1, 14-15.
- <sup>42</sup> *Ib.* F /17; 171, 1217, I + 199-229, 248-249
- <sup>43</sup> Centre documentation Tchéliabinsk, F/75 1; 562/, I; 78-85.
- <sup>44</sup> RTsKhNIDI, F 17, 32, 154, 1, 25.
- <sup>45</sup> GC AODME F /3; 11, 658, I 26.
- <sup>46</sup> *Ib.* 89/3/88, pp. 199.229.248.249.
- <sup>47</sup> RTsKhNIDI, F /326, 1, 133, I 40.
- <sup>48</sup> CGAODME, F /3, 11; 658, 1. 146.
- <sup>49</sup> RTsKhIDNI, 2, 397, 1.11.
- <sup>50</sup> *Pravda*, 21 janvier 1928.
- <sup>51</sup> *Bolchevik*, 1928L, 4.
- <sup>52</sup> Broué Pierre, *Tr otsky*, 1988
- <sup>53</sup> Staline, I.V., *Œuvres*, t. 11, p. 277.
- <sup>54</sup> RTsKhNIDI F/&7, 71, 89, 18.
- <sup>56</sup> *Ib.* F /325, 1, 469 1.
- <sup>56</sup> *Trotsky Papers*, Houghton Library TPHL, bMSRus 13 T 3151? 1-3.
- <sup>57</sup> *Biulleten oppositsii*, 1929n b°5; p. 10-11.
- <sup>58</sup> *Ib.* pp. 12-134.
- <sup>59</sup> RTsKhNIDI, F/325, &, 112, 23234; F /325, 1, 175, —8. / 326.
- <sup>60</sup> *B.O.* 1929, 6, p. 3.
- <sup>61</sup> RTsKhIDNI, F 3235\_6; &, &&3, 79.
- <sup>62</sup> F/325 1, 369, 1-11.
- <sup>63</sup> H UUUH L, bMSrus &", T 3151, &:5.
- <sup>64</sup> RTsKhIDNI, F/326, 1, 28, 1, 49.
- <sup>65</sup> *Ib.* F /325 1, 499, I, 2.
- <sup>66</sup> Me XVe congrès, r. 2, p. 1956.
- <sup>67</sup> RTsKhIDNI ; F 326. 1, éc.&-1. 50.
- <sup>68</sup> "L'écrasement de l'Opposition de gauche en URSS". Lettres des bolcheviks exilés 1928.  
*L'Almanach d'Histoire*, 7, 1992. p. 281.
- <sup>69</sup> CGAODM, F/3, 11, 440, 1, 38.
- <sup>70</sup> Le XVe congrès, t. 2, p. 1496.
- <sup>71</sup> Gavrilov, N.N., *Mon Travail dans le groupe de l'Opposition. Mémoires: recueil historique*, Paris, 1980, p. 389.
- <sup>72</sup> RTsKhNIDI, F 326, 1, 79 1-2.
- <sup>73</sup> *Ib.* 54,1,1.
- <sup>74</sup> *Ib.* 24,1,3.
- <sup>75</sup> in *Bolchevik*, 1929, 2, p. 26.
- <sup>76</sup> RTsKhNIDI, F/326, I, 79 1.2.
- <sup>77</sup> *Ib.* F /89; 3, 88; &?\$.? 18.
- <sup>78</sup> F. 326, 1, 112, 196, 198, 225.
- <sup>79</sup> *Ib.* 222, 227.

<sup>80</sup> *Ib.* F 17n-, 71, 90, 1-18.

<sup>81</sup> Iaroslavsky, *Un dernier extrait. L'Opposition trotskyste après le XVe congrès*, 1930, p. VI.

<sup>82</sup> RTsKhNIDI, F /89, 3, 88, 1-910.

<sup>83</sup> *Ib.* F /325 &, 1367, 5.

<sup>84</sup> in *Bolchevik*, 1928,23/24, 1, 9-10.

<sup>85</sup> RTs KhIDNI, F /89, 3, 88, 8.

<sup>86</sup> *Ib.* 102,1.1.

<sup>87</sup> *Ib.* 6.

<sup>88</sup> *Ib.* 89 123, 1.5.

<sup>89</sup> *Ib.* 100, 1.21.

<sup>90</sup> 98, 1.71; 123 1?\*.9.1.

<sup>91</sup> 149, 1. 5.

<sup>92</sup> 68 1 5A.

<sup>93</sup> 65, 1-16.

<sup>94</sup> F 17, 3; 706, 1.11.



**Alejandro Gálvez Cancino**

## **Le mouvement ouvrier mexicain, les communistes et Julio Antonio Mella**

L'histoire du capital industriel au Mexique est une histoire récente. Le pays a été incorporé au système capitaliste mondial au temps de l'apogée du capital financier monopoliste et de l'expansion impérialiste. Ce fut déterminant pour l'accumulation du capital qui a fonctionné dans le pays sur la base du modèle primaire exportateur.

Sous la domination autoritaire du général Porfirio Díaz, qui gouverna pendant plus de trois décennies, se créèrent les conditions adéquates pour l'entrée massive du capital étranger — déjà pour 1900 celui des Etats-Unis était majoritaire — investi de préférence dans l'infrastructure du transport, des activités d'agro-élevage et extractives.

L'hégémonie du capital étranger dans la vie économique a modifié la production et le commerce extérieur du pays. Si l'économie du pays avait eu entre 1821 et 1880 comme unique facteur dynamique les mines d'or et d'argent, à partir de cette dernière année, on y intégra les titres de production et de services.

Dans la division mondiale du travail qui s'est développée en même temps que l'expansion territoriale du capital industriel, le Mexique est devenu une semi-colonie d'exportation mixte. Aux traditionnelles exploitations minières d'argent et d'or se sont ajoutées celle du cuivre, du plomb, du zinc, du graphite, de l'antimoine et du pétrole. Parmi les produits de l'agriculture et de l'élevage, le coton, le sucre, la viande, la vanille, l'agave, les bois, la gomme à mâcher, le caoutchouc, les pois chiches, etc. Tout cela avec un réseau ferroviaire de 24 650 km.

Les activités industrielles ont commencé à écartier les produits artisanaux dans la collecte de marchandises sur les marchés nationaux. Rapidement, les

textiles, les chaussures et les produits alimentaires de l'industrie récemment installée remplacèrent dans les villes les gens et les produits de l'artisanat. La croissance fut significative entre 1885 et 1906.

La longue période de l'histoire du Mexique qui va des années 80 du XIXe siècle aux années 30 du XXe coïncide avec l'onde de longue durée du développement capitaliste des pays industriels appelée "de l'impérialisme classique", qui a connu sa phase d'expansion entre 1893 et 1914 et sa phase descendante entre 1914 et 1940. Si les dates exactes ne coïncident pas entre les cycles mexicain et mondial, c'est dû au développement inégal des nations dominantes et de celles qui sont soumises au système, ce qui conduit à diverses conclusions : il est significatif qu'on ait expérimenté au Mexique des contradictions sociales découlant de la manière brutale dont se fit "le développement capitaliste vers l'extérieur" et qui déboucha sur une révolution dont l'étape violente dura dix ans.

Dans les deux décennies suivantes, la lutte sociale n'eut pas comme unique protagoniste le travailleur rural. Les ouvriers sont de nouveau entrés en scène dans la lutte sociale au cours de la décennie des années 10 et ont construit leurs syndicats et confédérations.

Dans la deuxième moitié des années 20, le prolétariat se groupa principalement dans la Confederación Regional Obrera de México (CROM) et la Confederación General de Trabajadores (CRT) fondées respectivement en 1918 et 1921. De la première s'étaient tôt détachés ses militants anarcho-syndicalistes et les restants avaient adopté le modèle travailliste britannique, à la seule différence qu'il groupait travailleurs des villes et des campagnes. Le groupe travailliste de la CROM se distinguait des groupes anarcho-syndicalistes en ce qu'il proposait la participation de la classe ouvrière à la politique électorale et recherchait l'alliance des "chefs" révolutionnaires, à la recherche de bénéfices pour ses groupes par des accords avec les "vainqueurs" politiques de la révolution. Ainsi agirent-ils avec Álvaro Obregón et Plutarco Elías Calles, présidents pendant la période 1921-1928 et nombre de gouverneurs d'Etats. Pour leur servilité et leur soutien aux politiques, les courants radicaux du mouvement ouvrier les appelèrent les **jaunes**. La direction de la CROM était aux mains du groupe *Acción* commandé par Luis N. Morones.

Les travailleurs révolutionnaires se reconnaissant dans les différentes orientations de classes du mouvement ouvrier (anarchistes, anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires, communistes, etc.) se baptisèrent eux-mêmes **rouges** et promurent l'action directe dans les conflits du travail. Dans leur majorité, ils étaient hostiles à la participation à la politique des classes dominantes et cherchaient le renversement du capitalisme. Les rouges se réunirent dans la Confederación General del Trabajo, qui, bien que formée au

début par les communistes et les courants anarchistes ensemble, exclut très vite les premiers, qui étaient minoritaires, en raison de divergences politiques.

Les contingents ouvriers organisés dans la seconde moitié de la décennie des années 20 se chiffraient ainsi : la CROM avait deux millions d'adhérents, la CGT, la Confederación Católica del Trabajo (CCT) 20 000, la Confederación de Sociedades Ferrocarriles (cheminots), 20 000, et en outre les communistes se trouvaient dans quelques syndicats dispersés.

L'appartenance à la CROM grandit de façon notable quand des membres de sa direction entrèrent dans le gouvernement de Plutarco Elías Calles (1925-1928). L'objectif du président, qui avait succédé à Álvaro Obregón, était de créer un nouveau bloc de pouvoir qui lui permettrait de modifier le rôle central des *caudillos* militaires sur la scène nationale, à commencer par le général Álvaro Obregón, qui était sorti vainqueur de tous les conflits armés où il avait commandé. Calles pensait que son successeur le plus adéquat serait le Secrétaire à l'industrie, au commerce et au travail, le grand chef de la CROM, Luis N. Morones. Les préparatifs se firent conformément aux objectifs : constituer un puissant appareil syndical sur lequel baser la nouvelle force politique, cristallisée en un parti comme la social-démocratie allemande, avec la différence que sa direction serait aux mains des politiciens et leaders syndicaux vainqueurs dans la révolution mexicaine. En d'autres termes, une organisation politique nourrie par un mouvement ouvrier contrôlé, qui servirait les politiciens de la petite bourgeoisie qui la dirigeraient. Tout se déroulait dans cette voie quand le *máximo caudillo* (Obregón) décida de revenir à la vie politique pour aspirer à la présidence de la République.

Le retour du *caudillo* Obregón à la vie politique en 1927 compliqua la situation difficile qu'affrontait le gouvernement de Plutarco Elías Calles. Celui-ci affrontait directement la hiérarchie de l'Église catholique qui, par la suspension des services de culte et la guerre "cristera", appuyée par les paysans du Bajío depuis 1926, s'opposait à la tentative de modifier l'article 130 de la Constitution de 1917 qui réglementait l'activité des églises et de leurs ministres. Il s'y ajoutait les rapports conflictuels entre Calles et le gouvernement des États-Unis du fait de l'approbation de la Loi sur l'industrie pétrolière et à sa réglementation, provoquant un tel degré de tension que le pays fut menacé d'une intervention armée au moment où les troupes des États-Unis envahissaient le Nicaragua. En outre la récession économique poussait les classes laborieuses du pays à affronter la politique gouvernementale qui se refusait à satisfaire leurs revendications et réprimait fréquemment ses organisations indépendantes et les grèves qu'elles lançaient. Le retour du général Obregón à la politique déchaîna d'autres forces, jusque-là inactives, contre le gouvernement.

L'opposition au retour du *caudillo* à la présidence de la République fut forte au sein de l'appareil d'Etat et parmi les citoyens qui considéraient que c'était une trahison du drapeau de la révolution madériste, cette *non réélection* qui avait été adoptée comme mot d'ordre de tous les révolutionnaires et de leurs gouvernements, afin déviter l'expérience négative de la dictature de Porfirio Díaz. Quelques militaires qui aspiraient à succéder à Calles à la présidence furent mécontents, lancèrent leurs candidatures pour l'affronter aux élections et, le moment venu, organisèrent des soulèvements militaires. Les civils qui s'opposaient à Obregón au gouvernement étaient les dirigeants de la CROM dirigés par le Secrétaire à l'industrie, au commerce et au travail, Luis N. Morones, qui voyait ses positions et conquêtes menacées au gouvernement fédéral, dans les Etats et les municipalités. Chez les citoyens, le rejet se manifesta parmi les vieux révolutionnaires madéristes comme villistes, ainsi que dans les masses catholiques. Mais Obregón avait lui aussi un appui : le Partido Nacional Agrarista, PNA, et la majorité des paysans organisés considéraient que sa réélection serait positive. Il y eut des phénomènes semblables dans d'importants secteurs de l'appareil d'Etat. Certains secteurs du mouvement ouvrier se disaient également satisfaits. Parmi les lingotiers qui avaient été réprimés dans leur grève de 1926-1927 par le gouvernement de Calles se constitua le Partido Ferrocarrilero Unitario dirigé par le communiste Hernán Laborde pour appuyer la candidature d'Obregón. D'autres contingents prolétariens manifestèrent spontanément leur appui au *caudillo*, pendant son retour à travers le Coahuila, le Chihuahua et le Sonora. Mais ce qui a accéléré l'adhésion du prolétariat fut la conséquence de l'attitude ambivalente que la direction de la CROM et de son Partido Laborista Mexicano (PLM) adoptèrent vis-à-vis de la candidature du *caudillo*, en lui accordant leur appui à la condition qu'il soutienne " l'unité révolutionnaire ", menaçant de retirer leur appui s'il y portait atteinte. En quelques jours, les ouvriers de la Confederación Obrera du Coahuila quittèrent la centrale, refusant les conditions et appuyant sans réserves la candidature du *caudillo*.

Les obregonistes, regroupés principalement dans le PNA, entreprirent une campagne contre la CROM et pour l'autonomie des ouvriers et de leurs organisations face aux conditions du gouvernement de Calles et de ses alliés de la CROM. En même temps, ils effectuèrent toute une série de manœuvres politiques pour liquider les bastions du PLM. Telle fut l'intention du projet de loi qu'ils présentèrent pour la suppression des municipes du District fédéral, approuvé par les chambres législatives en 1928, effaçant ainsi la victoire électorale acquise par les candidats travaillistes aux élections aux gouvernements municipaux.

C'est au milieu de la bataille électorale à la fin de juillet 1927 que se tint la Conférence nationale du Partido Comunista Mexicano (PCM), pour analyser la situation politique et fixer sa position vis-à-vis de la question syndicale. La conférence décida d'appuyer la candidature d'Obregón qu'elle considérait comme un représentant de " l'aile droite de la petite bourgeoisie ", disant que, devant le danger d'un coup d'Etat de la réaction il fallait être avec lui. Quant aux fréquents appels que les obrégonistes lançaient à la classe ouvrière pour qu'elle déserte la CROM et forme des syndicats *autónomos*, on les faisait pour défendre l'organisation qui groupait " une partie considérable des masses ouvrières de la République ". Contre les camarades menés par Julio Antonio Mella qui considéraient qu'Obregón ferait " tout son possible pour détruire l'influence de la CROM, entraînés par cette croyance et poussés par un sentiment justifié de dégoût devant la politique de corruption des dirigeants cromistes, ces camarades prédisaient la dissolution de la CROM, invitaient les syndicats à en sortir et poussaient à la formation d'une nouvelle centrale qui unifie toutes les organisations autonomes du pays ". En face, la majorité du CC du PCM condamnait toute initiative qui mènerait à la destruction de la CROM et de ses syndicats parce que le coup serait porté au mouvement ouvrier du pays. En tout cas, elle proposait de soustraire les masses à la politique révolutionnaire pour les conduire sur la voie révolutionnaire. Pour le reste, il ne suffisait pas de réunir en une organisation nouvelle les syndicats *autónomos* pour les arracher aux influences nocives puisque la majorité de ces syndicats étaient locaux et que leur " vie, loin d'être indépendante, était à la merci des gouverneurs ". Sur ce dernier point, nous faisons une parenthèse pour un commentaire : c'était une constante de la majorité des organisations ouvrières, de droite ou de gauche, que de chercher l'appui des politiciens. Non seulement la CROM et les *autónomos* devaient leur développement aux *caudillos* révolutionnaires, mais aussi le PCM lui-même. Dans son travail ouvrier et paysan, le PCM bénéficiait de la protection que les politiciens progressistes accordaient à leurs militants, comme le faisaient Adalberto Tejada de Veracruz, Francisco Múgica de Michoacán, José Guadalupe Zuno et Margarito Romero, de Jalisco. Le secrétaire du PCM de l'époque, Rafael Carrillo, le reconnaissait quand il indiquait que l'organisation impulsée par les communistes dans les mineurs de Jalisco et qui donna naissance à sept syndicats qui établirent en 1926 la Federación Minera, avait été construite par David Alfaro Siqueiros et José F. Díaz avec ce genre d'aide : " Heureusement que Siqueiros a trouvé là l'aide de Zuno puis de Margarito Romero et c'est pourquoi David a pu organiser les mineurs, une série de syndicats à Tamaulipas et nombre de localités de la République ".

Revenons à la résolution. Le PCM proposait en échange de commencer une campagne pour l'unification de tout le prolétariat national à travers la

tactique du front unique. Avancer, comme l'avaient déjà fait les ouvriers de Jalisco et du Nuevo León, dans la réunion de congrès et la construction d'organisations unitaires. Mais ce travail devait être long et patient pour que les efforts ne dérivent pas en ce que "certains éléments obrégonistes intéressés à la destruction de la CROM", réclamaient pour satisfaire le général Obregón, à savoir lui donner une "force ouvrière contrôlable", en s'emparant du "courant spontané d'unification pour le pousser et le renforcer jusqu'à la cristallisation, pour se servir d'elle à des intérêts déterminés" qui n'avaient rien à voir avec la question du Front unique, encore moins avec la question de la lutte de classe.

### **Positions dans le PCM sur la question syndicale**

Cette attitude syndicale était majoritaire dans le PCM. Il existait cependant la proposition différente qui luttait pour la constitution d'une nouvelle centrale syndicale, en mettant à profit la crise entre Obregón et Calles, manifestée dans le conflit entre les obregonistes, principalement liés au PNA, et les dirigeants de la CROM et du PLM. Il fallait capitaliser, insistaient les gens de cette fraction minoritaire, la crise de la CROM pour que les masses ouvrières qui en sortiraient ne s'unifient pas dans des centrales ouvrières qui se mettraient tout de suite au service des *caudillos* ou de la bourgeoisie ; Julio Antonio Mella s'appuyait sur une résolution de l'Internationale syndicale rouge, adoptée quand il participait à une réunion en mars 1927 à Moscou, qui recommandait de créer une troisième centrale qui regrouperait tous les syndicats autonomes du Mexique.

La majorité en réalité n'avait adopté que la recommandation que la direction de l'IC fasse cela, dans une "lettre ouverte" au début de 1927, dans laquelle elle indiquait que les positions sectaires ne convenaient pas aux affaires syndicales et que la tâche du PC "ne consistait pas à détruire les syndicats réformistes, mais à les gagner pour la lutte". C'était la position qu'impulsait dans l'IC et l'ISR le courant Boukharine et qui, au Mexique, se traduisait dans le travail syndical des communistes essayant d'attirer les ouvriers de la CROM et de la CGT à des positions unitaires. Mais les résultats ne furent guère fructueux. En revanche, les événements les plus importants furent l'entrée d'ouvriers dans les centrales en question. Ainsi avança-t-on à l'intérieur des syndicats de cheminots, ouvriers du textile ou en syndiquant les mineurs. En 1927 le PC réussit à doubler son effectif et réunir 1000 militants dont 600 étaient ouvriers, 50 paysans. Dans ces grands centres industriels, les organisations du parti n'avaient pas d'ouvriers, les ouvriers agricoles n'avaient pratiquement pas de représentants dans le parti. Auparavant, mettant à profit la convocation pour la construction d'un secrétariat syndical pour l'Amérique latine de l'ISR, lancé par des travailleurs communistes réunis à Moscou en décembre 1927, les

promoteurs de la troisième centrale syndicale arrivèrent à faire avancer de nouveau leur position. Parmi ceux qui avaient proposé la précédente se trouvaient Julio Antonio Mella, David Alfaro Siqueiros, Diego Rivera, Hernán Laborde et d'autres encore, appelés "*terceristas*" (parce qu'ils luttèrent pour la construction d'une centrale syndicale nouvelle). Mella, cubain exilé de son pays depuis 1927, considérait comme fondamentale l'indépendance politique et syndicale de la classe ouvrière. Il écrivait :

" Le Parti communiste du Mexique a appuyé la lutte de la bourgeoisie libérale, démocratique et révolutionnaire contre l'impérialisme et ses alliés nationaux, le clergé catholique ; les militaires réactionnaires professionnels de la révolte. Les communistes agissent de même au Nicaragua. Les communistes de Cuba, sans fusionner avec le Parti nationaliste, gardant l'indépendance du mouvement prolétarien, l'appuient dans une lutte révolutionnaire pour la véritable indépendance nationale, si c'est une lutte semblable qui se mène. Au Chili ce fut le fort parti communiste qui lutta pour un front unique contre la dictature impérialiste d'Ibañez. Mais jamais il n'a songé à laisser la classe ouvrière isolée, livrée à d'autres classes pour que, quand les choses changent (ce qui se produit aujourd'hui au Mexique) elle se trouve orpheline et sans direction ".

C'était au Mexique, avant que le PCM offre son appui à la candidature d'Obregón sans offrir d'alternative à la classe ouvrière face à la décomposition de la CROM. Pour cette raison, il impulsait avec d'autres la construction de la troisième centrale qui se différencierait de la CROM collaborationniste, de la CGT opportuniste, des syndicats manipulés par l'aristocratie ouvrière et les syndicats autonomes contrôlés par les politiciens des Etats. L'organisation qu'il proposait devait " chercher à restaurer l'unité du mouvement syndical national ", la cristallisant en une centrale ouvrière qui garantirait la liberté à tous les courants qui agiraient à son intérieur pour diffuser leurs points de vue. Il s'agissait de réaliser " l'unité du mouvement syndical et non celle du parti. Le parti réunit un certain nombre de personnes qui professent la même opinion. Les syndicats groupent la classe ouvrière dans ses luttes quotidiennes et indépendamment des points de vue politiques existant dans son sein ".

La polémique sur la question syndicale continua dans le PCM pendant 1928 car la tendance majoritaire avait une conception de l'unité ouvrière basée sur le front unique de toutes les organisations de travailleurs pour résister à l'offensive du capital, sans comploter pour la scission d'aucune d'elles. Les *terceristas* ne cédèrent pas cependant. Dans toutes les réunions, tous les endroits où ils tenaient leur travail syndical et politique, ils insistaient que l'unique voie pour l'indépendance politique de la classe ouvrière était la construction de ses organisations propres, qu'elle dirigerait elle-même. Ce travail d'agitation inquiétait la direction du PCM et l'envoyé de l'IC, Alfred Stirner, qui appartenait au courant de Boukharine tenta de discréditer les *terceristas* en les

présentant comme opposés aux résolutions adoptées en matière syndicale par le PCM à son congrès de 1926 et aux recommandations qui venaient des organes de direction de l'IC. Mella en particulier était considéré comme le porte-parole d'Andrés Nin et de Drizdo Losovsky représentants respectivement l'Opposition de gauche et la position centriste dans l'ISR. Il fut vite accusé d'être trotskyste, tant dans le PCM qu'aux réunions de l'IC et de l'ISR.

Par exemple, pendant la conférence syndicale latino-américaine qui se réunit à Moscou en avril 1928 et pendant laquelle il fut décidé de convoquer un congrès qui se tiendrait à Montevideo en 1929 pour constituer la Conférence syndicale latino-américaine, Mella fut l'objet d'une action combinée des tendances de droite et du centre. Pendant que les délégués de droite affirmaient que Mella était un trotskyste qui s'était occupé, selon les consignes d'Andrés Nin, de saboter les résolutions que le PCM avait adoptées dans son congrès de 1926 sur la question syndicale, les centristes, dirigés par Vittorio Codovilla, s'opposèrent à ce que Mella soit dans la direction de l'ISR, alléguant que le Cubain n'était pas ouvrier, ne militait pas dans la Confederación Obrera Cubana, n'était pas non plus un dirigeant syndical et, en outre, vivait exilé au Mexique. A sa place, Codovilla, proposa le Vénézuélien Ricardo Martinez qui ne réunissait pas non plus les conditions pour ce poste, puisqu'il n'y avait pas de Parti communiste au Venezuela.

Les accusations contre Mella furent analysées par le CC du PCM à la demande de David Alfaro Siqueiros délégué à la réunion de Moscou. Ce congrès exigea que le Cubain se désolidarise des positions de l'Opposition de gauche, juste au moment où Trotsky, exclu du Parti communiste de l'Union soviétique était exilé à Alma-Ata. Julio Antonio Mella le fit avec l'objectif de "conserver son poste dirigeant dans le parti", selon Russell Blackwell.

La direction du parti exigea ensuite du secrétariat latino-américain de juin que ceux qui accusaient Mella de trotskysme en apportent la preuve. Vittorio Codovilla déclara qu'il s'était opposé à la candidature de Mella pour faire partie de la direction de l'ISR, mais que ce n'était pas lui qui l'accusait d'être trotskyste. L'accusateur n'était autre qu'Alfredo Stirner qui soutenait que Mella, depuis son retour de Moscou en 1927, agissait dans le domaine syndical et politique sous l'influence d'Andrés Nin, membre de l'Opposition de gauche..

Pendant les positions sur le mouvement ouvrier vinrent s'affronter à la 5e conférence du PCM début avril 1928. De nouveau, la tendance majoritaire l'emporta et sa position se refléta dans le manifeste du PCM du 1er mai 1927 intitulé "Debout contre la réaction ! Contre la bourgeoisie ! Contre l'impérialisme !", qui parut dans *Machete* et caractérisait la situation avec l'offensive patronale :

“ Dans l’industrie du pétrole, dans les mines, le textile, dans toutes les branches de la production, le capitalisme met en avant toutes ses propositions, réduit le misérable salaire, rompt les contrats de travail, liquide les organisations incapables de se défendre. La bourgeoisie a utilisé habilement la division syndicale existante, utilisant les ouvriers contre les ouvriers, liquidant ce qu’ils ont gagné à la sueur de leur front, le sang de notre classe : Depuis des mois se mène une campagne perfide pour détruire les syndicats sous le prétexte d’en finir avec leurs dirigeants. Une sorte de fascisme créole chante aux masses un chant de sirène, les appelant à abandonner les syndicats, à liquider leurs organisations, les livrant ainsi désarmés et dispersés aux mains des caudillos politiques. Mais cette offensive patronale, cette campagne insidieuse contre les organisations ne pourra avancer si les ouvriers et les paysans lui opposent un mur infranchissable, si le prolétariat fait un front unique contre tous ses ennemis. ”

Il ajoutait :

“ Travailleurs de toutes tendances, des intérêts identiques nous unissent ; nous avons les mêmes armes pour lutter, les mêmes objectifs finaux. Notre action doit être aussi identique, organisée, unie, efficace, contre nos ennemis et ses serviteurs. La lutte n’est pas seulement nationale et continentale, mais mondiale ”.

La stagnation économique qui se prolongeait depuis 1905, s’exprimait de façon toujours plus dramatique pour les travailleurs. Dans de telles circonstances, le débat sur l’organisation des travailleurs continua. Il semblait en outre une projection des positions qui se discutaient dans l’IC et l’ISR. Chacun des camps en présence avait sa référence internationale. Sans tenir compte des divergences, quand le secrétaire du PCM, Rafael Carrillo, accompagné de Manuel Díaz Ramirez et de Vittorio Vidali, partit pour le VIe congrès de l’IC, Julio Antonio Mella fut nommé secrétaire national par intérim.

Carrillo, en tant que délégué au VIe congrès, exposa la situation que vivait son organisation en matière sociale et demanda que cesse la dualité des positions à l’échelle internationale :

“ Il y a au moins, dit-il, une tendance dans l’ISR et une autre dans l’IC. Nous exigeons de toute notre énergie que soit fixée une ligne unique sur le problème syndical. Nous croyons que la tactique du front unique doit continuer à être la base de notre travail dans les syndicats. La lutte contre les chefs réformistes et la bureaucratie syndicale n’est pas affaiblie, mais renforcée au contraire par la tactique du front unique appliquée correctement (...) Toute hésitation dans le problème du front unique peut avoir des conséquences fatales pour notre action syndicale. Je le répète : il nous faut absolument une ligne unique sur le problème syndical, pas une politique particulière de l’ISR mais une tactique syndicale communiste obligatoire pour tous les communistes, pour tous les membres de nos fractions syndicales. ”

Pour affirmer sa position, la délégation mexicaine au congrès — Carrillo, Díaz Ramirez et Vidali (Carlos Contreras) — eut un entretien avec Boukharine pour approuver sa politique syndicale. Le dirigeant russe les assura de son

soutien à la tactique du front unique et du refus que se construise au Mexique une troisième centrale.

Pendant que se déroulaient à Moscou ces événements, les *terceristas* avaient décidé d'accélérer leurs travaux après l'assassinat du président élu, Álvaro Obregón, le 17 juillet. A cet effet, Julio Antonio Mella réussit à convaincre les militants de l'organisation locale de la ville de México qu'il était urgent de prendre une décision du PCM en faveur d'une alternative syndicale afin d'éviter que la classe ouvrière, qui était en train de sortir de la CROM, s'engage dans des organisations sectaires comme la CGT ou manipulées par les politiciens de la petite bourgeoisie comme les *autonomistas*. Que, dans ces conditions, il était insoutenable de maintenir la tactique du front unique telle que l'avait appliquée le parti en matière syndicale. Qu'il fallait construire une centrale qui empêcherait que la classe ouvrière s'isole dans des organisations comme celle des anarchistes ou se place sous la direction d'autres classes. Que le PCM ne pouvait laisser le prolétariat mexicain orphelin, qu'il devait agir comme son avant-garde, puisque les conditions avaient changé radicalement. Il pressait pour une réunion d'urgence du comité central afin de rediscuter la question syndicale. Le CC se réunit entre le 14 et le 21 septembre sur la base d'une proposition présentée par Julio Antonio Mella, Jesús Bernal, Leonardo Fernández Sánchez, Alberto Martínez et Jesús Martínez. Russell Blackwell raconte ainsi ce qui s'y passa :

“ En septembre 1928, à la conférence extraordinaire du parti on appela à discuter le changement de la situation politique. Martin (Alfredo Stirner) exigea l'exclusion de Mella pour le crime de travailler contre la ligne du parti dans la directive sur la dualité syndicale. La droite proposa le front unique avec les réformistes contre les obregonistes et les membres de la gauche de la CROM, qui avaient été écartés des syndicats. Mais, au lieu d'être exclu du parti à ce moment, Mella eut un grand succès pendant toute la conférence, avec la délégation de la ville de México “ (...)

Les activités politiques et syndicales de Mella étaient surveillées par des groupes politiques mexicains et cubains. Ils étaient préoccupés non seulement par son activité dans le PCM, les syndicats ou la Ligue anti-impérialiste des Amériques : l'attention se tournait aussi vers sa proposition d'organiser les exilés cubains pour une expédition révolutionnaire contre la dictature de Gerardo Machado à Cuba. Mais ses adversaires politiques n'étaient pas seulement dans les rangs de la bourgeoisie. Ses camarades du PC de Cuba et du PCM l'affrontèrent, le bloquèrent et le menacèrent parce qu'ils étaient opposés à la ligne syndicale qu'il avait réussi à impulser à partir de septembre, et pour les activités politiques qu'il menait avec l'Asociación Nacional de Nuevos Emigrados Cubanos, qui échappait au contrôle des appareils.

Les questions s'aggravèrent à la fin de 1928 et Mella dut renoncer au PCM. C'est pour ce motif que le secrétaire du PCM Rafael Carrillo écrit à Bertram D. et Ella Wolfe, ses camarades du courant boukharinien aux Etats-Unis, qu'au retour du VI<sup>e</sup> congrès de l'IC, Vittorio Vidali et Manuel Díaz Ramirez "sont passés par Cuba et y ont rencontré pendant une semaine le comité central du parti de Cuba. Ce dernier leur a remis une résolution selon laquelle il est décidé que le groupe cubain au Mexique doit se subordonner au CC du PC Mexicain et n'écrire ni agir à son compte et à ses risques, compromettant de façon vraiment criminelle nos camarades de Cuba. Nous avons fait connaître cette résolution à Mella et ses partisans et il a pris une colère noire contre le comité central du parti communiste cubain et nous, nous envoyant une démission insultante".

Ce que dit Carrillo est que Mella s'est disqualifié par son travail syndical et qu'on lui refuse toute aide pour ses aspirations libertaires contre la tyrannie de Machado, et y compris qu'il a été menacé pour son indiscipline — Vidali s'est adressé à lui ainsi : "Les oppositionnels comme toi méritent la mort" — ce qui l'ont conduit à démissionner du PCM en novembre 1928.

Il a néanmoins reconsidéré le 3 décembre sa démission pour consolider les tâches commencées. Carrillo précisait dans cette lettre "Cette semaine nous avons réglé l'affaire. Je vous écrirai plus longuement là-dessus. Mella a toujours eu des faiblesses trotskystes". La décision du PCM fut de réintégrer Mella à la condition qu'il ne puisse plus occuper de postes de direction à l'avenir. Mella accepta le travail de son dernier mois de militantisme, s'occupant principalement de l'organisation syndicale et mourut assassiné le 10 janvier.

## **Destin d'un projet syndical entre deux assassinats**

Dans les mois précédant la journée électorale du 1<sup>er</sup> juillet 1928, le conflit entre les obrégonistes et les dirigeants de la CROM s'était aggravé parce après que les législateurs du PNA en soient venus à approuver la loi qui éliminait les conseils municipaux du District fédéral où les travaillistes étaient en majorité. Commença alors une campagne pour exiger la sortie des dirigeants travaillistes de l'administration publique. La riposte à ces agissements fut formulée par Morones à une veillée destinée à commémorer les martyrs de Chicago, le 30 avril. Le leader de la CROM fit des comparaisons entre l'action politique de Calles et d'Obregón et se prononça pour que la CROM ne puisse collaborer qu'avec des dirigeants comme le président en fonction (...)

Obregón évita de s'engager dans la polémique, mais les obrégonistes mirent les circonstances à profit pour saper la base de la CROM. Pendant la tournée du candidat dans les Etats de Coahuila et de Durango, des contingents

d'ouvriers de la CROM proclamèrent leur appui (à Obregón) et se dressèrent contre le discours, irrespectueux à son égard, de Morones. Devant cette polarisation croissante des ouvriers, le PC considéra qu'il lui fallait prendre position face à l'attitude du prolétariat qui considérait que le général Obregón incarnait la révolution mexicaine et que c'était lui qui pouvait réaliser ses revendications sociales. La veille des élections, il s'exprima en ces termes dans *Machete* :

“ Notre révolution sera la vraie révolution sociale. Celle qui devra donner toute la terre aux paysans et toutes les industries aux ouvriers, abolissant l'exploitation capitaliste (...) La lutte pour faire triompher cette révolution est longue, dure, méthodique et quotidienne, et comporte des phases différentes. Ainsi le Parti communiste a appuyé Obregón face au danger de la réaction pétrolière, clérical, latifundiste. Mais nous n'avons jamais été et nous ne sommes pas obrégonistes (...) Nous dépendons des travailleurs et nous sommes un parti des travailleurs ”.

La délimitation était pourtant tardive puisque le lendemain Álvaro Obregón était élu pour la deuxième fois président de la République avec le soutien du PNA, du PCM, de la Liga Nacional Campesina (LNC) et du Partido Unitario Ferrocarrilero. Avec ce dernier fut posée la candidature de député, pour la ville d'Orizaba, d'Hernán Laborde, qui fut élu. Le même jour, comme nous l'avons signalé, le plénum du CC nomma secrétaire général provisoire Mella, en remplacement de Rafael Carrillo qui s'était absenté du pays pour assister en tant que délégué au VIe congrès de l'IC.

Le 17 juin, quand il apparut que se terminaient les combats autour d'Obregón, le *caudillo* tomba assassiné par un catholique fanatique. Tous ses partisans commencèrent à chercher qui avait tramé l'attentat, tentant de le trouver parmi ceux qui l'avaient combattu pour le motif de sa réélection. Des accusations furent portées contre Morones et y compris le président Calles. De nombreuses versions de l'assassinat circulaient et tous spéculaient sur ce qui allait se produire en l'absence du *caudillo*.

Le gouvernement agissait de façon accélérée pour essayer d'éclaircir le crime. Chez les partisans d'Obregón, on exigeait l'accélération de l'enquête et que les obrégonistes soient directement chargés du secrétariat de l'Intérieur et de la Police pour effectuer les vérifications qui permettraient d'éclaircir l'affaire, exigeant en premier lieu du président Calles qu'il demande la démission des fonctionnaires gouvernementaux de la CROM. Le président accéda à ces demandes en rechignant, licenciant ses collaborateurs de la CROM et nommant deux obrégonistes aux postes de la police et de l'Intérieur. Il choisit néanmoins un obrégoniste proche de lui pour le Secrétariat : Emilio Portes Gil. Assurément les fonctionnaires en question reçurent toutes les informations qu'on avait sur l'assassinat et les possibles implications de différentes forces.

Parmi ces informations il faut connaître celle que reçut le Secrétariat des relations extérieures de son consul dans la ville d'Amberes, laquelle indiquait que, devant la situation créée par la mort du président élu Álvaro Obregón, l'IC avait décidé d'envoyer un contingent de 80 communistes pour réaliser dans le pays des tâches d'agitation. L'information fut transmise par le secrétaire Genaro Estrada à la présidence de la République qui devait avoir ordonné d'informer l'ambassadeur des Etats-Unis au Mexique sur ce point puisque l'information reçue mentionnait le pays du Nord comme objectif de l'agitation. L'ambassadeur Dwight Morrow, qui avait manifesté de l'intérêt pour l'amélioration des rapports du Mexique et de son pays, envoya un câble à son gouvernement le 28 juillet suivant (dans lequel il l'informait de l'épisode et de la nécessité de surveiller les frontières).

Comment le consul mexicain à Amberes l'avait-il obtenu ? Le secrétaire des Relations extérieures, Estrada, le lui a demandé et s'est vu répondre que la source était l'état-major du président cubain Gerardo Machado. Il ne manque pas d'être curieux qu'à la même époque, le gouvernement de Machado avait demandé au gouvernement mexicain, par son ambassadeur, le Sr Mascaró, que ne soit pas autorisée la publication en territoire mexicain du périodique *Cuba Libre* édité par les exilés. Dans sa communication à son gouvernement, Mascaró l'informait d'une entrevue qu'il avait eue avec le président Calles dans les termes suivants : " J'ai parlé du cas Mella et du libelle qu'il publie ici irrégulièrement avec l'unique objectif d'injurier notre président et je lui ai exposé les activités du groupe communiste qui se réunit chez Mella, d'accord avec le communisme russe " (...) Tout laisse supposer que les autorités mexicaines ont été intéressées à connaître de plus près les activités du PC où Mella faisait à l'époque fonction de secrétaire. Et aussi des tâches qu'il accomplissait non seulement dans l'appareil du parti et autres instances pour mener à bien ses activités antiimpérialistes et bien entendu de l'association des nouveaux émigrés révolutionnaires cubains (ANERC) ". C'est ainsi que Mella commença à être surveillé par la police mexicaine.

Mella voulait non seulement développer une organisation forte dans le prolétariat mexicain, susceptible de soutenir d'autres tâches semblables dans la lutte contre l'impérialisme, mais aussi développer une large solidarité avec Sandino qui combattait l'invasion yankee au Nicaragua et là, une possible expédition révolutionnaire qu'il organisait pour tenter d'envahir Cuba avec le projet de renverser Machado.

Toutes ces activités, le gouvernement mexicain et surtout le Secrétaire de Gobernación nommé peu après président intérimaire, Emilio Portes Gil, devaient avoir enquêté sur elles. Il faut souligner que le gouvernement monta une opération sur les frontières et dans les ports pour empêcher l'entrée des

militants communistes qui pouvaient venir diriger la subversion au Mexique et aux Etats-Unis. En même temps commença à s'exercer une surveillance stricte sur les militants du PC.

Entre septembre 1928 et le 10 janvier 1929 se succédèrent une série d'événements dans lesquels les communistes se distinguèrent. En novembre se tint la Convención Obrero Patronal où fut discuté un projet de loi du travail élaboré par le Secrétaire du Gouvernement déjà devenu président provisoire du pays, Emilio Portes Gil. Les interventions des communistes contre le projet devaient avoir des résultats déplorable pour leur auteur. David Alfaro Siqueiros se prononça contre tout arbitrage de l'Etat dans les rapports ouvriers-patronat. Au nom du Bloc Ouvrier et Paysan, il discrédita le projet (...).

Quelques jours après l'installation du nouveau Congrès de l'Union, le 26 novembre 1928, le député Hernán Laborde du PFI prit la parole pour prononcer un discours contre la visite prochaine au pays de M. Hoover, président élu des Etats-Unis d'Amérique. Il dénonça le rôle économique et politique de l'impérialisme des Etats-Unis en Amérique latine, faisant une revue minutieuse des actions interventionnistes sur le continent, surtout celles qui se déroulaient alors au Nicaragua et la résistance qu'opposaient les patriotes commandés par Sandino. De la tribune, il montra un drapeau des Etats-Unis, pris par les Nicaraguayens, prévint que le sort du Mexique pourrait être le même que celui du Nicaragua :

“ Le capital yankee possède tout notre pétrole, nos mines, pratiquement nos chemins de fer puisque le gouvernement mexicain ne les contrôle qu'en théorie. Ce même capital est en train de s'approprier nos centrales électriques et bientôt toutes nos industries de base ”.

En même temps, il dénonça la possibilité d'une invasion du pays par les Etats-Unis et s'opposa à ce que Hoover soit reçu au Mexique.

Ces deux interventions, entre autres activités, ont dû contribuer à l'attitude négative qu'adopta le gouvernement mexicain à l'égard des activités des communistes et il resta en alerte pour le moment où ils commenceraient une possible action subversive.

## **La dernière tâche de Mella et la naissance de la CSUM**

Les travaux pour la constitution de la “ troisième centrale ”, tendirent à additionner les forces restantes du prolétariat national. La CROM ne répondit même pas à l'invitation. La CGT en revanche participa initialement et collabora au Conseil organisateur de l'assemblée nationale d'unification ouvrière et paysanne, aux côtés de la LNC, de la Confédération ouvrière de Jalisco (COJ), de la Fédération ouvrière de Tamaulipas, de celle du Nuevo León, de la

Confederación de Sindicatos obreros y Campesinos du Michoacán, de la même de Nayarit et peu après, celle de l'Occident. La confédération des transports et communications participa aussi. Quelques syndicats autonomes s'approchèrent. Ces forces regroupaient plus de 200 000 travailleurs, une force non négligeable en cette année 1928.

Le comité exécutif désigna un conseil organisateur de l'assemblée nationale d'unification ouvrière et paysanne dont faisaient partie Isaac Fernández, de la LNC, Felipe Quintas, de la CGT, David Alfaro Siqueiros, de la COJ, qui formulèrent l'invitation pour le reste des organisations de travailleurs :

“ Le fait même que des groupements, ayant milité sur des orientations diverses et même antagonistes, sont arrivés à un accord sur le début d'une œuvre qui exige quelque sacrifice personnel, signifie de façon éloquente que le moment est arrivé de briser avec les divisions qui ont conduit les groupes ouvriers au désastre et démontre clairement que chez tous les travailleurs vit l'idée de bander ses forces pour faire face à un ennemi commun qui chaque jour et avec l'arrogance que lui donne la pauvreté de notre résistance cherche à nous réduire à une position misérable ”.

Il invitait les groupements ouvriers et paysans à envoyer un délégué pour appuyer l'effort du comité. Les revendications suivantes étaient formulées :

- contre les licenciements de personnels
- contre les diminutions de salaires et leur augmentation progressive.
- pour la diminution des horaires de travail dans toutes les industries surtout celles qui mettent en danger la santé des travailleurs.
- pour la conclusion de contrats de travail collectifs`
- pour la solution de la crise causée par le manque de travail.
- pour la possession de la terre par les paysans et contre tout ce qui l'empêche.
- pour l'abolition des Gardes blancs.(...)

Le comité s'engage au respect le plus absolu des idéologies opposées et ses activités devraient être strictement économiques, s'interdisant celles qui sont classées comme politiques.

Le conseil d'organisation enregistra la désertion de Felipe Quintas, de la CGT, mais en revanche joignit à ses forces la Ligue prosyndicat unique des chemins de fer et la fédération des travailleurs de l'alimentation. Avec ce travail préparatoire, le 31 décembre, le comité convoqua la réunion de l'assemblée nationale ouvrière et paysanne qui devait se dérouler du 26 au 30 janvier.

Pendant ce temps, Mella travaillait dur, préparant thèses, projets de résolutions et d'articles sur la nécessité de l'unification des classes travailleuses du Mexique et du monde. Dans son dernier article, paru deux jours après son

assassinat, survenu le 10 janvier, il donne ses appréciations sur le mouvement ouvrier existant et celui qui se forgeait au prix des efforts de beaucoup. Transcrivons-le, car il n'a pas été réédité depuis 1929.

“ A notre opinion, la façon la plus efficace de regrouper le prolétariat mexicain c'est de réunir tous les syndicats autonomes qui n'appartiennent à aucune centrale syndicale et ont beaucoup souffert de leur isolement. Le regroupement de quelques centaines de travailleurs dans une confédération syndicale unitaire est le plus grand service qu'on puisse rendre à la cause du travailleur au Mexique. Cette confédération aura fait la partie la plus importante de l'unification nationale. Après, il lui restera comme tâche d'être un exemple pour le reste du prolétariat organisé de ce pays, pour la CROM et pour la CGT. Ce n'est pas sur le terrain de la théorie et des palabres inutiles qu'on va vérifier la meilleure tactique, celle de la collaboration de classes, de la confusion politique du travaillisme avec l'organisation syndicale, celle de l'appui conditionnel aux gouvernements (l'appui à Calles), enfin, la tactique qu'a suivie la direction de la CROM ou la constitution d'une secte où ne peuvent demeurer que ceux qui prêchent et acceptent l'anarchisme ?

Ceux qui entreront dans la CROM devront accepter toute tactique proclamée par les dirigeants actuels. On sait déjà que la CROM a pris la décision, dans une réunion avec l'American Federation of Labor, dans le sens qu'il ne pourrait y avoir ni communistes ni radicaux dans les organisations adhérentes à la CROM. Bien, cette décision n'est pas appliquée aux seuls communistes, qui ont été assassinés (Mauro Tobón) et exclus avec toute la grande rigueur que la politique emploie pour les pourchasser.

Faire l'unité de la CROM d'aujourd'hui — malgré le respect que l'on doit aux groupes révolutionnaires qui y existent — serait faire l'unité avec ces hommes qui ont brisé tant de grèves et fait tant de mal à l'ouvrier ; ce serait livrer les organisations autonomes aux mains des lieutenants de la bourgeoisie et de l'impérialisme qui utilise l'AFL. L'unité de la CGT ? Je ne crois pas que du jour au lendemain les ouvriers acceptent l'idéal et les tactiques anarchistes... qui ne conviennent pas pour la lutte actuelle.

Quand les ouvriers mexicains se rendront compte qu'ils doivent s'unir en une seule organisation nationale et internationale, alors nous arriverons à l'unité. Une assemblée d'unification ouvrière et paysanne pourra arriver à ce qu'en plus des organisations présentes, la CROM et la CGT viennent même contre la volonté de quelques dirigeants réactionnaires. Là, les déclarations authentiques des ouvriers pourront indiquer quelle est la forme la meilleure de lutter, de s'unir, de s'organiser.

D'ici là, la nouvelle confédération ne doit pas se consacrer, comme le fait la CROM, à déclarer que leurs pires ennemis sont les organisations ouvrières qui ne pensent pas comme elles.

Non, quelles que soient les divergences entre les ouvriers, l'ennemi principal, c'est la bourgeoisie. Contre elle, la guerre. Et dans toutes les actions menées par les ouvriers contre la bourgeoisie en défense de leurs intérêts, les travailleurs de la

nouvelle organisation devront faire front unique pour la lutte commune, gardant l'indépendance de leur organisation et de ses principes.”

Aux dates indiquées arrivèrent à l'assemblée 397 délégations en représentation directe de tant d'autres fédérations, confédérations, syndicats et communautés agraires.

En outre, cent deux syndicats envoyèrent par télégramme ou par lettre leur adhésion à l'assemblée, car, pour des raisons d'ordre économique, ils n'avaient pu envoyer de délégation. Étaient représentés 116 000 ouvriers et 300 000 paysans ou ouvriers agricoles de presque tous les États de la République. La Confederación Sindical Unitaria du Mexique (CSUM) est née avec un programme minimum qui s'exprimait ainsi : pas une minute de moins de travail au préjudice des travailleurs, pas un *centavo* de moins dans les salaires, pas un ouvrier de moins dans les fabriques, les usines, les ateliers et les fermes. À sa tête furent placés David Alfaro Siqueiros comme secrétaire général, Elías Barrios, Gascón Lafarga, Pedro C. Palacios et Hilario Arredondo.

La centrale commença son travail de façon prometteuse. Elle avait pourtant perdu l'un de ses plus enthousiastes promoteurs, Julio Antonio Mella. Son assassinat et la répression gouvernementale contre le PCM furent des facteurs qui accélérèrent le changement de politique de la CSUM. Contrairement à ce qu'ont écrit beaucoup d'auteurs, le gouvernement d'Emilio Portes Gil n'appliqua pas la loi à l'assassin de Mella et à ses complices tous au service du dictateur cubain Gerardo Machado. Il tenta frauduleusement d'inculper le PCM et ses militants de vouloir se soulever en armes contre son gouvernement et entreprit une répression et illégalisation de ses activités. Ce qui précède nous fait supposer que Portes Gil et Calles considérèrent l'appel du PCM du 5 mars contre le soulèvement du général Escobar comme un défi au régime, celui qu'annoncera le consul mexicain d'Amberes en juillet 1928, selon lequel l'IC prétendait profiter de la crise politique engendrée par l'assassinat du président élu Álvaro Obregón pour établir au Mexique un centre de propagande et d'agitation communiste.

Le manifeste du PCM qui fut publié dans *El Machete* du 19 mars 1929 exigeait que le gouvernement fédéral et les pouvoirs locaux remettent des armes et des dépôts aux organisations ouvrières et paysannes pour combattre la rébellion escobariste aux côtés des forces armées loyales au gouvernement avec l'objectif de “ garantir la défense des régions et villes attaquées par les troupes réactionnaires ”, au moment où ils exigeaient l'épuration immédiate de l'armée fédérale et l'élimination de tous les éléments hostiles à la classe ouvrière qui étaient dans l'appareil administratif et **leur remplacement par des éléments désignés par les mêmes organisations ouvrières et paysannes**. Si, jusque là, le président Emilio Portes Gil et son secrétaire de Guerre et Marine, Plutarco Elías

Calles, ne pouvaient tolérer que le PCM utilise la circonstance pour que les paysans fassent la révolution agraire en dissolvant fermes et *latifundios*, entreprennent de répartir les terres et les machines agricoles entre les *peones* et les paysans pauvres ou que, dans les centres industriels et les exploitations minières et pétrolières, soit établi le contrôle ouvrier, constitués des comités d'usine avec les ouvriers les plus révolutionnaire. Le PCM exigeait en outre la mise à la disposition des organisations ouvrières et paysannes locales de locaux permettant la tenue de meetings et d'assemblées comme des imprimeries du gouvernement et des journaux réactionnaires pour imprimer des tracts et manifestes appelant à combattre la rébellion cléricale (*cristeros*) et le soulèvement militaire d'Escobar. Et, pour conclure, il indiquait que " seul un gouvernement d'ouvriers et de paysans pourrait garantir la paix et le pain, la terre et la liberté ".

Le gouvernement s'employa à réduire le soulèvement militaire et, quand il l'eut pratiquement liquidé, il entreprit une répression généralisée contre les communistes. A l'assassinat de l'agriculteur J. Guadalupe Rodríguez et de ses camarades succédèrent des arrestations, la dissolution de réunions ou de manifestations, des mesures contre des militants et dirigeants du parti comme la déchéance du député Hernán Laborde et la fermeture des locaux et entreprises du PCM.

La riposte du parti fut la résistance et le tournant ultra-gauchiste adopté au plénum de juillet 1929 qui appliqua la ligne du VI<sup>e</sup> congrès de l'IC et conduisit rapidement, peu après, à l'hégémonie du courant stalinien qui contrôla dès lors le PCM.

De ce qui précède, nous pouvons conclure que la CSUM vécut dans des conditions de persécution et de clandestinité la majeure partie de ses sept ans d'existence comme conséquence d'une provocation montée par le gouvernement de Gerardo Machado, qui transmit au consul mexicain d'Amberes l'information sur la prétendue invasion d'agents de l'IC au Mexique en 1928 et la radicalisation que connut le PCM en 1929 du fait du tournant ultragauchiste que lui imprima le plénum de juillet, de la stimulation de la répression gouvernementale et sous l'influence de la ligne de " troisième période " imposée par l'Internationale communiste qui la conduisit à s'user rapidement jusqu'à se transformer en secte de syndicalistes rouges. Tout le contraire du projet de Julio Antonio Mella, qui était de construire une centrale syndicale unitaire qui regrouperait tout le prolétariat mexicain.

**Pierre Broué**

## **La Correspondance Trotsky / Sedov aux archives Hoover à Stanford**

C'est un jour ordinaire de 1983 qu'en nettoyant les locaux laissés vacants à la fondation Hoover par le décès de la veuve de l'historien russe émigré Boris Nikolaïevsky, des femmes de ménage ont découvert la plus grande partie d'une archive Sedov dont tout indiquait qu'elle se trouvait dans cet institut, ce que Nikolaïevsky avait toujours nié. J'eus la chance d'être invité, avec mon ami Jean van Heijenoort à l'authentification, la datation et l'identification des correspondants et personnes mentionnés.

Une chance ne vient jamais seule, et quelques mois plus tard ont resurgi sur le territoire de la vieille Europe, d'autres documents depuis longtemps considérés comme perdus : des lettres confiées par Trotsky en 1933 à Sedov et que l'on a vu reparaitre, dans un carton sous un escalier, m'a-t-on dit, à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam qu'elles avaient quitté pour la Grande-Bretagne pendant la guerre, ne trouvant qu'au retour que cette cache trop sûre.

C'est un véritable miracle que l'ensemble de ces documents ait évité pièges, accidents et attentats sans compter les négligences et les "oublis". Ces papiers étaient en effet dans les bagages de Trotsky de Turquie en France. Trotsky en a confié une partie à son fils, a emporté le reste en Norvège ; puis au Mexique et enfin aux Etats-Unis : ce sont les *Trotsky papers* des archives de Harvard.

Les plus brûlants ont été confiés par Trotsky à son fils Lev Sedov, Liova. Celui-ci en a confié une partie à Nikolaïevsky qui dirigeait à Paris une annexe de l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam. Une partie est restée à Paris à la disposition de Sedov. A sa mort, Trotsky en a réclamé la restitution à sa

compagne, Jeanne Martin des Pallières et, au terme d'une longue négociation, cette dernière en a restitué une partie à leur propriétaire, le reste qu'elle avait d'abord conservé à l'insu de Trotsky se retrouvant finalement à Amsterdam.

L'histoire de ces papiers est un roman d'aventure. Ceux qui se trouvent à Stanford étaient entreposés à Paris en 1940 et ont été pris par la Wehrmacht. Cerclés de fer, les cartons sont restés intacts pendant la guerre ; quand les troupes américaines ont pénétré en Allemagne, elles ont mis la main dessus et un officier qui avait perçu qu'il s'agissait de documents russes, a décidé de les remettre à son collègue russe. Il n'en a fort heureusement pas eu le temps car Nikolaievsky est arrivé à la poursuite de son " bien " et en a obtenu " restitution ". Pourtant, comme il avait juré, à la mort de Sedov, qu'il ne détenait aucun papier et qu'il voulait garder ceux-là, il a continué sur sa première version et a caché ces papiers parmi les autres dans son bureau de Stanford, Hoover les ayant ainsi " acquis " sans le savoir et Nikolaievsky se proposant de les utiliser au moment de l'ouverture des papiers de Harvard et en l'absence des témoins du temps passé. Il mourut avant, et l'histoire dépendit désormais d'une employée de la Hoover.

Nous avons moins de détails sur le périple des papiers d'Amsterdam, deuxième partie : c'étaient les papiers que Trotsky voulait éventuellement dissimuler à la police française pour protéger ses camarades, Français ou réfugiés étrangers en France. Nous savons qu'ils ont été confiés un certain temps à une banque parisienne où selon Jeanne Martin, on les avait volés. Ils ont pourtant été vendus à Amsterdam... et là-dessus, la direction de l'Institut d'Amsterdam reste muette. Ne nous plaignons pas. Le gros des documents a finalement traversé ces années et par photocopies et microfilms on peut consulter l'ensemble en plusieurs parties du monde

En ce qui concerne la correspondance entre le père et le fils, qui est l'objet de cette étude, elle n'est évidemment pas complète. Certaines lettres ont été perdues au cours des pérégrinations, ou mal classées. On en retrouvera, comme chez Dommanget, dans des livres ou d'autres dossiers où elles resteront si personne ne les identifie. D'autres ont été délibérément détruites quand leur existence pouvait mettre en danger des personnes. Sur beaucoup, les noms propres ont été soigneusement découpées aux ciseaux. Nous savons aujourd'hui assez pour les reconstituer tous. Peut-être n'a-t-on cependant pas encore récupéré certains passages écrits à l'encre chimique. Rien de fondamental ne nous a finalement échappé, et l'on peut le vérifier par les recoupements entre les collections. La plupart des lettres de Stanford sont des originaux avec de longs passages manuscrits qui ne sont pas à Harvard où il n'y a que des copies au carbone, et ce sont souvent les passages les plus riches. Ce qui nous a échappé,

ce sont peut-être des détails sur l'activité politique de ces hommes, mais nous en saisissons pleinement la dimension.

La correspondance entre Trotsky et Sedov n'est pas continue. Elle commence en 1931, quand Sedov a eu quitté Prinkipo pour Berlin. Elle s'interrompt pour de longues périodes entre juillet 1933 et juin 1935 : les deux hommes sont en France et se rencontrent souvent, séjournent ensemble, donc n'écrivent pas ou guère. On recommence quand Trotsky est en Norvège et cette correspondance s'arrête à la mort de Sedov. Commencée deux ans après l'exil, elle se termine donc deux ans avant l'assassinat de Trotsky. Les échanges se font dans leur langue maternelle, le russe, mais, sous l'effet de circonstances — les règlements du bureau des passeports d'Oslo, la présence d'une secrétaire connaissant une autre langue, la possibilité d'utiliser telle ou telle machine à écrire — ils emploient le français ou l'allemand qu'ils possèdent bien tous les deux.

Des centaines de lettres à raison de plusieurs par semaine et, dans certaines périodes, par jour, constituent un document tout à fait exceptionnel, et en premier lieu un journal à deux voix, unique. Les correspondants sont un père et son fils. Ils sont aussi camarades d'idées, engagés dans le même combat politique où tous deux risquent leur vie et la perdront. L'un est le maître à penser, le chef indiscuté du mouvement politique, l'autre est son principal lieutenant, jouit de toute sa confiance et c'est à lui que revient toujours l'honneur ou le fardeau d'assumer les tâches impossibles. Ce sont deux hommes profondément attachés l'un à l'autre, qui ne peuvent pas, par moments, ne pas s'entredéchirer, de plus en plus souvent.

Nous laissons les psychanalystes faire leurs choux gras des relations père-fils telles qu'elles apparaissent ici dans un cas particulier fascinant. Sedov écrit à sa mère que le père ne reconnaît jamais ses torts et qu'il est parfaitement insupportable, mais que c'est de lui que l'on a besoin. Nous nous en tiendrons au terrain auquel Sedov rattachait le besoin qu'il avait de son père : celui de la politique.

Les conditions matérielles de leur échange ne sont pas toujours faciles. Sedov est parti en laissant ses parents dans le cadre familial de la villa d'Izzet pacha où il a vécu avec eux depuis leur installation, mais quinze jours ne se sont pas écoulés que se produit l'incendie de la villa dans lequel sont détruits livres et documents. Les Trotsky vivent un mois à l'hôtel avant d'emménager dans une villa proche de Kadiköy où ils vont résider désormais. Sedov, lui, vit à Berlin avec sa compagne, Jeanne Martin, dans des conditions matérielles difficiles avec l'aide vigilante du couple Pfemfert qui lui est d'un grand secours pour débrouiller tous ses problèmes de l'activité politique qu'il assume, les problèmes

d'édition des travaux de son père — en plus des études supérieures qu'il a reprises à la Technische Hochschule.

Entre Berlin et la maison de Prinkipo, les lettres mettent de trois à cinq jours. Le fils écrit à la main, le père dicte à sa secrétaire, ajoute à la main certains détails ou des remarques de caractère personnel : Zinaïda, la fille aînée de Trotsky, souffre de graves troubles mentaux. Or elle est arrivée à Prinkipo avec son petit garçon, Sieva, peu avant le départ de Sedov, et vient le rejoindre à Berlin où il va veiller sur elle et essayer de lui trouver les soins adéquats.

La routine précaire qui avait ainsi prévalu dans les relations des deux hommes au cours de ces deux premières années de séparation, est secouée par la tempête en 1933. Zina se suicide. Puis, avec l'arrivée de Hitler à la chancellerie, c'est le début puis l'accélération vertigineuse de la répression. Les lettres de Sedov, des flashes sur la rue allemande en ces débuts du nazisme au pouvoir, des brèves, sont souvent des billets griffonnés à la hâte, parfois par sa compagne en français et pas toujours relues. Les parents s'inquiètent. Liova réussit à recueillir les débris de l'organisation allemande, la reconstitue pratiquement dans la clandestinité. Puis il gagne la France sans encombre, Jeanne ayant pour sa part mené à bien la délicate mission qui consistait à faire traverser la frontière aux archives cousues dans ses vêtements ce qui lui donne des rondeurs. Sedov vit d'abord à l'hôtel puis trouve un atelier d'artiste, un appartement en forme de tonneau que lui a cédé un peintre ami de Rosmer. A peine est-il installé que son père, à son tour, arrive en France, ayant obtenu un visa et l'annulation de l'arrêté d'expulsion de 1916 le concernant.

Sedov l'attend à son débarquement subreptice du bateau à Cassis puis regagne Paris directement avec la "correspondance française" dont la sienne — que l'on vient de retrouver à Amsterdam. Trotsky et Natalia, de leur côté, vont s'installer à Royan où Sedov les rejoint, partageant leur vie pendant plusieurs semaines. Dans la période qui s'ouvre, il n'y a que peu d'échanges écrits du fait de la fréquence des rencontres et séjours ensemble, surtout après l'installation des parents à Barbizon qui est près de Paris.

A la fin avril 1934 c'est une nouvelle catastrophe, du côté de Trotsky cette fois, l'incident du courrier arrêté par les gendarmes, de la descente de la police à la villa de Barbizon, la campagne furieuse de la presse française, l'expulsion du territoire que le gouvernement n'ose pourtant pas appliquer sous les menaces de la presse allemande. Une période d'errance commence pour Trotsky ; de Lagny à Grenoble, La Tronche, Chamonix, St-Pierre de Chartreuse, Lyon et finalement Domène où il s'installe dans une famille d'instituteurs, les Beau. Il n'y a plus de doubles de lettres, plus de machine à écrire et Trotsky envoie à "Louis" des lettres impersonnelles pour "les camarades" dont seuls quelques originaux se trouvent dans les archives de Stanford. Sedov répercute, mais les conditions du

séjour du père sont désormais si précaires que, pour la première fois depuis l'exil, on détruit systématiquement des documents comme le manuscrit de "Encore une fois où va la France ?", écrit par Trotsky à Domène et qu'on présente comme un travail collectif.

Des conditions normales de séjour ne sont à nouveau données qu'avec le visa norvégien et l'installation à Hønefoss, dans la maison des Knudsen. Les installations sont stabilisées pour presque un an. Le premier procès de Moscou vient tout bouleverser. Trotsky et sa femme sont internés, leur correspondance soumise, sous un gouvernement socialiste, à la censure tâtilonne d'un haut fonctionnaire nazi : certaines lettres, passées par l'avocat, semblent avoir échappé à la censure, mais la plupart d'entre elles ont été recopiées, y compris à leur arrivée, par les scribes de la Préfecture de police de Paris.

Au Mexique, où Trotsky arrive en février 1937, la correspondance reprend normalement avec l'intervalle, que Trotsky juge très long, d'une semaine au minimum pour l'acheminement d'une lettre, avec un passage par New York, ce qui allonge l'attente de la réponse à une durée qu'il juge insupportable. Les lettres, dans ces conditions et avec la surtension née des procès de Moscou, ont tendance à devenir des monologues parallèles pouvant s'échelonner sur plus d'un mois. En revanche, les accrochages sont particulièrement vifs.



Auteur d'une biographie de Trotsky puis d'une de Lev Sedov, je ne vais pas retracer ici les personnalités des protagonistes de cette correspondance. Je voudrais seulement dire que tous les deux, à l'âge adolescent, ont choisi leur vie et leur mort, mais que la vie ne leur a pas donné des parts égales. Quand il est exilé à Alma-Ata, Trotsky a derrière lui son rôle dans une révolution victorieuse, la fondation de l'Internationale communiste et de l'Armée rouge, sa collaboration avec Lénine, un talent d'écrivain reconnu. Sa compagne aimée est à ses côtés ainsi que le fils qui l'a choisi.

Lev Sedov, lui, a abandonné à 22 ans, pour suivre son père, tout ce qui pouvait constituer sa vie personnelle, militante y compris, en laissant en Russie sa compagne et un fils adoré, en abandonnant ses études et en acceptant de quitter cette Russie qu'il aime d'autant plus profondément qu'il ne l'a connue qu'après un long exil. Dans la période de sa correspondance on peut parfois lire entre les lignes le désastre de ce qu'il a tenté de vivre tout de même, à travers le silence absolu sur son fils, l'enfer de son ménage avec Jeanne, et jusqu'au grand amour impossible qu'il vit avec Hélène Savanier.

Il n'y a dans les lettres de Sedov que des traces mal gommées de terribles crises personnelles : celle qu'il a connue en 1929 et l'a conduit à faire des

démarches pour être autorisé à revenir en URSS, par exemple, et, de façon générale, de brèves révoltes d'homme jeune à la sensibilité d'écorché. Il souffre de toute évidence en Occident de n'être pas un militant à part entière pour ses camarades de combat, comme il l'était en Russie, d'être " le fils du Vieux ", le " fiston " comme disent avec dérision les gens du GPU.

Pourtant, exilé, il juge et caractérise les hommes avec un recul significatif et beaucoup de lucidité. Sa fondamentale modestie, son relatif manque de confiance en lui, son admiration passionnée pour son père, ne l'empêchent pas d'être le seul capable de lui tenir tête calmement, de toujours garder son sang froid devant le flot de reproches et de ne se révolter que rarement devant l'injustice trop criante de certains réquisitoires qui lui parviennent de Prinkipo puis de Coyoacán.

Le trait dominant chez lui est un sens aigu de sa propre responsabilité : il se sent vraiment responsable de ce père qu'il est sans doute le seul à vraiment connaître. On mesure la profondeur de ce sentiment à sa colère contre les trotskystes américains qui l'envoient, dit-il, dans l'asile mexicain où l'on trouve un assassin pour une poignée de dollars, aux conseils qu'il prodigue à sa mère pour qu'elle organise pour le père détente et repos par l'exercice physique, condition d'un équilibre nerveux toujours secoué par les pressions et les chocs des développements politiques. Le lecteur de cette correspondance ne sera ni gêné ni surpris de trouver sous la plume de Sedov des traces d'un complot pour que le père, dans sa prison norvégienne reçoive de lui un bouquet de roses rouges, le 7 novembre, son anniversaire et celui de l'insurrection d'Octobre.

Ces deux êtres n'ont pas seulement en commun de s'aimer : ils sont engagés au service d'une même cause, changer la société, poursuivre la révolution d'Octobre à l'échelle mondiale et, pour cela, jusqu'en 1933, redresser le parti bolchevique, l'Internationale communiste et ses partis, et interrompre leur dégénérescence ; après 1933 il s'agit de créer la nouvelle Internationale, la IVe, à la place de la IIIe faillie et de nouveaux partis communistes, instruments indispensables de cette entreprise gigantesque.

On trouve donc dans leurs lettres, constamment entremêlés et se croisant, commentaires et perspectives de développement général et chronique au jour le jour de la construction de l'organisation. Ils échangent des informations générales, confrontent leurs analyses, leur lecture, parfois contradictoire, des événements, intégrant ce matériau à leur analyse commune de la politique mondiale dans son tout et ses parties. Entre eux se déroule un débat permanent avec des références théoriques aux travaux des grands maîtres, surtout Karl Marx, Engels et Lénine, des confrontations méthodologiques, des indications de sources documentaires. Parallèlement, leur correspondance foisonne d'informations, grandes et petites, sur le réseau qu'ils s'occupent à tisser, liens

avec l'Union soviétique, au-dedans comme au-dehors, formels ou informels, avec les "groupes" et organisations, fractions ou partis, voire individus. Le père et le fils s'informent, se critiquent mutuellement, s'adressent suggestions et objections, échangent expérience et points de vue. Le contraste est parfois saisissant entre les vues planétaires des vastes horizons, perspectives pour l'humanité tout entière dans un avenir qu'ils pensent proche et pressentent infin, d'une part, et l'atmosphère dégoûtante, écœurante, souvent irrespirable en tout cas et parfois intolérable de ces sectes qu'ils ont créées et avec lesquelles ils collaborent, tout en ayant conscience de leurs limites et de leurs inaptitudes : pour eux, c'est de toute façon par là qu'il faut passer pour commencer et comme on ne peut faire un petit bout de chemin avec des instruments mieux adaptés, pour un bout de temps encore, à contre-courant de l'histoire. Ils le savent.

Mais c'est le lecteur qui y gagne car cette correspondance lui présente en permanence ce qu'il pourrait bien, autrement, oublier en ne lisant que les articles, résolutions ou directives : Lev Lvovitch et Lev Davydovitch ne sont pas de simples commentateurs, mais des combattants qui permettent de voir comment se fait l'interprétation dans le cours du développement historique, et qu'elle ne peut se faire que dans l'action et à travers elle, même si elle est indispensable pour guider cette action.

La période est coupée en deux par une charnière, qui partage en deux versants le mouvement, les préoccupations, la manière même de vivre et de combattre. Le grand fait, c'est ce que Trotsky appelle "la catastrophe allemande", à savoir **la défaite sans combat de la classe ouvrière allemande**, la plus forte d'Europe, la destruction de ses organisations, partis et syndicats, l'anéantissement de ses conquêtes, droits et libertés, représentation.

Alors qu'une année plus tard aux Asturies, province espagnole, la défaite au terme d'une semaine de combats armés crée le courant d'opinion, allume l'étincelle qui va exploser en 1936 sous la forme d'une véritable révolution, la défaite sans combat des communistes et des social-démocrates allemands, la dissolution sans coup férir, de leurs organisations et de leurs milices, l'interdiction de leurs journaux, l'occupation de leurs locaux, l'arrestation, la condamnation, l'internement, l'humiliation publique (le fouet) de leurs cadres, dirigeants, militants, vont littéralement tuer l'espérance au sein du mouvement ouvrier ; toutes générations confondues.

Pire encore, au moment où Trotsky, dans des articles à Prinkipo, écrit que le mouvement ouvrier allemand se redressera un jour, le KPD jamais, un autre phénomène révèle la profondeur sans précédent de la crise dans le KPD depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Les premières mesures de répression révèlent en effet l'existence et le rôle qu'y ont joué des "taupes" national-socialistes infiltrées. Jeunes hommes venus du milieu corrompu et démoralisé des villes,

cadres communistes démoralisés ou corrompus, têtes brûlées avides de butin sous toutes ses formes, ils ont accepté un jour de travailler de l'intérieur pour les nazis. Ces hommes se sont distingués alors par l'acharnement de leur dénonciation de l'opposition et en général de toute critique. Ils ont ainsi bénéficié d'une promotion rapide. A l'heure du règlement, ils ont permis de démanteler pratiquement toute virtualité générale voire locale de résistance et d'arrêter les hommes-clés en brisant les organismes décisifs. Dès le début de février 1933, de nombreux militants courageux et décidés à prendre tous les risques pour combattre le nazisme, refusent pourtant de joindre le KPD clandestin qu'ils jugent " pourri " par l'infiltration et dont on murmure qu'il n'hésite pas, si nécessaire, à " donner " les opposants ou les éléments critiques, fabriquant ainsi des martyrs par nettoyage interne. Tout cela, c'est Sedov qui l'apprend à Trotsky, l'organisation ayant beaucoup de liens avec des membres ou sympathisants du KPD.

Dans ce désastre sans précédent, il y a des germes d'avenir. La montée de Hitler a coïncidé avec une radicalisation du SAP, ce parti socialiste de gauche désormais dirigé par une équipe de communistes de droite comme Walcher et Paul Frölich, anciens élèves de Rosa Luxemburg. Il dresse le même bilan de faillite pour les partis communiste et social-démocrate, semble offrir une issue aux centaines de milliers qui tournent désormais le dos aux grands partis ouvriers. La répression interdit certes de grandes perspectives en Allemagne même, mais un regroupement à l'extérieur et même en émigration, permettrait de constituer un nouveau pôle et serait une nouvelle donne capitale. Trotsky est informé de ce qui se passe dans le SAP où ses camarades allemands ont fait entrer l'un des leurs, Walter Held, dont Liova lui dit le plus grand bien. Quand les dirigeants émigrés prennent position pour un nouveau parti et une nouvelle Internationale, il n'hésite pas et propose une fusion rapide entre l'Opposition de gauche allemande et le SAP. Pour lui ce " nouveau parti " donnera la signal du regroupement nécessaire.

Il trouve un appui immédiat dans le fait que nombre de dirigeants de l'ancienne Gauche allemande, tous ou presque d'anciens zinoviévistes, Ruth Fischer, Maslow, Scholem, Paul Schwenk, se tournent vers lui ainsi que le combattant du Front rouge Erich Wollenberg, l'ancien chef du *M-Apparat* Karl Erde, l'ex-députée Maria Reese, compagne de l'ex-responsable de la fraction KPD au Reichstag, Torgler, et Nettelbeck, un " reste " du groupe Neumann-Remmele. Si l'on ajoute Walcher et Frölich qui ont été des " unitaires " du KPD, on s'aperçoit que c'est plus ou moins l'ancien KPD avec toutes ses nuances qui s'est engagé dans la voie d'une *refondation*. Trotsky ne comptait certes pas renverser la situation à court terme, mais la crise en Union soviétique donnait des espoirs d'une issue. Là encore, c'était Lev Sedov qui apportait les éléments.

Au tournant des années vingt-trente de nouveaux groupes d'opposition apparaissent en URSS. En 1930, ce sont ceux que l'agit-prop stalinienne va baptiser "gauchistes" ou "gens à double face", Syrtsov et Lominadze. Ce dernier, ancien favori de Staline, rédige un texte qui accuse la bureaucratie de traiter ouvriers et paysans à la façon des anciens *barines*. Les deux sont sanctionnés, mais le groupe continue, renforcé par les hommes de l'ancienne direction des JC et de la KIM, le philosophe Jan Sten et surtout Lazar Chatskine. Slepkov, l'ancien lieutenant de Boukharine, fronde et c'est M.N. Rioutine, un homme à poigne qui décide de concrétiser l'idée de Slepkov de constituer une opposition qui combinerait gauche et droite, la démocratie dans le parti et le retour à la Nep avec l'abandon de l'aventurisme économique. Avec eux, de vieux bolcheviks dont Kaiourov, et quelques anciens de l'Opposition de gauche. La plateforme de Rioutine, un document programmatique de 130 pages, compare la politique de Staline à une provocation. Des capitulars d'origine diverse font un retour sur eux-mêmes, au premier chef Zinoviev et Kamenev qui, avec leurs proches, finissent par reconnaître que leur grande erreur fut de capituler en 1927 et de condamner publiquement l'Opposition de gauche.

Le groupe d'anciens de l'Opposition de gauche que dirige I.N. Smirnov s'active. En mai 1931, il rencontre Sedov à Berlin et lui parle de ses projets. Safarov et Tarkhanov négocient leur entrée. En 1932, Smirnov annonce ses premiers résultats pour un bloc des oppositions avec le groupe Smirnov, Zinoviev et Kamenev et les leurs, Lominadze, Chatskine et les JC. Trotsky, après la visite de Holzman à Sedov, donne son aval pour ce "bloc". Quelques jours plus tard, un autre contact est pris avec Trotsky par un homme qui a rencontré Sedov et se présente à lui comme un "léniniste", recommandé par Varsenika Kasparova : c'est Iouri Gaven, lui-même membre du groupe Ossinsky au Gosplan, qui confirme le rapport d'Holzman.

Le bloc des oppositions est éphémère, Il apparaît certes publiquement lors du procès de Zinoviev en 1936, mais il est vite décapité avec les arrestations de Zinoviev et de Kamenev, exclus pour n'avoir pas dénoncé... Rioutine. Vague de répression au début de 1933 où tombent les militants du groupe Sedov, dont Ossinsky, ceux du groupe Smirnov et ceux des trotskystes qui maintenaient la liaison, N.N. Perevertsev et Jakov Kotcherets. Un groupe proprement trotskyste semble avoir réussi quelque temps avec A.A. Konstantinov, Volotnikov, Okhotnikov, etc. et les "liaisons", Iakov Kotcherets, N.N. Perevertsev, N.I. Ostrovskaïa, les faux capitulars Rosengaus et Farbman (Rafaïl). A partir de 1935, Staline fait arrêter toutes et tous, à partir de 1937, il fusille systématiquement. Dès 1933 cependant, la répression nazie a détruit les organismes dont les antennes en URSS abritaient les militants "trotskystes".

Sedov et Trotsky ont perdu le contact avec leurs camarades. Ils savent maintenant que cette défaite-là n'aura pas la dimension d'une vie d'homme.

C'est incontestablement Lev Sedov qui porte tout le poids de la campagne contre les procès de Moscou. Leur correspondance devient alors une immense enquête avec les explosions aveugles et injustes de l'homme épuisé atteint au plus profond de ses affections et de son courage par la dimension du massacre et la qualité de ses amis qui y périssent. Bientôt, Trotsky recevra le coup le plus terrible de sa vie avec la mort de Liova. C'est la fin de la correspondance



L'histoire avait déjà pris un grand tournant au moment où commence cette correspondance. Elle s'interrompt à la veille du gigantesque sinistre qu'est la Deuxième Guerre mondiale. La solution aux problèmes de l'humanité pour les deux hommes est l'existence d'une direction révolutionnaire. Mais les termes ne sont plus les mêmes. Jusqu'en 1933, il s'agissait de corriger les défauts, de "redresser" l'outil dont ils disposaient pour ce changement, les partis communistes et l'Internationale. Depuis 1933, il faut en forger de nouveaux.

A cet égard, il faut bien dire que Trotsky et Sedov nous apparaissent tous deux singulièrement hétérogènes par rapport à la conception que transmettent ceux qu'il est convenu d'appeler "les trotskystes". C'est à Francfort en 1932 que Trotsky découvre avec enchantement dans ses lettres l'organisation de l'Opposition de gauche la plus prometteuse à ses yeux. Elle compte dans ses rangs des militants du KPD dont certains sont exclus, des membres de la Leninbund, de l'Opposition droitière de Brandler, la KPO, du SAP et même du parti social-démocrate. Elle ne conçoit pas sa propre croissance comme celle d'une organisation qui grandit et grossit au détriment des autres, mais comme la confluence d'une série de courants empruntant les chemins divers d'organisations différentes concourant en définitive au même but.

C'est de cette manière qu'il semble envisager initialement la construction des "nouveaux partis" dans lesquels ses camarades constituent selon lui une fraction de l'Internationale — et des partis — en construction dans le même mouvement. La tactique de l'"entrisme", présentée par certains comme le sommet du machiavélisme, une forme de "noyautage et d'infiltration" n'est que l'organisation pratique d'une telle conception qui le fait se tourner, après son ami Neurath, vers la social-démocratie autrichienne dont il prend les dirigeants pour faillis depuis bien plus qu'une décennie. C'est que, pour Trotsky et Sedov, le parti ne peut se construire que dans les masses en mouvement, dans le mouvement des masses et de leurs organisations, partis et syndicats, au niveau le

plus élémentaire et le plus obligatoire, mais aussi les partis traditionnels ou les formations “ centristes ” nouvelles.

Disons-le ; au risque de choquer certains que, dans ces années, derrière les titres un peu excessif de “ partis ”, parfois plus modestes de “ groupes ”, se cache la réalité d’un authentique réseau où l’on multiplie les liens avec les hommes pour étendre ses idées et leur influence. Il est très significatif sous cet angle que Trotsky attache une importance énorme aux “ vieux ”, à savoir tous les éléments qui ont joué un rôle dans l’Internationale communiste et son appareil et qui ont donc forcément, à un moment ou un autre, été ses adversaires, voire ses ennemis intimes. Il accueille l’ex-bordiguiste Pietro Tresso dit Blasco comme l’ordinoviste Leonetti dit Feroci sans se dissimuler les divergences, veut absolument nouer et renouer avec Neurath, conserver ses liens avec Chen Duxiu, même si “ le Vieux est opportuniste ” faire avancer Sneevliet, gagner les anciens de la “ Gauche ” allemande, pas seulement les chefs, concrètement Ruth Fischer, Maslow, Scholem. Malgré les cris des jeunes camarades qui ne veulent pas de ces anciens contre lesquels ils ont combattu, il néglige ce vacarme, croit qu’il faut d’abord gagner des militants permettant de préserver le lien avec le passé, l’Internationale communiste, la tradition, la révolution mondiale, bref, comme disait Marx, le mouvement même de la société vers le communisme. Il s’acharne donc à resouder cette continuité que Staline s’est acharné à briser. Faut-il dire que, là-dessus, il a des heurts avec Sedov ?

Bien entendu, il a le souci de gagner des jeunes, “ la flamme de la révolution ”, mais il pense qu’on pourra en gagner des dizaines de milliers d’un coup, si on a d’abord gagné les hommes clés, ceux qui sont représentatifs de la “ vieille école ” du communisme qui a succédé à celle du socialisme. Avec eux il cherche le contact, la discussion, la contradiction : un besoin de contacts qui exprime celui de participer personnellement au combat militant, et Liova, qui le comprend, s’efforce de lui envoyer des visiteurs de qualité et des militants avec qui il trouvera les mots.

Il n’est pas cependant animateur de club. On discute tant qu’on est d’accord sur les principes. Au-delà, on se sépare car le parti est une organisation de combat qui ne souffre pas de divisions sur l’objectif. Il repousse en tout cas de toutes ses forces la tendance de certains à faire de ses partisans une secte où l’on coupe les cheveux en quatre ou bien où l’on boit les paroles divines. Malheureusement, la réalité des organisations trotskystes est déjà, malgré la grandeur épique de leur chef à tous, d’être plus proche des sectes que des partis ou groupes de combat.

Le lecteur non averti éprouvera parfois un sentiment d’étouffement : que fait dans cette galère le fondateur de l’Armée rouge, polémiquant contre des petits chefs caractériels quand ce ne sont pas des psychopathes caractérisés ? On

a la tête qui tourne avec les crises circulaires et renouvelables périodiquement des différentes sections nationales, les antagonismes et les règlements de compte dignes des Atrides ou de Guignol.

L'infiltration dans l'Opposition de gauche puis la IVe, d'hommes qui y ont été implantés par le GPU ou se sont mis à un moment à son service, a donné naissance à une tenace légende accréditée par les propos désabusés de Victor Serge et l'obsession du soupçon de l'agent secret Krivitsky. Trotsky aurait tenté — suprême utopie — de construire son organisation en s'appuyant sur des agents de Staline envoyés précisément pour la détruire. Il y a sans doute là une généralisation abusive conduisant à une conclusion malveillante.

Il y a eu d'abord Joseph, de son vrai nom Salomon Kharine, qui travaille à la délégation commerciale de Paris. Sa connaissance du russe en a fait un collaborateur de confiance. Disciple de Radek, il semble qu'il ait remis à l'ambassade les manuscrits du *Bulletin de l'Opposition*. Il est rappelé en 1929, fusillé en 1936. Raïssa Adler, l'amie viennoise, a envoyé à Trotsky un autre "commercial", letton d'origine, Jakob Frank. Celui-là s'est démasqué dès son retour, car, chargé de surmonter une scission en deux groupes, il réussit à en créer un troisième. Ces deux-là peuvent avoir été des agents "occasionnels".

L'affaire Mill est plus complexe. Originaire de la même région que Trotsky, il a été choisi comme collaborateur du secrétariat international en raison de sa connaissance du russe et a négocié son retour en échange des documents "des trotskystes". Ce n'est pas lui que Trotsky a soupçonné mais son adversaire juré, Landau.

En fait, il a eu affaire à deux agents autrement sérieux, probablement spécialement formés, les frères Ruvin et Abram Sobolevicius, respectivement Well et Sénine. A trois, avec Mill, ils ont réussi à constituer quelque temps la majorité du secrétariat international de l'Opposition, à abuser Pierre Frank et à passer par lui pour dénoncer Landau comme responsable du prétendu détournement du courrier des Soviétiques.

On voit à peine dans la correspondance l'homme couleur muraille qui fut le plus dangereux des agents infiltrés par Staline chez Trotsky, le tristement célèbre Mordka Zborowski, dit aussi Mark, Etienne, Tulpan pour le GPU, homme de confiance de Sedov, qu'il a "donné" au GPU quand il devait se rendre à Mulhouse pour rencontrer l'avocat des Suisses, et qui réussit finalement à le livrer, malade dans une clinique parisienne aux tueurs de Soudoplatov.

Pour bien comprendre la façon dont se posent les problèmes du GPU à cette époque, il faut revenir sur ce que nous avons dit plus haut d'un tournant dans la période. Au début de la correspondance le GPU gardait aux yeux des trotskystes et de Trotsky lui-même sans doute un peu de l'aureole révolutionnaire du "tchékiste", meilleur des bolcheviks. Les anciens sont

éliminés en gros à partir de 1936, remplacés par des cyniques ou des aventuriers. Mais l'ancien corps d'élite est devenu un appareil d'assassins en série que Trotsky se croit encore capable de convaincre comme il le démontre à propos de la dactylo de Brno qu'il a décidé d'engager alors qu'il sait pertinemment qu'elle appartient aux services.



C'est l'Espagne qui a été en 1936-1938 la terre d'élections de ce que Trotsky et les siens ont appelé " les crimes du GPU ". C'est dans ce pays qu'ils sont le plus nécessaires à Staline pour briser la vague révolutionnaire. C'est là que le champ est le plus favorable puisque l'infiltration des hommes de Staline dans l'appareil policier vaut l'impunité aux tueurs. Les victimes les plus connues sont deux anciens trotskystes, André Nin et Kurt Landau, mais à leurs côtés on trouve aussi de vrais trotskystes comme Erwin Wolf, membre du secrétariat international, le jeune Allemand Freund dit Moulin et l'officier brésilien Bomilcar Besouchet.

Des crimes en URSS, du massacre systématique de leurs camarades d'idées et de combats notamment, Trotsky et Sedov ne connaîtront qu'une partie infime. Ils ignorent le déroulement des protestations contre les procès de Moscou, des manifestations de déportés en Extrême-Orient, des grèves de la faim des prisonniers de Vorkouta et de Magadan dirigées par des comités de grève animés par des trotskystes. Ils ignorent le massacre des communistes de la Comintern, le regroupement d'un certain nombre (80 000 dit-on) de cadavres de communistes dans le charnier de Boutovo. Ils ne font que deviner ce qui se passe dans les prisons, l'atroce destin des prisonniers comme Rakovsky, mais leur ignorance est terrible. Liova ignore tout de la destinée de sa femme et de son fils qui ont tous deux disparu dans le Goulag sibérien.

Ce qu'ils ont vu et même démonté en revanche, ce sont les procès de Moscou : malgré leur conscience et leur expérience, ils en ont été profondément marqués. Leur stupeur est grande de voir des épisodes de rencontres banales devenir des étapes d'une conjuration pour la préparation d'assassinats et attentats terroristes. Dans son indignation devant les aveux " stupides ", assure-t-il, de Smirnov, Sedov envisage de révéler toute la vérité à la presse. Pourquoi Smirnov avoue-t-il des calembredaines et n'avoue-t-il pas ce qu'il a réellement fait ? Trotsky, lui, choisit le mensonge et Sedov se rallie finalement. Les deux nient tout accord avec Smirnov, tout plan, toute perspective commune avec lui, et même toute rencontre avec Gaven. Il faut, bien sûr, ne pas laisser la moindre prise aux mensonges mais surtout ne pas enfoncer un peu plus des hommes qui sont peut-être en train de se défendre dans les griffes du GPU. Pour le premier

procès, Trotsky étant ficelé par son internement, c'est Sedov qui soumet l'accusation à une critique ravageuse, révélant contradictions, invraisemblances, l'hôtel démoli depuis vingt ans, l'avion qui n'a jamais atterri, la présence de Sedov attestée par des témoins en Allemagne, quand il n'y a plus que des morts à Moscou pour assurer qu'il était à Copenhague. Enfin, Trotsky et Sedov commencent à envisager que les contradictions des accusés dans leurs aveux sont peut-être autant de signes en langue d'Esopé qu'il ne faut pas croire en leurs aveux. Sur la question des aveux abominables de son ami Rakovsky, Trotsky semble aveugle et n'y voit pas ce qu'un Souvarine y a, lui, très bien vu.

Il n'est pas question de revenir sur la question ressassée du pourquoi des aveux. Trotsky les attribuait à des hommes brisés par un long cheminement : c'est vrai pour certains, pas pour tous. Il excluait toute torture physique et morale et sur ce point se trompait. I.N. Smirnov nia, dit-on, jusqu'à ce qu'il vit sa fille menacée de terribles supplices aux mains de tortionnaires. Trotsky l'ignorait comme il ignorait que Smirnov, à Souzdal, de la fenêtre de sa cellule, haranguait tous les jours ses camarades de détention, dénonçant la fabrication policière des procès, l'usage de la torture, etc. Trotsky ignore tout du sort de Rakovsky, de sa révolte après sa capitulation et ses aveux truqués.

Sedov qui connaît mieux les détails et les hommes, la trame réelle qui a servi de base au monstrueux édifice, comprend plus vite le mécanisme, mais il ne croit pas que les vieux-bolcheviks puissent être condamnés à mort et il éclate en sanglots en pleine rue de Paris quand il lit la nouvelle dans un journal français. C'est parce qu'il se trouve brutalement placé devant les implications d'un système qu'il avait compris, mais dont il n'avait pas saisi la portée dans l'horreur. Quand le stalinisme déploie toutes ses virtualités criminelles, les deux hommes, qui ont été des premiers à le comprendre, l'analyser, l'expliquer, sont dépassés, submergés par son caractère monstrueusement criminel, comme s'ils l'avaient vu sans apprécier sa dimension.

Là encore, Trotsky sera le premier, après coup, à donner une explication de ce phénomène dont il s'indigne que certains l'identifient à la pensée de Lénine ou à la sienne propre. Pour lui, on pourrait dire du stalinisme ce que Victor Hugo a dit du cléricisme quand, interpellant les cléricaux, il leur lançait son apostrophe célèbre : " Votre histoire est inscrite dans l'histoire du progrès humain mais elle est inscrite à l'envers ! ". La révolution d'Octobre 1917 avait été un véritable soulèvement des masses, avec tout ce que cela comporte de sauvagerie et de sublime, de dévotion et de conscience, de violences aveugles et d'espoirs généreux. A partir des procès de Moscou, le stalinisme ronge tous les sentiments, détruit de l'intérieur tout système de pensée, détruit surtout la morale même de la révolution en abaissant et en humiliant les révolutionnaires, en déshumanisant l'appareil qui avait contribué à la révolution et la revendiquait

désormais comme son œuvre exclusive. Des centaines, voire des milliers et des millions d'hommes, sans en avoir conscience, perdent confiance dans ce qu'ils avaient appelé jusque là le " socialisme ", détruits qu'ils sont, de l'intérieur, au plus profond.

Trotsky avait combattu avant 1917 le bolchevisme qu'il jugeait " étroitement national " et avait rejoint avec enthousiasme et sans restriction mentale le bolchevisme international qui avait également captivé son ami Rakovsky. Il se trouve maintenant aux prises, sous le masque du " bolchevisme " avec la face cachée du mouvement, le début de la contre-révolution. Et Sedov de noter avec quelque mélancolie qu'il n'y a plus guère dans le monde de " bolcheviks " en-dehors de la petite phalange autour de son père. Trotsky, comme l'homme de Kipling, assiste à la destruction de l'ouvrage de sa vie et se met à rebâtir.

En définitive cette correspondance constitue un document fantastique sur le premier XXe siècle avec les deux événements capitaux de la révolution de 1917, de l'accession au pouvoir des bandes nazies ouvrant la porte à la Deuxième Guerre mondiale. Un gigantesque retour de bâton qui n'ébranla pas la confiance de Trotsky dans l'avenir de l'humanité. Il savait désormais qu'il mourrait en exil, qu'il travaillait pour un avenir qu'il savait hors de portée personnelle mais qu'il refusait de mesurer.



**Ciaran Crossey & James Monaghan**

## **Les origines du trotskysme en Irlande**

*Ciaran Crossey, fonctionnaire en Irlande du Nord est membre de M.S.F., militant (sympathisant ?) du Militant Labour, il a écrit un certain nombre d'articles pour le mensuel Militant Irish Monthly, mais c'est la première fois qu'il rédige seul un écrit historique.*

*James Monaghan vit à Dublin et a joué un rôle actif dans le mouvement trotskiste en Irlande depuis le début de années 70.*

*Nous sommes certains que nos lecteurs apprécieront le sérieux de leurs recherches et documentation. Il est surprenant que ce sujet n'ait pas fait l'objet de recherches aussi sérieuses jusqu'à présent.*

### **Introduction**

Le grand poète Claude McKay a dit un jour du dirigeant du parti communiste américain James P. Cannon (qui deviendra trotskyste plus tard) qu'il aurait pu être à la tête de n'importe quel parti politique bourgeois. Cannon, de même que les trotskystes irlandais, sujets de cet article, adopta un chemin politique fondé sur la perception des besoins des travailleurs plutôt qu'une voie correspondant davantage à son ambition personnelle et au déroulement classique d'une carrière politique réussie.

Ceux qui croient que Cannon aurait dû rejoindre le Democratic Party américain trouveront peu d'intérêt à cette étude et considéreront sans aucun doute la lutte du premier groupe trotskyste irlandais comme une tentative futile.

D'autres, plus indécis politiquement, pourront trouver ce compte-rendu instructif et la narration des luttes remarquable. Ciaran Crossey a tenté dans la mesure du possible, de faire parler les personnages de cette histoire eux-mêmes. Les positions tranchées (à raison ou à tort) prises au cours des discussions et débats de l'époque ont été autant que possible évitées.

La lutte de ce groupe contre des sur-puissants en ces temps difficiles, afin de bâtir un parti révolutionnaire capable de concurrencer la domination de la bourgeoisie de souche et l'impérialisme constitue l'héritage le plus important, le plus "utile" que ce groupe ait laissé. Elle mène finalement la classe irlandaise des travailleurs au pouvoir. Cette lutte a échoué mais l'échec était honorable, notamment comparé aux actes de leurs principaux rivaux au sein de la gauche irlandaise.

Peu d'Irlandais de cette époque vivant encore pourraient s'enorgueillir de leur conduite passée au niveau de l'opposition à la répression et pour la défense des Droits de l'Homme. Sean Murray, par exemple, le chef du parti communiste irlandais, refusa d'élever une protestation quelconque contre les massacres de nombreux vétérans léninistes à Moscou, dans les goulags soviétiques. Jim Larkin Junior, plus honorablement, de découragement, démissionna du P.C.

Au cours de la seconde guerre mondiale, le P.C. confondit le soutien à l'Union Soviétique et l'antifascisme avec le soutien de l'impérialisme britannique et agit au moins comme briseur de grève, sinon pire. Le parti travailliste d'alors, comme celui d'aujourd'hui, préféra procéder à une épuration de son aile gauche plutôt que lutter pour la défense des opprimés. Ses chefs ont été capables de partager hypocritement les sièges du Conseil des Ministres avec les partis bourgeois et sont à présent incapables de coexister à l'intérieur d'un même parti avec la gauche trotskyste notamment.

Aucun de ses agissements de cette époque-là n'a eu pour but le bien-être de la classe des travailleurs ou même le socialisme, fût-ce dans sa forme la plus édulcorée. Le seul groupe restant était le mouvement républicain, l'équivalent irlandais du S.R. russe. Il avait autant de courage, le même esprit de sacrifice, mais aussi peu de compréhension de la politique, préférant parfois même un orgueil entêté à une prise de position politique.

Cet article ne représente que le début des écrits sur l'histoire de la Gauche irlandaise. Beaucoup d'autres recherches sont nécessaires. Au fur et à mesure des découvertes, une version définitive deviendra possible. Des projets d'avenir prévoient l'étude de la vie de Michael Price, laquelle semble avoir été écrite soit hors de son contexte historique par les services de falsification staliniens (ex. *L'Histoire du Congrès Républicain* de Gilmore) soit éreintée sous couleur d'éloge. L'évolution de ce militant de chef républicain aux idées sociales conservatrices dans les années 20 à chef du Congrès républicain reste à écrire. Il est cité dans cet article parce que c'est lui qui ouvrit les pages de *The Torch* aux trotskistes dans les années 40. Son décès prématuré fut une grande perte pour le socialisme irlandais.

De même, Tom O'Flaherty, personnage intéressant, a été oublié. C'était le frère aîné de l'auteur Liam O'Flaherty. Tom était à la fois le chef du P.C. des U.S.A. et de la Communist League of America, le principal groupe trotskyste

Après son retour en Irlande, il continua son travail de journaliste à la fois en Angleterre et en Irlande. Avec Mairtin O'Dereann, il fut co-fondateur du journal en langue irlandaise *An Eireannach*, lequel combinait la littérature, l'antifascisme et le républicanisme de gauche. La parution de l'autobiographie de Mattie Merrigan dont la carrière politique précoce est notée dans cet article

tient une place d'une grande importance dans l'histoire du parti des travailleurs irlandais. Merrigan est un des rares dirigeants syndicalistes à n'avoir pas été débordé par le stalinisme. Je crois que quand la mode Noël Browe disparaîtra, Merrigan apparaîtra comme un chef important de la gauche du Labour Party des trente dernières années (soit dit en passant, Merrigan est un " illustre inconnu " dans le livre de Browne).

Tout ce qui précède présente un enchaînement effiloché et irrégulier reliant le Congrès Républicain aux groupes révolutionnaires d'aujourd'hui. Il est à souhaiter que d'autres militants continuent à étudier ces relations. Ce travail et d'autres encore doivent être faits, pas seulement pour sauver les réputations d'individus individuellement saisis par l'oubli mais pour prouver qu'il y eut et qu'il existe toujours un courant socialiste révolutionnaire irlandais pas contaminé par le stalinisme et ses abus. C'est une tâche d'une particulière importance aujourd'hui, alors que l'édifice stalinien dégringole universellement, révélant sa base corrompue et tyrannique. Les trotskystes d'aujourd'hui devraient étudier l'histoire de leur mouvement sans aucune flatterie. Le vieil adage selon lequel ceux qui n'apprennent pas de l'Histoire sont condamnés à la répéter reste vrai.

Dans un monde de barbarie, de Sarajevo à la Somalie, de Ballymin à Ballymurphy, la charge de préparer un Octobre universel reste à accomplir.

**James Monaghan**

Ce texte n'aurait jamais été possible sans le soutien d'Hilary et Jachie. Merci.

## **Les premières individualités**

**Paddy Trench** fut la première personne à soutenir activement le mouvement trotskyste en Irlande. Il était venu d'Irlande à Londres en 1929, et avait rejoint l'" Independent Labour Party " avant de s'engager dans le Marxist Group (une organisation qui travaillait avec le Labour Party irlandais), plus tard. A Londres, Trench tenta vainement de travailler comme artiste et journaliste. Mis à part ses derniers écrits en Irlande, aucun article à son nom n'a pu être retrouvé dans la presse socialiste du début des années 30.

En 36 éclata la guerre civile espagnole et Trench se rallia à la lutte pour défendre la république. Il se rendit en Espagne où il fut associé à l'ancienne organisation trotskyste le POUM. Pendant son séjour en Espagne, Trench mit à profit ses dons artistiques pour peindre une scène de rue de la Barcelone

révolutionnaire. Toute sa vie, Trench souffrit de la tuberculose et même sous le climat chaud d'Espagne, il fut hospitalisé et dut entrer en Grande-Bretagne.

De retour à Londres, il reprit son activité politique au sein du Labour Parti irlandais. John Archer, militant depuis 1934, se souvient de l'avoir vu à plusieurs meetings en 1937-38. Son activité se prolongea jusqu'au décès de son père, au cours de l'été 1939. Au mois de septembre suivant, Trench retourna à Dublin. De retour, il rallia le Labour Party Irlandais où il contacta rapidement l'hebdomadaire *The Torch*. Son article a été décrit comme étant sans nul doute une des communications ouvrières les plus stimulantes jamais écrites à Dublin.

*The Torch* avait beaucoup participé à la phénoménale croissance du Labour Party dans la ville. Il avait été créé par le Constituency Council de Dublin en mai 1939 et reflétait les opinions de la gauche du parti. A partir de son premier article, dans l'édition du 16 septembre 1939, Trench devait régulièrement écrire pour le journal durant les trois années suivantes. En définitive, le journal s'effondra en 1944, conséquence annexe des divisions au sein du Labour Parti.

Peu de temps après s'être impliqué dans le Labour Party, il convainquit deux jeunes de se joindre à lui pour mettre en avant les idées trotskystes. Ironiquement, aucun des deux n'était directement issu du Labour Party. **Steve Daly**, un chauffeur de taxi, fut recruté à partir de ses idées staliniennes alors que **Joe Noonan**, 18 ans, était issu du mouvement républicain. Noonan avait été recruté aux dépens du mouvement républicain. Il avait été militant républicain pendant plus de six ans, bien que Johny Byrne dise de lui : " Il était toujours davantage socialiste, communiste que les autres ". Il était à Connolly House, le local du P.C. Irlandais, quand ceux-ci furent attaqués (en avril 33 rue North Strand) par des hordes de catholiques qui voulaient y mettre le feu.

Après eurent lieu des discussions auxquelles auraient assisté d'autres membres du Labour Party. Lors de ces discussions, **Johny Byrne**, 16 ans, se trouvait parmi eux. En quelques semaines, ce groupe " de base " fut rejoint par un contingent de camarades expérimentés venues de Grande-Bretagne.

## La délégation de la Workers International League (WIL)

Lorsqu'éclata la Deuxième Guerre mondiale, le mouvement trotskyste de Grande-Bretagne se rendit compte qu'ils auraient à faire face à une sévère répression en raison de leur ferme opposition à l'impérialisme. Selon Ted Grant, cette répression comprit une descente de police le jour même de l'entrée en guerre. Afin que quelques-uns des membres (au moins) puissent échapper à l'internement et continuer à produire du matériel, la WIL (lequel était le meilleur des groupes existants en dépit de son petit nombre d'adhérents — 40 seulement)

décida d'envoyer à Dublin cinq de ses membres, dont **Jock Haston** et **Gerry Healy**, tous deux de la direction. Ils étaient accompagnés par **Tommy Reilly** (un camarade écossais qui avait de la famille dans le comté de Managhan), **George Nosedá** et **John Williams**.

A son arrivée à Dublin, la délégation se rallia rapidement à Trench. Les deux groupes (si un tel petit nombre de personnes peut vraiment être qualifié ainsi), commencèrent à fonctionner comme une branche de la WIL. Trench les savait à Londres et était en accord sur le fond avec leur politique. Haston et Reilly habitèrent dans la famille de Noonan et les autres avec Trench à Harthy, dans une banlieue de la ville. Byrne se souvient :

“ Au réveil, j'avais avec eux des discussions formidables. Ils m'ont montré le chemin, les erreurs des républicains. C'est alors, bien entendu, que les bombardements commencèrent en Angleterre, alors que l'IRA avait déclaré la guerre à l'Angleterre. J'étais toujours impliqué dans tout ça. J'ai été démoralisé par le mouvement républicain et me suis tourné vers les idées socialistes ”. (Byrne était alors l'organisateur de la Fianna Eireann — le mouvement républicain de la jeunesse — à Dublin)

Ce parti ainsi formé par fusion poursuivit le travail de la WIL. Ils commencèrent par envoyer d'autres articles aux journaux de la WIL (*Youth for Socialism* et *Workers International News*). Ils sortirent les trois premières éditions d'un journal dupliqué, le *Socialist Appeal*. Un exemplaire de la deuxième édition de ce journal existe encore. Actuellement, il est déposé, avec tout le reste du matériel relatif à cet article à la bibliothèque Linen Hall de Belfast. L'organisation britannique a continué à publier *Youth for Socialism* jusqu'en juin 1941, date à laquelle son titre fut changé en *Socialist Appeal*.

Avec la production des moyens nécessaires pour distribuer le journal en Grande-Bretagne, les camarades de Dublin furent entraînés dans le tourbillon habituel du militantisme : ils vendaient les divers documents du groupe, intervenaient dans les meetings d'autres organisations et travaillaient au sein du L.P. Dans le livre de Bornstein et Al Richardson's *War and the International*, une histoire du mouvement trotskyste en Grande-Bretagne, Haston se souvient de l'époque de Dublin :

“ Nous avons pris contact avec l'aile gauche du Labour Party irlandais. Notre principal contact, Nora Connolly O'Brien était la fille de James Connolly. Elle nous nourrissait de temps en temps, quand nous étions vraiment affamés. En même temps, nous avons pris contact avec les plus jeunes membres de l'IRA, qui étaient assez actifs. A Dublin, les dirigeants de l'IRA étaient orientés à droite mais les plus jeunes étaient plutôt socialistes. Une fois l'orientation politique du Labour Party définie, nous avons pris contact avec eux et en avons gagné certains au mouvement trotskyste. ”

A la fin 1939, les forces marxistes en Irlande étaient composées des cinq envoyées de Grande-Bretagne et d'au moins quatre autres à Dublin. A Belfast, deux camarades, Bob et Elsie Armstrong, venus de Londres fin 1939 étaient séparés du groupe de Dublin. Bob, au moins, était membre de la WIL et eut un article imprimé dans l'édition du *Youth for Socialism* du mois d'août 1939.

Bob Armstrong était régulièrement en contact avec le groupe de Dublin pour les débats et le travail de coordination. Il avait été blessé au cours de la guerre civile espagnole, et profitait d'une visite au groupe de Dublin pour rencontrer certains membres des anciennes Brigades Internationales. Bob avait rencontré Joe Monks à l'hôpital d'Arihuela où il suivait un traitement pour les blessures qu'il avait reçues à Lopera. Plus tard, ils furent tous deux membres de la deuxième compagnie du deuxième bataillon. A Puertollaro, après ça, on attribua un nouveau mess aux officiers des Brigades internationales et Monks protesta violemment contre cette mesure. Comme il le dit plus tard " *Bob a pu penser que j'étais un trotskyste important et il s'est effectivement rendu à Dublin pour rencontrer Frank Edwards et moi. A cette époque, Frank et moi étions des staliniens convaincus et le voyage de Bob était donc inutile* ". Néanmoins, cela démontre qu'ils saisissaient toutes les chances pour construire l'organisation.

Un autre exemple de l'activité militante dans laquelle les camarades de Dublin furent entraînés était l'intervention dans les meetings du P.C. Byrne se souvient que les staliniens avaient l'habitude de tenir des meetings place Sackville et que les chefs du groupe trotskiyste balayaient avec eux. A l'origine, c'est par ces discussions avec les staliniens que Trench recruta l'un des tous premiers membres, Steve Daly.

La tâche du groupe de Dublin au sein du LP irlandais était d'organiser localement des meetings du parti et d'écrire des articles pour *The Torch*. En octobre 39, Gerry Healy, dans un article, dénonçait l'approbation de l'appel à des raids aériens de précaution comme une prise de position en faveur de la guerre. Cette opinion fut changée ultérieurement étant donné qu'ils devaient défendre l'ARP tout en continuant à s'opposer à la guerre. Trench publia, surtout au milieu de l'année 1940 (au moment où l'éditeur Cathal O'Shannon fut remplacé) toute une série d'articles. Dans ce journal se trouvait une notice nécrologique de Trotsky, après que les staliniens l'aient assassiné en octobre 40.

Avec le début de la guerre, l'extension de la répression espérée par la WIL n'eut pas lieu et en conséquence, au bout de quelques mois, la délégation commença à se replier. En avril 1940, quand Haston s'en alla grâce aux papiers d'identité de quelqu'un d'autre, les siens lui manquant (raison pour laquelle il fut arrêté ultérieurement), le seul membre de la WIL d'origine était Tommy Reilly.

## Débat sur la question nationale

Le groupe de la WIL a-t-il vraiment instauré quoi que ce soit ici ? Le mouvement bénéficia du fait que Reilly reste à Dublin presque deux années de plus, afin de guider le travail des camarades, pendant que Bob et Elie Armstrong restaient à Belfast jusqu'en 1948, le noyau de l'organisation s'y trouvant..

Au niveau politique aussi le mouvement en tira avantage et ce à plusieurs points de vue : en premier lieu, la clarification de sa position quant à la réunification de l'île. Dans une copie d'un bulletin interne non daté (mais que des témoignages situent en janvier 40, il y eut un débat entre Robertus (alias Robertus de Belfast) et l'éditeur du *Socialist Appeal*. Mattie Merigan a identifié Robertus comme Bob Armstrong (ce qui de l'aveu de tous, n'était pas le meilleur pseudonyme au monde) et Haston comme étant probablement l'éditeur.

Les articles parus dans le *Socialist Appeal* au sujet de la question nationale en Irlande déclenchèrent cette dispute. Robertus argumentait ainsi :

“ D'après nous, les conditions suivantes doivent être préalablement réunies avant qu'une quelconque tentative de remplacement du capitalisme par le socialisme puisse être tentée avec succès.

1) suppression de la frontière. Les socialistes ont souvent posé la question suivante : la réunification de l'Irlande peut-elle être faite sous le régime capitaliste ?

A ceci, nous répondons que, jusqu'à la réunification, nous ne pouvons qu'imaginer la très lointaine éventualité d'une victoire socialiste. La suppression préalable de la frontière est une nécessité pour que la lutte pour le socialisme puisse être couronnée de succès. ”

Répondant à une question quant à un travail conjoint avec les Républicains, Robertus assura : “ Nous ne soutenons aucune sorte d'unité avec les Républicains, ni structurelle ni au niveau du programme ”. Il se prononçait en faveur d'une propagande anti-impérialiste conséquente afin de gagner les masses à la bannière du socialisme. Il ajouta :

“ Nous nous opposerions résolument à n'importe quelle forme de trêve de classes et ce dans l'intérêt de l'unité nationale. Nous sommes tout d'abord des socialistes évaluant toutes les solutions du point de vue des Irlandais et de la classe ouvrière internationale. C'est justement parce que nous sommes socialistes que nous sommes partisans de la cause nationale. ”

Alors que la rédaction en chef consacrait une large place à traiter des arguments économiques en faveur de la séparation, son désaccord essentiel avec Armstrong se situait sur les moyens d'approche de la question de la frontière. La direction du journal émit l'idée que, étant donnée la faiblesse des capitalistes irlandais et la division de la classe laborieuse du Nord, la réunification de l'île n'était possible que par la lutte pour une république des travailleurs. Ils

s'opposaient à l'idée qu'une victoire militaire de l'IRA irait dans ce sens et prétendaient au contraire que " lever une armée pour mettre fin à la séparation serait également inefficace ". Cela provoquerait une guerre civile meurtrière dans laquelle la majorité des travailleurs d'Irlande du Nord, des orangistes, verraient-là la mise en œuvre de la répression catholique. Le succès d'une telle levée signifierait pour les travailleurs, non pas la liberté de causer des troubles contrairement à ce que prétend Robertus, mais la dictature pure et simple tant dans le Nord que dans le Sud.

Le conseil d'administration réaffirma sa position :

" (...) Avec Connolly comme guide, nous pouvons proclamer : la classe laborieuse irlandaise doit s'émanciper elle-même. Elle doit évidemment libérer la Nation. Les travailleurs du Nord comme ceux du Sud doivent s'unir pour promouvoir une république des travailleurs. "

Ce conflit qui perdure dans les groupes socialistes irlandais éclaircit la position de la WIL. Ils estiment tous les deux que la réunification n'était envisageable qu'à travers la lutte pour une république des travailleurs. Les propositions de Robertus comme la lutte contre la répression, etc., furent rejetées par la majorité. Cela fut relevé dans une série d'articles parus au cours de 1940 dans le *Workers International News* et le *Socialist Appeal* dans lesquels ces propositions étaient faites contre les internements, les tracasseries policières, etc.

Dans ses débuts, le mouvement trotskyste irlandais dut faire face à un problème mineur qui a soulevé un intérêt disproportionné à cause de l'implication de Gerry Healy. Healy, né en Irlande, avait émigré en Angleterre en 1928 où il adhéra tout d'abord au PC de Grande-Bretagne puis au mouvement trotskyste en 1937. Comme nous l'avons écrit ci-dessus, Healy était un des membres de la WIL envoyé à Dublin après le début de la Deuxième Guerre mondiale (mais cela ne se passa pas sans secousses). Il y eut un certain nombre de problèmes et il serait intéressant de découvrir les bases de la polémique au sujet des problèmes tactiques secondaires quant à l'activité au niveau local ; lesquelles ont eu pour résultat la démission d'Healy du groupe irlandais. Healy démissionna de la cellule et affirma qu'il allait combattre l'organisation au sein du Labour Party irlandais.

Avec le temps passé, il est impossible de déceler aujourd'hui la vérité cachée derrière ces événements. Il semble qu'il y eut des conflits de personnes au sein même du groupe. Aucuns d'entre eux ne peut nous être démontré à présent, la plupart des belligérants étant morts. Al Richardson raconte l'histoire suivante :

" Ce qui mit vraiment en colère la délégation de la WIL, c'est que pendant qu'ils vivaient en communauté, partageant leur nourriture même lorsqu'ils mourraient

presque de faim, Healy avait un livret d'Épargne (ils le découvrirent au bout d'un certain temps) et vivait dessus sans qu'ils le sachent. Ce secret, dû à la cupidité, et cette attitude à l'égard de ses compagnons d'armes avait ulcéré Tommy Reilly et les autres, comme bien on pense."

Le seul intérêt de cette prise de bec réside dans la renommée ultérieure de Healy. A l'époque, la WIL déclara et maintint qu'Healy avait été renvoyé à Londres après des discussions entre le Comité National de la WIL et le groupe irlandais. Comme les camarades britanniques ne voulaient pas prendre à son égard une mesure disciplinaire publique, ils le retirèrent du devant de la scène afin de pouvoir utiliser ultérieurement ses talents d'organisation.

## Les Armstrong

Après le départ de la majorité des membres de la délégation de la WIL, **Bob Armstrong**, à Belfast, fut le camarade le plus expérimenté qui resta en Irlande. Bob venait de Glasgow et, à l'origine, il avait été impliqué dans l'Independent Labour Party Guild pour les Jeunes avant d'adhérer au CPGB. Par son travail au sein du CPGB, il participa à la guerre civile espagnole aux côtés des républicains (il fut blessé par deux fois entre août 36 et la mi-1938). Sa carrière militaire n'a pas vraiment été des plus longues : il fut en première ligne moins de 4 jours avant d'être blessé pour la première fois. Pendant les 15 mois suivants, il refusa de retourner en Angleterre bien qu'il soit estropié. Finalement, il quitta l'hôpital et retourna au front où il ne resta que 4 semaines avant d'être de nouveau blessé.

Après son hospitalisation, on lui confia la tâche d'aider à tenir les dossiers Brigades Internationales à Albacete. Un travail ne pouvant être, à l'évidence, confié qu'à un membre de confiance. Après ses activités en Espagne, il travailla activement pour un comité d'Aide et intervint dans divers meetings en Grande-Bretagne. Il était sur l'estrade pendant un meeting, lorsque Paul Robeson parla à 3000 membres de l'Amalgamated Engineering à Slough. Au cours de cette période, Armstrong n'eut aucun problème avec la police du CPGB. Pendant un meeting du Comité de défense de Trotsky à propos des "procès-spectacles" au moment où il apprit la fin de la guerre d'Espagne. En dépit de cet incident, ses opinions évoluaient. Il écrivit plus tard : "*Ce n'est que bien longtemps après que je sois de retour en Angleterre, cependant, que je fus capable de rassembler les différentes pièces du puzzle et de voir l'ensemble de la situation d'alors*".

Avec des membres ordinaires de la branche irlandaise du CPGB ainsi que d'autres sections du comité, il commença à émettre des divergences d'opinion au cours de meetings du parti lesquelles furent plus ou moins bien accueillies. C'est pendant qu'il était actif au sein de cette branche-là du Parti qu'il rencontra et

épousa **Elsie McCullough**. Au moment où ces divergences furent imprimées afin qu'une proposition de discussion puisse circuler, l'équipe dirigeante du Parti refusa de la distribuer aux membres de la section locale sans tenir compte du nombre important des membres du Parti qui les partageaient.

En définitive, l'hostilité du parti à leur rencontre résulta du fait que ce groupe démissionna du parti avant d'en être expulsé. Parmi les allégations désagréables du parti sur leur compte, des calomnies les traitant d'ivrognes, de bagarreurs, d'antisémites même, l'affirmation qu'Armstrong était un déserteur, qu'il s'était suicidé ou avait détourné de l'argent.

En avril 39, les Armstrong rejoignirent la Revolutionary Workers League (WRL), un groupe trotskyste (très actif quant aux solutions irlandaises) lequel se rapprocha de la WIL plus tard. La WRL avait formé un groupe en appelant des amis de la République irlandaise lesquels avaient organisé des meetings, publié des pamphlets, etc., au sujet de l'unité nationale irlandaise. Ce travail était fait à l'instigation de membres irlandais tel que Jack Murphy et un dénommé M. Dunne. Murphy fut arrêté plusieurs fois pour avoir appelé à des meetings dans Hyde Park à propos du rôle de la Grande-Bretagne en Irlande, et pour avoir parlé de " ce putain d'Union Jack ".

La famille d'Elsie Armstrong, née McCullough, était d'Orange, à Belfast-Est. Elle avait déménagé de Belfast à Londres au cours de l'année 1930 pour travailler dans la fonction publique comme sténodactylo. Quant elle fut sur place, elle adhéra au parti communiste. A cause de la guerre, Elsie fut renvoyée à Belfast par l'administration et, comme Bob n'avait pas de travail, il vint avec elle.

## Les activités à Belfast

Alors qu'il n'est pas possible de donner une idée réelle des activités menées à bien à Belfast, il subsiste assez d'informations pour démontrer que le groupe était petit mais efficace. Malgré la répression, les pressions économiques et les difficultés pour travailler pendant la guerre, il fut capable de mettre en avant la face visible du marxisme pendant les huit années qui suivirent.

Après qu'ils se soient logés dans la maison de famille de Elsie, au-dessus de la rue Creggah dans Belfast Est, Bob et Elsie se préparèrent à travailler là. Leur toute première activité fut de vendre les nouveaux journaux irlandais, le *Socialist Appeal*, le journal de la WIL, *Youth for Socialism*, et la revue théorique, *Workers International News*. Il s'agissait plutôt de ventes dans la rue. Ainsi, Bob s'installa régulièrement à Cornmarket où il pouvait vendre les journaux au moins deux fois par semaine.

Cette activité se révéla si vite fructueuse qu'ils furent capables de réunir autour d'eux de nombreuses jeunes. En novembre 1941, **Jimmy Deane**, un militant actif au sein de la WIL, informa Millie Lee, une des responsables de l'organisation, que le groupe de Belfast regroupait environ treize camarades. L'un d'entre eux, qui venait de Liverpool, était la source d'informations de Deane ; trois avaient été gagnés sur le mouvement sioniste, en même temps que les Armstrong, et sept autres camarades. En quelques mois, Bob pouvait annoncer dans l'édition de mai 1942 du *Socialist Appeal* : " Nos membres sont jeunes et nouveaux venus dans l'organisation du mouvement ouvrier ". Le groupe se réunit dans des chambres louées de la rue Donegal, au centre ville. A partir de 1943, ils se réunirent chez Armstrong, au 18 de l'avenue Brookvale, dans le nord de Belfast, et ce jusqu'à ce qu'ils trouvent de nouvelles chambres en centre ville, en 1944.

**Joe Quinn** fut l'une des recrues de cette période. Il était engagé dans le mouvement républicain depuis 1935 au moment où il adhéra à Fianna Eireann, et jusqu'en 1939 lorsqu'il quitta l'I.R.A. pour rejoindre le P.C. Il raconte qu'il se rendit dans la librairie du parti, dans Stupper Street et proposa d'adhérer. " Selon moi, c'était l'organisation la plus proche du socialisme. Quand il entra dans la guerre, en même temps que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, je démissionnais. " Sa participation au groupe fût très limitée puisqu'il fut incarcéré très vite pour trois ans par le RUC à cause de ses liens antérieurs avec l'I.R.A. Il révéla que des ventes de journaux avaient lieu dans les bistrotts situés autour de Lower Falls, Sandy Row, le Shankill et dans Belfast Est, qu'elles étaient en général fructueuses en dépit de bagarres occasionnelles.

Bob révéla que parallèlement aux ventes dans la rue, existait une alternative politique. qui consistait en l'organisation de meetings ou de conférences. Un certain nombre de ces meetings eurent lieu, pendant la guerre, dans le centre de Belfast, dans la salle Locarno du Grand Hôtel Central, avenue Royale. Leur but était de faire de la publicité à l'organisation et de recruter de nouveaux membres parmi les travailleurs. Dans une certaine mesure, ce but fut atteint. En effet, ces meetings furent l'occasion, pour bien des personnes, de prendre le premier contact avec le mouvement. L'affluence à ces réunions variait. Jim Hanna, Jim McLean, Jim Truesdale et John Gunn faisaient en général parti des fidèles, au même titre que Tom et Elie Armstrong. Quinn disait : " Il y avait toujours trois ou quatre d'entre nous aux meetings, les autres ne venaient pas à chaque fois. "

Eric Thompson, clerc de notaire, avait été recruté au début de l'existence de l'organisation. Il avait été recruté par la Section Générale des Jeunes du Labour Party de l'Irlande du Nord<sup>1</sup>, tout comme l'avaient été Jack McDowell et Hanna avant que les Armstrong ne le rencontrent. Le groupe comptait sept autres

membres, anciens amis d'Elsie avant qu'elle quitte Belfast pour Londres. Ils avaient (avec Thompson) été actifs dans l'organisation de l'auberge de jeunesse. A ce niveau, il était traditionnel, pour les jeunes membres du parti ouvrier, d'aller en vélo ou en stop dans des petites villes et des villages du Nord, pour tenter de recruter.

Quinn relate qu'en même temps que les meetings en salle, le groupe tenait des meetings dans la rue. Habituellement, ces meetings avaient lieu sur les marches du bâtiment de la douane, en bas de la ville, près du lieu où accostaient les bateaux. Le PC, comme les autres partis, faisaient des meetings de rue depuis le début des années 30. Le bâtiment des douanes était un bon lieu de rendez-vous car situé sur la principale route menant à l'est de Belfast. A cause de la guerre, ce lieu perdit de son intérêt pour tenir de tels meetings. Le bombardement de Belfast par les Allemands, en 1941, détruisit une partie du centre ville. Le chantier (créé par le bombardement) situé au carrefour entre High Street et Bridge Street fut adopté comme lieu de meetings par les trotskistes ainsi que par d'autres organisations. Le dimanche, c'est là que se tinrent les meetings trotskystes au cours des six années suivantes, avec un public régulier de 200 personnes attentives. A cette époque où la télévision n'existait pas, se promener et aller écouter des conférences dans la rue étaient des distractions peu onéreuses et les meetings de rue avaient beaucoup de succès.

Le but recherché lors de ces meetings était, à l'évidence, de faire connaître le groupe et de recruter. Au cours d'un de ces meetings, Bob Armstrong, qui parlait des lotissements infestés de rats de Carrick Hill, montra un rat (en cage) capturé dans ce quartier pour prouver ses dires. Comme d'habitude, il y avait parmi les assistants les membres de la Special Branch de la RUC, Mooney et Morwood.

Parallèlement aux meetings de rue, et à la vente à la criée, Armstrong dirigeait aussi le CYS, le NILP et des conflits du travail. En dépit du gouvernement, les grèves se prolongeaient, les patrons et le P.C. d'Irlande du Nord<sup>2</sup> unis au moins au niveau national pour faire échec aux fascistes et défendre l'Union Soviétique. Dans l'édition du *Socialist Appeal* de novembre 1942, Armstrong fit paraître une explication d'une discussion très importante impliquant deux mille travailleurs de construction mécanique. Cela débuta lorsqu'il fut décidé qu'une équipe travaillerait le dimanche afin d'augmenter les salaires et d'alimenter la production pour la guerre. La direction répondit que ce ne serait pas rentable et en conséquence, ferma les portes de l'usine. Quand les ouvriers arrivèrent le dimanche matin, deux délégués syndicaux furent arrêtés ce qui donna lieu à une grève pour la défense du syndicat.

Alors que le CPNI était accaparé par la tentative de résolution du conflit, les trotskystes décidèrent d'intervenir en faveur des travailleurs. Ils distribuèrent

une copie de la brochure publiée par les camarades londoniens (grâce à l'attention que le gouvernement "impartial" apporte aux détails, nous en possédons une copie qui était conservée dans les dossiers du Cabinet Office de l'Irlande du Nord). Il y est stipulé : "La Russie doit-elle être défendue ? Comment ? En renonçant aux grèves et en acceptant le programme des patrons comme l'exige l'ancien PC ? Non. Il est possible que les travailleurs acceptent d'arrêter la lutte des classes mais les patrons ne l'accepteront pas. Si nous sacrifions nos droits au nom de "la paix de l'industrie" ou pour "la défense de l'Union Soviétique", ils deviendront plus audacieux dans leurs empiètements et le fascisme en résultera. L'Union Soviétique sera alors réduite en miettes. Si nous ne pouvons pas défendre nos droits syndicaux alors il est clair que nous ne pouvons défendre l'Union Soviétique. Seule la classe ouvrière au pouvoir peut sauver l'Union Soviétique. Il n'y a qu'en nous défendant sur le front de la lutte de la production industrielle que nous pouvons nous préparer pour l'exercice du pouvoir politique".

Le dépliant prenait la défense de trois des cinq exigences des grévistes, combattant les deux dernières qui exigeaient une collaboration entre les classes pour accroître la production au lieu d'augmenter le contrôle sur les travailleurs, dans toutes les questions importantes, cet arbitre "impartial" s'avéra être un homme du patronat. Dans une société de classes, il n'y a pas de juges impartiaux.

## **La Section centrale des Jeunes (CYS)**

Vers la fin des années 30, il y eut un accroissement du nombre de soutiens au NILP. Une des conséquences en fut l'émergence de la CYS (émanation des Jeunes Socialistes de Belfast). Au moins cinq de ceux qui furent impliqués dans le mouvement trotskyste ultérieurement faisaient partie de la CYS. Il s'agit de McLean, Hanna, McDowell, Thompson et Betty Graham.

D'après McDowell, il s'agissait du meilleur groupe de jeunes qui ait existé en Irlande depuis longtemps Les locaux se trouvaient dans le bas de Ann Street près de Queens Bridge. Alors que le public pouvait parfois se réduire à 30 personnes, il prétend que la moyenne approchait 100 personnes. Le CYS était un groupe actif organisant des réunions politiques pour lesquelles l'un d'entre eux préparait une intervention avant de lancer le débat. Hanna avait été élu secrétaire assistant pour son premier meeting, avec le soutien de Harry Midgley Junior, fils du chef du Parti et ami de McDowell.

Cette petite organisation de jeunes socialistes attira l'attention de la Ligue des Jeunes Communistes. Jimmy Cosby, plus tard un des chefs du syndicat officiel et représentant des staliniens, était membre de son comité. Après une période d'activité et de discussion, le noyau du CYS tomba sous l'influence des staliniens. McDowell affirme :

“ Je ne pouvais déterminer, au niveau idéologique, ce qui nous différenciait d'eux, je ne pouvais distinguer de question politique fondamentale dans lesquelles nos conceptions divergeaient. En fait, nous nous retrouvions constamment unis dans l'action ”.

Au début des années 40, la direction du NILP, surtout Harry Midgley, devint de plus en plus sectaire et pro-unioniste (et ce ouvertement). Le CYS se dressa contre cette évolution et McDowell raconte que, sous des prétextes quelconques, tous les membres du CYS, même le jeune Midgley, furent suspendus du NILP. En fin de compte, le NILP forma un nouveau CYS sous son contrôle. Logiquement, les camarades y adhérèrent. Le groupe continua à agir en toute indépendance après sa dissolution et même alors que l'influence des staliniens y était accrue. Finalement, la gauche du mouvement démissionna lorsqu'on présenta une motion demandant une modification de la CYS, étant donnée l'évolution du mouvement. Cette motion prétendait que nous devrions nous impliquer dans des actions concernant la population de Belfast — par exemple, quels étaient les salaires des garçons de course des pharmacies ? Combien d'heures assuraient-ils ? Selon McLean, la direction du groupe était assurée par des individus de classe moyenne, appliquant un socialisme discret, chaleureux mais insignifiant. Lorsque cette motion fut soutenue par les staliniens présents, ceux qui étaient contre quittèrent la réunion. Parmi eux, Billy Kennedy et Harry Midgley Junior.

Après cela, on avait l'impression que la CYS et la ligue des Jeunes Communistes (YCL) étaient interchangeables. Hanna et McLean, en tant que membres de la CYS, pouvaient siéger “ dans la cour des grands ” au cours des réunions du PC afin de discuter de l'action à mener aux chantiers navals. Au cours de l'une de ces réunions, Andy Royd, l'un des futurs chefs de l'Amalgamated Union of Engineering Workers intervint ainsi :

“ Voulons-nous aider l'effort de guerre ? Oui. Une grève, quelle qu'elle soit, retarderait-elle cet effort de guerre ? Oui, certainement. Dès lors, sommes-nous en faveur de la grève ? Non ”

Hanna et McLean désapprouvaient cette intervention. Ils profitèrent de leur situation au sein du Apprentices Committee (dont Hanna était secrétaire) dans le chantier naval pour amener les apprentis à soutenir les travailleurs (chose assez rare car, en général, les syndicats ne prenaient pas en compte l'avis des

apprentis). A la suite de cela, le P.C. prit des mesures contre eux. Hanna décrit ainsi la scène :

“ Betty Sinclair m’emmena dans son bureau, me disant qu’elle avait entendu dire que j’étais associé avec la IV<sup>ème</sup> Internationale trotskyste, que je l’avais fait ouvertement et n’essayais pas de m’en cacher. Elle ajouta que j’étais supposé être membre du PC mais que je ne pouvais être membre des deux groupes à la fois. Peut-être n’a-t-elle pas prononcé le nom d’Armstrong mais elle m’a dit que j’étais exclu du PC à cause de mon association avec les trotskystes ”.

Hanna dit qu’il militait dans la CYS mais n’a jamais formellement rejoint le P.C. Mais depuis quand les faits renforcent staliniens et droitiers chassant les trotskystes ? Afin d’étayer ses accusations contre Hanna et MacLean, le P.C. se tourna également contre eux dans la CYS. Hanna avait la responsabilité d’une petite somme appartenant au CYS ; 2 livres 10. Il en avait bêtement utilisé une partie, pensant la rembourser avant qu’on la lui demande en réunion. Le P.C. sauta vite l’occasion. Cosby réclama l’argent et comme il ne fut pas immédiatement mis à sa disposition, proposa l’exclusion d’Hanna de la CYS. Chassés du PC et de la CYS, c’est à cette période (1941) que Hanna et McLean rejoignirent vraiment la WIL au cours d’une réunion chez les Armstrong.

Etant donné l’importance dans l’histoire d’une orientation vers les jeunes pour la construction d’une organisation révolutionnaire, l’organisation persista à considérer le Labour Youth Organisation comme une réserve de membres potentiels. Betty Graham affirme que, lorsqu’elle rejoignit la CYS en 1945 ou 46, elle rencontra les trotskystes et adhéra à la IV<sup>ème</sup> Internationale. Elle venait d’un milieu protestant et son évolution politique dénotait une confusion due aux retournements successifs d’idées du sectarisme. Son éducation politique fut assurée par une tante et un oncle qui lui apprirent non seulement *Le drapeau rouge* mais aussi la chanson loyaliste *The Sash* et l’hymne républicain *Kevin Barry*.

## **Le travail au sein du L.P. irlandais du Nord**

Alors que des preuves concrètes de leur culpabilité n’avaient pas encore été trouvées, en l’occurrence des comptes rendus des meetings, etc. Hanna se souvient de la participation active de Bob et Elsie Armstrong au L.P. de Belfast Est dès le début de la guerre. Les Armstrong habitaient avec la famille d’Elsie dans la rue Cregagh dans Belfast Est avant de déménager dans un lieu qu’ils étaient seuls à occuper dans Belfast Nord, au début 1943. Il raconte qu’Elsie écoutait les discussions tout en tricotant. Elle intervint un certain nombre de fois pour s’opposer au travail à la pièce parce que cela semait la zizanie. Pendant la guerre en effet, une majorité de la main-d’œuvre restait payée à l’heure alors que

le personnel de Shorts était payé à la pièce avec un système de bonus. Vue l'exigence de la production de guerre, les travailleurs du Shorts finirent par toucher des salaires situés entre 150 et 200% de ceux de l'industrie.

Bob Armstrong écrivait, dans le numéro du *Socialist Appeal* de mai 1942 qu'il devait y avoir une enquête sur les communistes et les sympathisants communistes membres du L.P. de Belfast et qu'un rapport paru dans le *Times* nous désignait sans aucun doute possible. Cette plainte pouvait avoir un lien avec les résolutions (comme celle figurant ci-après) votées par le L.P. de Belfast Est le 25 mai 1941 et publiées dans l'édition du juin 1941 du *Socialist Appeal*.

*A tous les travailleurs de Belfast.*

Les dirigeants de Stormont exigent l'instauration du système de la conscription afin de les soulager de leurs problèmes de chômage et de façon à utiliser de la main d'œuvre féminine, inorganisée, pour affaiblir le syndicalisme.

“Les appelés, contrairement aux volontaires, verront leur emploi sauvegardé” disent-ils. Dès lors, le chômage de 7 millions de personnes dès le retour à la paix fut prévu par Greenwood et le Conseil des Ministres. L'explosion de joie due à la guerre prendra fin. Victorieuse ou non, la Grande-Bretagne, au sortir de la guerre, aura perdu la plupart de ses territoires d'avant-guerre et ses marchés Sud-américains au profit des Etats-Unis. Le commerce extérieur aura diminué et on aura besoin de peu de bateaux. Dans ce cas, comment les dockers, par exemple, pourront-ils réintégrer leur emploi ?

Ici, le gouvernement britannique joue avec l'idée de conscription afin d'intimider l'Eire et de l'amener à abandonner les ports ou à noyer l'Irlande dans des luttes internes et par “la pêche en eaux troubles”. L'impérialisme britannique et le gouvernement fantoche de Stormont, porteront seuls la responsabilité des dissensions qui en découleront, quelles qu'elles soient.

Nous sommes contre la conscription des travailleurs par le Capital, qu'elle ait lieu sous couvert du drapeau rouge ou sous celui de l'Union Jack. Le droit de commander aux travailleurs doit appartenir aux travailleurs eux-mêmes et à eux seuls. Aussi longtemps que les moyens de production appartiendront aux exploités et tant que la fonction publique et les forces armées seront commandées par leurs représentants, nous serons opposés à la conscription. Selon nous, le critère de classe est essentiel. La question est la suivante : la conscription de qui ? par qui ? et à quelles fins ? Une Grande-Bretagne ou une Irlande socialistes auraient probablement besoin de la conscription pour combattre le blocus ou l'intervention du Capital mondial mais alors il s'agirait d'une organisation de producteurs car il n'existerait aucune classe parasite pour opprimer ou exproprier.

Il est vrai que les travailleurs britanniques ont subi la conscription mais cela avait débuté avant la guerre. Lorsque les travailleurs des deux côtés de la Manche auront ouvert les yeux sur la mauvaise gestion et la rapacité de l'impérialisme britannique, il deviendra honteux d'obéir comme des moutons. La classe laborieuse, indépendante et confiante en elle, doit mener la lutte contre la conscription.

L'effondrement futur de l'industrie, après la guerre, amènera les capitalistes d'où qu'ils soient à se tourner vers le fascisme. Accepter passivement la conscription aujourd'hui créerait l'habitude de capituler à l'avance. Cependant, ne sommes-nous pas opposés à la victoire d'Hitler ? Si. Nous sommes contre les "Hitler" de tout bord, même ceux de chez nous. La seule voie pour vaincre le fascisme réside dans la victoire sur le capitalisme impérialiste lequel engendre le fascisme. Les capitalistes (voyez Vichy) nous livreront à Hitler, ou bien s'efforceront de nous imposer leur propre forme de d'hitlérisme quand ce sera leur intérêt de le faire. Ecraser d'abord l'hitlérisme chez nous. Exiger le contrôle des banques, des usines et des forces armées par les travailleurs. Jusque là, front militant de classe contre la conscription."

## Répression

Un trait de la vie politique à Belfast était la répression de plus en plus courante de la police et des employeurs. Bob Armstrong décrivait les dernières attaques en mai 1942 dans *Socialist Appeal* :

" Nous avons été récemment soumis à une campagne de menaces et d'intimidation tant de la part du Home Office que des stalinien. Mon interrogatoire au Département des Crimes spéciaux a eu des aspects fantasmagoriques : "Essayez-vous de briser le pacte anglo-soviétique ? Considérez-vous comme légal le gouvernement stalinien ? N'êtes-vous pas en train d'essayer de provoquer des troubles dans le parti communiste ?" Des lettres anonymes étaient la dernière tactique "Cinquième colonne, attention ! Le gouvernement vous surveille". Nous prévoyons que la prochaine étape sera la lettre aux employeurs "

Le nombre de questions posées à Armstrong sur son opposition à Staline montre que la position antiguerre doit avoir eu un certain impact à une étape où le CP d'Irlande du Nord soutenait pleinement la guerre et demandait aux travailleurs la productivité maximale.

La prédiction sur la lettre aux employeurs se révéla exacte plus tôt que prévu lorsque commença à la fin de 1942 une campagne soutenue de harcèlement. Un camarade qui était très enthousiaste, travaillant vite et bien, est devenu infirme à cause de la persécution. Ce rapport continue en disant que l'organisation de Belfast avait l'intention de soutenir les membres frappés jusqu'à ce qu'ils trouvent le moyen de gagner de l'argent : ainsi la WIL lança un Fonds à Belfast qui recueillit £ 56.6s/6d/, environ six mois de salaire pour le camarade apprenti. Ils étaient optimistes quant aux possibilités de le faire réintégrer au travail et ne pensaient pas qu'il serait facile, pour quelqu'un qui était ainsi frappé de discrimination, de trouver du travail ailleurs à Belfast.

Ce membre, comme un certain nombre d'autres, d'Irlande du Sud, était venu au Nord quand l'industrie s'était répandue pendant la guerre et il fut " privé de son emploi à la suite d'une entrevue avec la police " : " Il obtint un autre job

dans une autre usine de Belfast. Avant d'avoir commencé à travailler, il reçut une lettre lui disant que, du fait d'une "réorganisation", on n'avait plus besoin de ses services ". Il est clair que la police avait informé ses employeurs qu'il était " indésirable " et l'empêchait de trouver du travail en Ulster pour l'obliger à s'en aller.

A quelques jours de cet incident, il y eut un nouveau tour de vis avec l'arrestation de Pat McKeivitt, un plombier qui travaillait chez Harland et Wolffs. Le numéro de février 1943 de *Socialist Appeal* donne des détails sur McKeivitt. Il avait été membre du Comité de district de Dublin des plombiers, gaziers etc. Pendant une grève de la construction, il avait assuré pendant neuf mois un service de piquet. L'été précédent, il était l'un des dirigeants d'une grève à une entreprise de construction de Crumlin pour défendre les droits des délégués. McKeivitt fut arrêté le 29 décembre, interrogé sur ses activités politiques bien qu'il n'ait jamais été membre d'un autre groupe que le WIL.

Pendant sa détention, ses camarades organisèrent un comité pour sa libération et demandèrent un soutien de l'organisation britannique qui répondit par un appel à ses membres et aux autres groupes de gauche. Dans le cadre de cette campagne, Armstrong écrivit aux conseils syndicaux de Belfast and Dublin, demandant à être entendu pour parler de ce cas évident de persécution. Dans sa lettre, Armstrong soulignait que McKeivitt était un syndicaliste, membre de la section irlandaise de la IVe Internationale et n'avait aucun contact avec un mouvement illégal.

Le 8 janvier 1943, le *Belfast Telegraph* fit paraître cet article : Mademoiselle Betty Sinclair, proposant de ne pas recevoir la délégation, fait savoir qu'elle a compris que l'intention des autorités était d'envoyer McKeivitt au-delà de la frontière. Le mouvement trotskyste s'opposait à l'effort de guerre et à sa politique qui n'allait pas en faveur de la classe laborieuse. Cette attitude désagréable et typiquement stalinienne mit fin à la discussion et le comité de libération se vit refuser l'autorisation de prendre la parole au meeting. Vu la tournure des choses, Armstrong n'eut pas la possibilité de s'adresser aux membres du meeting eux-mêmes, comme cela sera expliqué plus loin. Cela s'avéra tout à fait exact lorsque dans son numéro de février 1943, le *Socialist Appeal* assura que les renégats en politique, à la direction du " Parti Communiste " (ou appelé tel) d'Irlande avaient participé en tant qu'indicateurs et informateurs. Pendant la guerre, l'IRA fit également des allégations quant à des liens existant entre le PC et le RUC<sup>3</sup>.

Comme cela avait prévu par Sinclair, McKeivitt fut effectivement expulsé. Il est intéressant de noter que son expulsion eut lieu avant même que sa femme, le comité de libération, son avocat n'en soient informés. Les staliens avaient vraisemblablement davantage de liens avec la Special Branch que n'importe qui.

Afin de maintenir la pression, le RUC arrêta Bob Armstrong le 6 janvier et l'emprisonna 18 jours à la prison de Crumlin Road sous le coup du Special Powers Act. L'arrestation eut lieu alors qu'il distribuait des tracts contre le Special Powers Act et contre la détention de McKeivitt. Pendant sa détention, Armstrong eut un certain nombre de conversations avec des membres du mouvement républicain, lequel apporta son aide au cours du développement ultérieur de l'organisation. A la suite de cette arrestation, l'organisation éleva une série de protestations tant locales qu'internationales, télégraphiant au Ministère de l'Intérieur à Stormont, etc. Un des députés de l'Independent Labour Party promit de soulever le problème à Westminster lors de la session suivante, à condition qu'il puisse siéger. Le numéro du *Socialist Appeal* de février 1943 annonça que la campagne de libération avait le soutien de la WIL, du mouvement des travailleurs irlandais au chômage, du Parti Socialiste du Nord de l'Irlande et de Paddy Agnew, un membre du parlement, Aneurin Bevan. Un autre membre du parlement de gauche du Labour prit fait et cause en sa faveur et protesta auprès du Ministère de l'Intérieur à Westminster. Millie Lee, la secrétaire effective de la W.I.L. en Grande-Bretagne écrivait le 30 janvier 1943 :

“ Grâce à la réaction massive des travailleurs militants tant dans ce pays qu'à Belfast, qui ont envoyé au Premier Ministre de l'Irlande du Nord des résolutions et ont fourni une aide financière, le résultat escompté à été obtenu : Armstrong a été relâché ”.

Ce fut une explosion répressive plutôt concentrée, mais elle ne se termina pas là. Pendant toute l'existence du groupe de Belfast, il fut soumis à une attention régulière avec des officiers de la Special Branch assistant aux meetings politiques, des raids sur les bureaux, des arrestations de membres, etc. La répression eut des effets importants sur l'organisation, dans la mesure où au moins un des camarades fut expulsé et quelques autres chassés de toute activité. Quand Armstrong fut relâché de la prison de Crumlin Road, les seuls membres actifs étaient lui-même, Elsie et Thompson. Au début de 1944, Thomson avait quitté le groupe, bien qu'il y revint plus tard plus tard, quittant finalement après le bombardement atomique d'Hiroshima, parce qu'il pensait qu'un tel événement excluait la révolution socialiste. Dans un article ultérieur dans le numéro de mi-février-mi-mars 1943 de *Workers International News*, Armstrong expliqua sous le titre “ Pourquoi les trotskystes sont-ils sous le feu ? ” :

“ Le mouvement trotskyste n'a pas été sélectionné en raison de sa petite dimension, mais parce que son programme fait peur. Un mouvement qui menace de perturber le conflit de caste, sur lequel le régime Stormont repose de façon précaire, est ce qu'il y a le plus à craindre. Le régime Stormont redoute non pas une alliance entre l'IRA et les trotskystes, mais le passage des prolétaires de la glorieuse Fall Road de l'utopisme de l'IRA au programme socialiste révolutionnaire.

C'est pour cela que nous n'exigerons pas qu'on se plie aux illusions de l'IRA ou de toute autre organisation qui se tient à l'écart et qui est opposée au programme de la classe ouvrière révolutionnaire. Nous n'avons pas besoin des griffes du chat. Nous nous tournons vers la jeunesse ouvrière indomptable de Fall Road et nous essayons de la gagner non en nourrissant des préjugés dépassés, mais en proclamant la puissance des méthodes prolétariennes de lutte contre vous et votre classe. La section irlandaise de la Ligue ouvrière internationale exige 1) la libération ou le jugement des internés 2) l'abrogation de l'Acte sur les Pouvoirs spéciaux, 3) un front unique de toutes les organisations ouvrières contre l'autorité arbitraire de la police."

Quelques mois après cet incident, il y eut une autre arrestation dans Ann Street, au centre de la ville, alors qu'un des camarades vendait des journaux. Il utilisait une affiche avec le mot d'ordre " Churchill roule les Russes ", quand une conservatrice bourgeoise s'en offusqua et appela la RUC. L'homme de la RUC menaçait de lui briser le dos, le frappa à la tête, lui cassa la mâchoire etc. Le rapport continue en disant que la majorité de la foule était indignée du comportement du flic. L'affiche fut saisie et le vendeur conduit à la caserne de la rue Chichester.

## Dublin

Avec le départ de quatre des membres de la délégation WIL revenant à Londres, l'organisation de Dublin au début de 1940 était composée de Trench, Daly, Noonan, Byrne et peut-être un ou deux autres jeunes ex-Républicains, bien que Byrne, finalement, fut prompt à suivre les autres en Angleterre. Dans une lettre de 1940, Trench écrit :

" Votre absence nous a bien entendu porté un rude coup, mais elle est en même temps un avantage parce qu'elle nous fait nous impliquer de plus en plus dans les questions où nous pouvons le faire sans votre aide et ainsi au bout du compte nous conduira à une activité saine que vous pourrez accroître quand vous reviendrez ".

Après le départ de la délégation britannique, Trench et les autres à Dublin se mirent d'accord et achevèrent presque une édition de *Socialist Appeal*, mais ils décidèrent ensuite de ne pas produire un mensuel régulier, mais, à la place, une série de brochures. Ils annoncèrent, dans le numéro suivant, des plans pour les brochures qui semblent avoir été abandonnés.

Malgré la perte de ces membres expérimentés, le groupe de Dublin se développa rapidement, surtout à l'intérieur de l'Irish Labour Party et chez les chômeurs. Le numéro du 20 avril 1940 de *Torch* contenait des matériaux de Thomas Reilly, secrétaire du Mouvement des ouvriers chômeurs (DWUM) de Dublin sur l'organisation des chômeurs. Il écrivait que les chômeurs doivent trouver le milieu des travailleurs organisés et que les tâches de son DWUM

exigeaient “ un programme de revendications minimales qu’il faut préparer et auxquelles il faut adhérer ; il fait faire face à toute tentative d’utiliser les chômeurs contre les ouvriers en grève, car l’unité est la première et essentielle condition. Nous lançons un appel aux chômeurs encore inorganisés pour qu’ils nous rejoignent immédiatement et nous aident à mener une lutte unie. ”.

Comme le dit un article du début de 1940, “ cette organisation s’est déjà emparée de la rue et mène une politique vigoureuse pour le travail complet ou le soutien complet. Ils combattent activement la politique bourgeoise du “diviser pour régner” et leur objectif est l’unité entre travailleurs qui ont un emploi et travailleurs sans emploi ”.

Toute cette activité a pris place à une étape où le gouvernement se préparait à imposer des schémas de travail donnant droit à un peu d’argent. En protestation, le DUWM a conduit un certain nombre de manifestations en avril 1940. Trench donnait un exemple de l’attitude du gouvernement à l’égard de ces manifestations :

“ Les réunions du DUWM furent interdites deux jours de suite. Le second jour, incapables de tenir leur réunion ils se rendirent rue Connell devant le monument à Parnell et commencèrent un grand tour après lequel ils y revinrent, mais de l’autre côté. A leur arrivée, ils furent attaqués sans provocation par les Gardes et quelques-uns furent sévèrement battus. Les suivants furent arrêtés : T. Dunne, Steve Daly et Tommy (WIL), et conduits à Bridewell. On suppose qu’ils vont probablement être accusés d’offenses contre l’Acte d’Etat ”.

En fait ils furent brièvement internés à Curragh. Dans le numéro du 11 mai 1950 de *Torch*, il y a un article sur la période que nos deux camarades ont passée à Curragh. Il dénonce quelques-uns des éléments arriérés du mouvement républicain. Certains d’entre eux menacèrent Dunne et Daly avec violence, ce qui provoqua leur isolement. Le journal disait que le meilleur remède à cet effet serait une dose d’écrits de Connolly, qu’ils devaient lire les brochures disponibles de lui. Trench continue : “ L’agitation du DUWM centrée autour de la nouvelle création de camps de travail sur les champs de course ” aboutit au retrait de ce plan par le gouvernement, parce que les chômeurs, contre les brimades et malgré elles, refusèrent d’y aller. Outre cette agitation victorieuse, le groupe travailla aussi à l’intérieur du Labour Party. Rayner Lysaght rapporte que Trench avait été secrétaire de la branche de Pearse Street au moins en novembre 1939. Dans une discussion entre Byrne et Lysaght, Byrne dit qu’il appartenait à la même branche. Tommy Reilly fut le premier secrétaire de la branche de Crumlin qui se tint généralement tout à fait à la gauche du parti. Soit dit en passant c’est également à Crumlin que les partisans du *Militant* gagnèrent leur première base dans la région de Dublin dans les années 70

D'autres détails de cette activité sont donnés dans le document de Lysaght, avec malheureusement une circulation limitée en 1981 comme bulletin d'éducation de la démocratie populaire. Il écrit : " en pratique, les trotskystes de Dublin étaient militants ". Entre autres exemples, il cite leur rôle important dans l'opposition à la législation antisyndicale de Fianna Fail, qui aurait porté atteinte au droit de construire des syndicats, en même temps que de nombreuses restrictions à leur activité. A travers la lutte contre ces lois fut mis sur pied un Conseil d'action et quoique les dirigeants s'empressèrent de le quitter après le premier succès, l'IWL de Dublin le maintint pour un temps pendant lequel il mena l'agitation sur des questions comme le logement.

L'activité au sein du Labour Party peut être saisie dans les rapports aux conférences annuelles. Dans ces conférences, Trench Lysaght rapporte :

" Les luttes politiques de Trench incluait une série de motions proposant l'échelle des salaires, des mesures de nationalisation, et la disparition, sous la pression cléricale, de la république ouvrière comme objectif constitutionnel du parti ".

Dans sa position sur la guerre, Trench plaidait pour une conception de la neutralité irlandaise comme geste positif contre la guerre. Il insistait pour que le Labour irlandais utilise la position des 26 comtés comme base à partir de laquelle contacter les mouvements de résistance à l'Axe et les mouvements anticoloniaux dans les domaines des impérialistes " démocratiques ". En 1941, Trench convainquit la conférence du Labour Party d'adopter une motion générale sur la neutralité positive à laquelle seuls s'opposèrent William O'Brien et trois autres. L'année suivante, une motion analogue plus détaillée fut écrasée.

La branche locale de la WIL fut affectée par le permanent problème de l'émigration. Des leaders mentionnés, deux au moins sont partis travailler à Belfast à la fin 1942 ; Byrne est parti lui aussi à Londres, par Liverpool. Il est resté actif dans la WIL jusqu'à son expulsion d'Irlande au début 1945, quand il recommença à travailler avec l'organisation irlandaise. Tommy Reilly, le " dernier camarade restant de l'exil ", revint en Angleterre en octobre 1941.

A la fin de 1942, le groupe de Dublin était tombé très bas, à un niveau où ses membres n'étaient plus qu'un groupe comprenant Paddy Trench, toujours très malade de sa tuberculose, Steve Daly et " Jim Kelly ". Les réunions de branche se tenaient dans les locaux du syndicat des chauffeurs Hardinger Street. Merrigan, qui devint plus tard président du Congrès Irlandais des syndicats, fut gagné à la cause par Bob Armstrong qui le rencontra dans la maison de Mme Flannagan-Monks à Crumlin en 1941. Flannagan-Monks avait une solide histoire politique, ayant été impliqué dans la résurrection de l'Armée des Citoyens irlandaise (ICA) dans les années 30. L'ICA était née à l'origine de l'aile gauche du mouvement républicain dirigée par John Price et Nora Connolly

O'Brien. Flannagan-Monks avait milité dans le groupe Trench et était alors dans l'Irish Labour Party.

Dans une entrevue avec Sam Bornstein en 1974, Merrigan donna une idée de cette activité :

“ Les ventes du journal étaient limitées. En ce sens que nous n'avions que quatre à cinq personnes engagées à tout moment dans la distribution et la vente. Nous vendions probablement environ une centaine d'exemplaires par mois. C'était le *Socialist Appeal*. *The Militant* était plus rarement reçu, du fait du transport par mer et du courrier. Mais *The Militant* était vendu apparemment parce que journal américain, et tout ce qui avait un peu de ça attirait l'imagination du peuple irlandais plus qu'une publication britannique. ”

Dans une lettre ultérieure du début 1943, de “ Joe ”, il est fait référence à des problèmes de la branche de Dublin. Il dit :

“ C'est une surprise pour notre organisation centrale que Paddy Trench soit encore membre du groupe. Nous avons l'impression qu'il nous avait quittés pour une longue absence ”.

Joe continue en écartant une proposition de quelques jeunes camarades de quitter la branche et de créer un groupe à part :

“ Même si toutes leurs critiques sont justes, ce serait la position la plus nuisible pour nos jeunes camarades que de commencer par une scission. Plutôt le processus difficile d'essayer d'unifier et de travailler avec un groupe middle class qui est sur le même programme, que de commencer un groupe depuis le début ”.

Tandis que Joe avait des problèmes avec Trench, il voulait personnellement continuer à travailler avec l'ensemble de la branche, leur donnant les contacts qu'il avait, et arrangeant, pour eux la question de se procurer des papiers britanniques.

## Des Trotskystes à Curragh ?

Un des rares comptes rendus publics accessibles des origines des trotskystes irlandais est donné dans une partie du livre de Mike Milotte, *Communism in Modern Ireland*. Il assure que le plus important des groupes de partisans trotskystes en Eire a été composé d'hommes de l'IRA internés au camp d'internement de Curragh et qu'ils y dominaient numériquement les staliniens. C'est une grosse exagération.

Milotte cite comme un des membres du groupe Eoin McNamee. A l'origine de Broughdearg, il militait déjà dans l'unité locale de l'IRA à seize ans. Comme il n'arrivait pas grand chose, ni politiquement, ni autrement, il émigra à Londres. En 1935, à 17 ans, il commença à s'intéresser au socialisme. Il se fraya un chemin dans le Congrès républicain, alors actif à Londres. La direction londonienne comprenait Michael Kelly, Charlie Donnelly (tué en Espagne en combattant dans les rangs républicains), Sean Mulgrew et Tommy Patton.

Pendant ce temps, à Londres, McNamee obtint une position importante avec l'IRA dont il fut à différents moments, l'officier de renseignements et adjoint au Bataillon, tout en conservant des liens avec le mouvement socialiste. Dans une lettre à Haston datée du 19 septembre 1945, Byrne disait que " le lad McNamee dit qu'il croit avoir été avec vous à Londres ", un souvenir qu'il répéta quarante ans plus tard. " A Londres, il rencontra Jock Haston et Ted Grant. Je ne sais pas s'il adhéra ou resta sympathisant ".

McNamee était de retour en Irlande début 1940 au plus tard et fut nommé Operations Officer, bien qu'un peu plus à gauche que les gens habituellement apolitiques de Belfast. Il fut nommé Quartier Maître Général à la conférence de l'Armée en décembre 1941 et fut pendant peu de temps chef d'état-major avant d'être enlevé et interné le 23 mai 1942. Il prit contact avec la WIL en écrivant à *Socialist Appeal* et *Workers International News* A travers 1942 et 1943, plusieurs lettres dans ces journaux demandaient des abonnements, commandaient des brochures, etc. Bien qu'il y eût des liens physiques entre les internés et l'organisation, il n'alla pas plus loin. Byrne a dit à l'auteur :

" Ils se considéraient probablement comme trotskystes par opposition aux staliniens. Eoin me dit qu'ils avaient eu de grandes discussions sur le stalinisme, le trotskysme, etc. à Curragh.

" *Alors ils étaient sympathisants ?*

— Exact, nous n'avons aucun membre là.

— *Quelqu'un du groupe s'y est rendu pour les rencontrer ?*

— Non, nous n'avons rencontré qu'Eoin, à sa sortie. "

Jim Savage, un interné de l'époque, participait au groupe d'études Connolly. Il fut commencé par Neil Gould, et y participa aussi Michael O'Riordan, longtemps leader du PC. Savage disait que le groupe Connolly avait une vingtaine de membres. Savage dit : " Autant qu'on puisse le voir, ils ont donné aux staliniens un bon cours pour un penny ". Bien qu'ils aient eu des sympathisants, il semble bien qu'aucun d'entre eux n'ait été engagé dans le mouvement trotskyste après leur libération.

Alors que Milotte semble bien avoir cédé à la tentation de saisir les maigres éléments d'information et de faire de ces sympathisants un groupe trotskyste, quelques staliniens ont donné dans l'autre extrême et ont essayé de nier l'existence de liens entre le mouvement trotskyste et une partie des prisonniers.

Savage écrit que " McNamee ne fut jamais de gauche, d'abord, et ensuite ne montra jamais d'intérêt que pour le mouvement républicain ". Savage exclut aussi tout débat sur l'Union soviétique et poursuit en disant que les staliniens pensaient qu'il " leur incombait de soutenir l'effort de guerre, ce qui ne se passait pas très bien avec les vieux Républicains d'Angleterre qui combattaient du même côté que l'URSS. " C'est de toute évidence une exagération, car un certain nombre de sources lient McNamee à des groupes socialistes à Londres et Dublin, en même temps que des preuves écrites montrent les liens entre les journaux du mouvement et les internés.

Les liens en ce cas ne sont qu'un seul exemple des endroits où les trotskystes irlandais, à cause de leur opposition déterminée à l'impérialisme, la répression, etc. ont été capables d'influencer certains membres du mouvement républicain, une chose que montrent plus clairement encore les développements à Belfast à la fin de la guerre.

## Les Indépendants de Cork ?

Eamon Corcoran, un Républicain proche de l'organisation à Dublin, a dit à Jim Monaghan qu'un groupe de trotskystes s'était développé de façon indépendante à Cork.

Ce groupe était centré autour d'un marin américain qui s'appelait Carroll, qui navigua sur le *City of Vancouver* jusqu'à Cork. Il était probablement membre de l'American Socialist Workers Party, puisqu'il vendait *The Militant*. Corcoran dit que son groupe compta jusqu'à dix personnes, mais s'effondra avant la fin de la guerre. Bien qu'aucun des survivants de Dublin ou Belfast n'en ait de souvenir, Bornstein et Richardson ont donné bon nombre d'exemples de militants dans l'armée, la flotte, etc. qui ont créé des groupes nouveaux, les ont liés à d'autres dans des Etats différents, comme l'Egypte, Israël, l'Italie,

l'Allemagne et l'Italie. Si un tel groupe est apparu, il n'a malheureusement pas réussi à établir des contacts nouveaux avec les autres camarades qui existaient dans le reste de l'île.

## Résurrection du mouvement

L'an 1944 fut celui d'une renaissance générale dans les fortunes du mouvement trotskyste, au Nord et au Sud. Au Nord, il y eut un certain nombre de développements importants sur le plan industriel, l'événement-clé étant la grande grève dans les chantiers navals de Belfast. Au Sud, il y a eu les développements dans l'Irish Labour Party et les syndicats. Les interventions combinées dans ces deux développements aboutirent à une croissance de l'organisation d'une poignée à une vingtaine environ en quelques mois.

Tandis que le CPNI donnait tout son soutien à l'effort de guerre, comme partie de la stratégie de défense de l'Union soviétique, les trotskystes continuaient à employer leurs arguments en faveur de l'indépendance de la classe ouvrière. Le résultat de cette approche fut qu'ils crurent que la lutte de classes ne pouvait pas être suspendue avant la fin de la guerre. Toutes les grèves qui se développèrent reçurent donc leur plein soutien.

Au cours de la guerre, des fractions de la classe ouvrière furent affectées par le *jingoism*, mais même en tenant compte de ce fait, la majorité continua à faire savoir que, tandis que les médias parlaient de " la nation ", etc. c'étaient les ouvriers qui étaient contraints à des sacrifices. Malgré la législation pour interdire les grèves, il s'en produisit beaucoup pendant la guerre. Le numéro de mi-avril de *Socialist Appeal* donne la liste des entreprises en grève ; à cette étape à Belfast, 4000 ouvriers des transports, dockers, peintres, soudeurs, forgerons, conducteurs de bus. Une des plus grandes fut celle des mécaniciens de 1944. Le 25 février, 500 monteurs se mirent en grève, réclamant une augmentation d'un shilling de l'heure, les rapprochant du salaire moyen de Shorts, l'autre grande usine. La direction syndicale tenta de retenir les ouvriers mais les délégués directement élus, surtout les membres du NILP, dirent que, tant que cette revendication ne serait pas satisfaite, ils mettraient toutes leurs forces à Belfast derrière ces hommes en grève.

Le 8 mars, il y avait 4 000 grévistes, devenus 22 000 le 22. Malgré la pression du CPNI et du Premier Ministre d'Irlande du Nord, Basil Brooke, qui qualifiait la grève d'"acte de sabotage", les grévistes tinrent et rejetèrent diverses formes de compromis. N'ayant pu mettre fin à la grève par la conciliation et des concessions mineures, le gouvernement décida de réprimer et arrêta les cinq délégués pour avoir organisé la grève. Comme les marxistes l'ont souvent souligné, dans les cas où l'intérêt matériel des capitalistes vient à être

menacé, la prétendue impartialité du système vole en éclats, puisqu'il soutient ouvertement les capitalistes.

Au tribunal, le juge, le major McCallum, dit : “ Les lois ont été enfreintes et cela délibérément, cyniquement et par calcul. Il n'existe qu'une réponse à ce sabotage : la prison ”. Et il condamna les cinq à des peines de trois à cinq mois de travaux forcés à la prison de Crumlin Road, dans le Nord de Belfast. On dit aux grévistes qu'ils pourraient être libérés sur parole et faire appel contre les sentences, mais James Morrow, le principal défenseur, refusa en leur nom, disant que c'était au gouvernement de prendre ses responsabilités, de les faire sortir et sinon, qu'il devrait supporter les conséquences de ce qui suivrait. Après la décision du tribunal, une énorme vague d'indignation souleva les travailleurs de Belfast. Pour augmenter leur pression, les ouvriers déclenchèrent la plus grande grève à Belfast depuis 1919. Entre les sessions du tribunal du lundi et du jeudi, le nombre de grévistes passa à plus de 40 000 mécaniciens, les autres catégories ouvrières apportant leur soutien.

Le CPNI s'était résolument opposé à la grève depuis le début et utilisa son influence à rechercher une solution au conflit. Dans la nuit du vendredi, ils réussirent à convaincre le conseil syndical de Belfast d'accepter de rapporter l'ordre de grève, en demandant aux délégués de signer leur demande de libération. Sous cette pression, les cinq signèrent, mettant ainsi fin à la grève.

La mobilisation industrielle massive avait contraint le gouvernement et les patrons à des concessions forcées. Les ouvriers obtenaient une augmentation hebdomadaire de 8 shillings par semaine dans le cadre de 27,5 % pour toute l'industrie. Les délégués gagnaient le droit de négocier les salaires et les conditions de travail, il ne devait y avoir aucune sanction ; ceux qui avaient été licenciés seraient réintégrés, et, lors de l'appel rapidement présenté, toutes les accusations furent abandonnées.

Le CPNI qui avait gagné un large soutien au compte de l'Armée rouge et du rôle de la Russie dans la guerre souffrit du fait de ses actions dans ce conflit. Les dirigeants du parti comme McCullough condamnèrent publiquement les grévistes et des membres du parti allèrent travailler — **ont fait les jaunes**. La nouvelle politique des staliniens les situait à côté de l'administration, en opposition aux syndicalistes.

De leur intervention pendant le conflit et à cause du sinistre rôle joué par les staliniens, le groupe trotskyste fut capable de recruter chez eux des nouveaux. Dans une lettre datée du 21 août 1944 à la section britannique de la Quatrième Internationale, Armstrong dit : “ Tous nos membres nouveaux viennent du PC, y compris Harry Beckett de Belfast Est, qui avait été un ardent jeune stalinien ”.

## Affiliations internationales

Depuis le début du mouvement trotskyste en Irlande, les membres irlandais furent effectivement membres du groupe britannique *Workers International League*, situation qui devait continuer jusqu'à ce que les camarades irlandais se séparent formellement pour fonder le parti socialiste révolutionnaire en juillet 1944. Les origines du RSP sont importantes parce qu'il y avait des divergences entre la WIL et le courant principal de la Quatrième Internationale, divergences qui affectaient l'attitude des dirigeants de l'Internationale à l'égard de ces camarades.

Bornstein et Richardson rejettent l'idée que la décision prise fin 1937 par les sections de la Revolutionary Workers League de faire scission et de construire la WIL, reposait sur des facteurs purement personnels, une allégation faite à la conférence de fondation de la IVe Internationale en 1938. On assurait qu'il y avait eu "une rupture avec toutes les pratiques antérieures et habitudes de travail, d'un style propagandiste à un style d'intervention directe à l'intérieur du mouvement ouvrier". Un des dirigeants de l'organisation rivale, la RSL, décrit ainsi l'organisation : "Ils avaient plus tendance à aller directement vers les ouvriers en général que vers les ouvriers appartenant à une organisation ; ils étaient préparés à aller vers les travailleurs sans appartenance — tout allait bien si vous aviez une carte syndicale." Lors de la scission, la WIL prit quatre branches de la RSL et un tiers de ses membres. Ils partaient avec une attitude positive et, au lieu de se replier sur eux-mêmes comme le faisaient les autres groupes, ils se mettaient sérieusement au travail dans la classe ouvrière. A la mi-1938, la WIL s'était constituée en sérieuse organisation en progrès, au-dehors de la RSL.

Du fait de sa petitesse, l'organisation ne put envoyer un représentant à la conférence de fondation de la IVe Internationale qui se tint à Paris en août 1938. Bien qu'incapables d'y participer, les gens de la WIL envoyèrent une carte à la Quatrième Internationale, demandant leur affiliation comme organisation sympathisante. L'hostilité de la direction de l'Internationale à l'égard de la WIL apparaît dans son refus de cette demande et le langage brutal employé avec la WIL. Cette attitude a survécu aux années. Quand les descendants politiques de ces gens publient les comptes rendus de la conférence de fondation, il ne produisent pas la lettre de la WIL, laissant subsister seulement la dénonciation par la direction, de ceux qui présentaient une version correcte des événements.

Etant donné le fait que la WIL était au-dehors de la IVe Internationale, il était inévitable que les discussions aient lieu dans l'organisation sur la façon de résoudre la question. Une tactique qui a été discutée avait l'avantage pour les

camarades irlandais qui étaient vraiment membres de la WIL de présenter séparément leur candidature pour l'affiliation à la IV<sup>e</sup> Internationale. Le raisonnement derrière cette proposition était que, si l'Internationale pouvait accepter la tactique de la WIL en Irlande, pourquoi ne pas l'accepter aussi en Grande-Bretagne et affilier la WIL elle-même ? La première application semble avoir été faite en 1940, selon une lettre du 16 juillet de Stuart (Sam Gordon) à Trotsky. Cet extrait dit : “ Le groupe irlandais, dont je vous envoie un exemplaire du journal, a demandé son affiliation. Nous aimerions avoir votre opinion quant à la procédure en pareil cas, surtout que nous n'avons jamais eu de contact auparavant et que nous ne disposons pas d'éléments détaillés concernant ce groupe ”. Stuart semble bien ici “ économiser la vérité ”. Le 15 mai 1940, Paddy Trench lui écrivait en réponse à une lettre antérieure du 20 avril. “ Dire qu'il n'y a pas eu de contact personnel est inexact ”.

La tactique employée a échoué comme on peut le voir dans cet extrait d'une lettre d'“ Eric Clapper ” (Sam Gordon), à cette étape le secrétaire en fonction de l'Internationale citait une lettre de Bob Armstrong à Haston datée du 26 mai 1943. “ Nous serions heureux de vous accueillir comme représentant local, mais vous comprendrez que rien ne peut être fait tant que vous vous considérez vous-mêmes comme une section de la WIL, indépendamment de nos relations à venir avec cette dernière. Nous espérons fermement que cette dernière question sera réglée dans un avenir proche, et, j'en suis certain, de façon favorable ”. Il semble que ce soit la première fois que l'on pose la question de la séparation de la WIL des camarades irlandais. La lettre de Gordon continue pour dire que la question des liens à venir entre Irlandais et Britanniques, devrait nécessairement avoir été élaborée entre eux sur une base d'égalité.

Ces arguments venaient dans un débat interne où étaient engagés Trench, Armstrong et les camarades de Londres ; sur cette question, vers la fin de 1931, Armstrong disait que les camarades britanniques avaient condamné l'idée d'une affiliation indépendante. Ils disaient que les raisons de Trench étaient, pour cela, “ très faibles ” et en fait le produit d'une psychologie nationaliste étroite. Il semblait vous suspecter d'agrandissement organisationnel et parlait de votre tendance ouest-britannique. “ Plus tard, j'ai été totalement opposé à l'affiliation de Trench à la Quatrième, parce qu'il est selon moi incapable d'organiser un groupe actif quel qu'il soit. Trench semble considérer comme néfaste l'adhésion à la WIL, alors que je l'ai toujours tenue pour essentielle ”.

Armstrong, qui soulignait les faiblesses numérique, politique, organisationnelle, du groupe irlandais, était d'accord avec Haston sur la nécessité de maintenir les liens actuels avec la WIL. Dans un certain nombre de lettres, Armstrong fait référence à un subsidie accordé par la WIL à l'organisation irlandaise dans laquelle l'argent entré du fait des ventes de

*Socialist Appeal* pouvait être retenu sur place pour aider au travail local, un fait dont G. Hanna se souvient également dans son entrevue. Plus tard, dans une lettre datée du 23 décembre 1942, une réponse à une suggestion de Londres d'envoyer un organisateur à plein temps à Dublin, le comité de Belfast assurait que la force de l'organisation irlandaise était située à Belfast et que ses ressources étaient accessibles, ils enverraient £12 par semaine pour aider Belfast. Si les camarades, cependant, insistaient pour un permanent à plein temps à Dublin, le comité de Belfast suggérait soit Haston soit Healy.

L'idée d'Armstrong à ce point sur la question de la séparation était que " la conscience irlandaise profondément enracinée dans d'importants secteurs ouvriers pouvait rendre commode une séparation formelle, quand nous serons assez développés pour atteindre de très larges masses. (...) Bref, c'est la musique de l'avenir ". Fondamentalement, le centre du débat était que les Britanniques et les Irlandais différaient politiquement de la IV<sup>e</sup> Internationale et qu'on pouvait dire que la façon d'aborder la direction de l'Internationale était d'utiliser la question de l'affiliation comme moyen de scissionner un groupe rival. Peu de problèmes soulevés sur l'affiliation l'auraient été si les membres des groupes de Belfast et de Dublin devaient s'arrêter de vendre *Socialist Appeal* et diffuser désormais *The Militant*, l'organe du RSL et, si l'émigration arrivait pour eux, devraient-ils joindre le RSL plutôt que la WIL en Grande-Bretagne ? John Archer rapporte qu'il avait l'impression que la WIL gardait consciemment à distance les membres irlandais afin d'éviter qu'ils entrent en contact avec les différentes idées dans la RSL.

Avec le développement des événements en Grande-Bretagne, le succès de l'approche générale de la WIL devint apparent quand elle grandit jusqu'à avoir 300 membres alors que, de 1939 à 1944, la RSL avait connu trois scissions. Du fait de ces changements, le Secrétariat international se décida à pousser à la scission entre les différents groupes et finalement, en mars 1944, ils fusionnèrent au sein du Revolutionary Communist Party avec 400 membres. La conférence était bien suivie et parmi les autres présents, on voyait Byrne et Bob Armstrong représentant des branches de Londres et Belfast, tandis que Merrigan était là pour Dublin. La position du groupe irlandais avait beaucoup changé par la fusion, dans la mesure où elle faisait disparaître le problème de la WIL en-dehors de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le 21 août 1944, Armstrong dit qu'après l'établissement du Revolutionary Communist Party en juillet 1944 et les discussions ultérieures sur la IV<sup>e</sup> Internationale, ils étaient en faveur d'une affiliation séparée à la IV<sup>e</sup> Internationale. Il disait que tous les membres étaient pour cette solution en citant trois raisons :

1) Dès le début, l'habitude de se considérer comme une direction devait être acquise.

2) Il existe un sentiment nationaliste très fort parmi les ouvriers, y compris les protestants.

3) La politique intérieure irlandaise est complexe et, bien que ce soit une raison de plus pour demander avis et conseils en Grande-Bretagne, c'est néanmoins aussi une raison d'être parfaitement préparé à prendre des initiatives dans des situations très complexes de l'extérieur et de l'autre qu'il risque de ne pas y avoir le temps de rendre compte et demander conseil.

Le résultat final de cette correspondance fut qu'en juillet 1945 le secrétariat international reconnut rétroactivement le statut officiel du groupe irlandais à partir du 20 juillet 1944.

La section irlandaise de la IVe Internationale appelée maintenant Revolutionary Socialist Party continua à jouer son rôle dans l'Internationale. Elle distribua les tracts de l'exécutif européen, aida dans les campagnes contre la répression des marxistes indiens, participa aux débats et assista à la conférence suivante en 1946, à l'école d'été de 1947 et finalement au congrès de 1948.

## **La formation du Revolutionary Socialist Party**

La renaissance du mouvement, Nord et Sud, vit un développement du nombre de camarades jusqu'à une vingtaine environ. Il y avait un groupe d'entre six et huit camarades expérimentés divisé entre Dublin et Belfast. La couche la plus récente était faite de jeunes hommes et comptait quelques-uns de ceux qui avaient été gagnés dans les chantiers navals de Belfast.

La nouvelle organisation fut lancée dans deux réunions à Belfast et Dublin. A celle de Belfast assistèrent une dizaine de membres dont trois de Dublin. A leur tour, quatre des membres de Belfast se rendirent au Sud dans le week-end du 12 juillet. Hanna se souvient que lui et MacLean allèrent à bicyclette, s'arrêtant à l'auberge de jeunesse près de la frontière. Il décrit la réunion dans une salle syndicale sombre ; le groupe de Belfast comprenait, outre lui, MacLean, Bob Armstrong et Harry Beckett, fraîchement recruté dans le chantier naval de Belfast. Il y avait sept ou huit membres de Dublin, dont Merrigan et une femme plus âgée, probablement Mrs Flannagan-Monks.

Merriman dit que la réunion se mit d'accord pour désigner deux secrétaires, lui-même et Bob Armstrong. Ils eurent des discussions sur la question nationale, sur la lutte contre le fascisme, sur la défense de l'Union soviétique en tant qu'Etat ouvrier dégénéré, ainsi que sur les possibilités du socialisme dans la période d'après-guerre.

Le lancement du *Revolutionary Socialist Party* (RSP) vint sur une marée haute de luttes industrielles et politiques et les quelques mois suivants virent le groupe progresser. Un signe de ces progrès était que maintenant ils obtinrent des

salles de réunion dans les deux villes, pour la première fois. Avant, l'organisation cherchait n'importe quelle location.

Une partie de l'activité grandissante fut la production d'un petit document de quatre pages intitulé *TUC betrayed : O'Brien and C° Bare their Teeth : Throws Workers unto the Arms of Reaction*. Il fut diffusé autour de Dublin : c'était une attaque contre la scission de droite dans le congrès irlandais des Trade-Unions, organisée par William O'Brien. Il était opposé à l'existence de syndicats à base britannique et au rôle que jouaient les Larkin, Jim et Jim junior dans le Labour Party. Merrigan a été membre du conseil de la circonscription de Dublin, comme représentant de l'ATGWU, où il aida à endosser la candidature de Larkin pour le Labour Party.

## 1945-1946

À la suite de la fondation du RSP, les trotskystes se mirent à la construction de la nouvelle section de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cela signifiait la poursuite du travail général de vente des journaux, réunions publiques, éducation des membres par des groupes d'études, etc.

Joe Quinn, qui avait été recruté en 1941, fut libéré, après trois ans à la prison de Derry, où il avait été détenu pour ses liens avec le mouvement républicain. Dans une entrevue, il raconte qu'après sa libération en décembre 1944, il rentra chez lui à Newry. Bien qu'isolé, à 40 *miles* environ de ses camarades, il fut capable de faire sa part. Armstrong lui envoyait des exemplaires du journal qu'il allait vendre, une dizaine environ par numéro. Armstrong tenta aussi de maintenir le contact en allant le voir à Newry à chaque congé. Malheureusement l'unique contact dans la ville, Patrick McGeow, un cordonnier, avait émigré quand Quinn est arrivé. De temps en temps, Quinn allait à Belfast prendre part à des réunions. Il se souvient des réunions de rue et du drapeau rouge avec l'inscription Revolutionary Socialist Party.

Hanna et Thompson se souviennent aussi des ventes publiques. Thompson dit qu'ils faisaient aussi du porte à porte, au cours desquels ils distribuaient des tracts faits localement. Hanna dit qu'il a fait des ventes dans la zone des Markets à Belfast. Hanna pense que la commande de journal était d'environ 1500 par numéro du *Socialist Appeal*, un chiffre très important pour le petit groupe qui avait à le vendre. Finalement il se résigna à laisser baisser les ventes et écrivit à Londres de réduire l'envoi à 300.

Hanna fut engagé dans une opération qui était une variante de l'entrisme : au lieu d'aller dans le mouvement ouvrier, il rejoignit les Young Christian Workers, une organisation de jeunes travailleurs chrétiens fondée par l'Eglise en

1944 pour empêcher les jeunes ouvriers catholiques de s'engager dans le mouvement ouvrier (l'entreprise fut brève).

Quand la guerre se termina, il y eut nombre de développements pour le RSP. La radicalisation de la société pendant la guerre débouchait sur la probabilité d'une victoire du Labour Party dans les élections générales. Cela allait avec une désindustrialisation très répandue puisque les besoins pour la guerre disparaissaient. En avril 1945, les camarades publièrent un tract sous le titre de Revolutionary Socialist Party (Section irlandaise de la IVe Internationale) appelant à une réunion publique. Dans la période pré-électorale, ils tinrent deux réunions à Belfast et à Dublin.(...)

Au moment où ils pensaient que les choses allaient bien, la RUC commença de nouveau à faire attention à ce qui se passait. Elle perquisitionna le local de Belfast en janvier. Tout fut fouillé et les présents durent donner noms et adresses. Les camarades refusèrent justement de donner des détails. Le numéro de mi-février du *Socialist Appeal* indique que la RUC avait fait des tentatives pour placer dans ses rangs des informateurs et qu'avant la perquisition un mouchard assistait au cercle d'études. A la réunion de Belfast était présent l'inspecteur Lightbody, qui avait espionné les grévistes et témoigné contre les délégués emprisonnés en 1944. Pourtant, après une nouvelle perquisition chez eux, Harry Diamond, un député républicain socialiste, posa au Ministre de l'Intérieur d'Irlande du Nord, Edmund Warnock, à Stormont quelques questions. Selon le ministre, il n'y avait pas eu de perquisition, mais

“ la RUC s'est rendue à cette adresse afin d'assister à une réunion organisée par le Revolutionary Socialist Party. Les noms des présents et leurs adresses ont été relevés ainsi que leurs adresses privées et occupations, mais on ne leur a pas demandé où ils travaillaient. Le gouvernement n'utilise pas ses pouvoirs contre les organisations de la classe ouvrière. Il est au pouvoir avec les voix des travailleurs de l'Ulster, mais il continue et continuera à utiliser ses pouvoirs contre toute organisation qui cherche à promouvoir la révolution par une action inconstitutionnelle ”.

La seconde question de Diamond demandait s'il était approprié que sept policiers débarquent dans une réunion de onze personnes. La réponse du ministre, au nom de la RUC, fut qu'ils avaient été agréablement surpris de découvrir que cette réunion était un échec colossal et qu'il n'était pas du tout nécessaire dans ces conditions d'y envoyer sept ou huit policiers. “ Nous avons cru, de par l'importance de la propagande que fait cette organisation, que cette réunion serait de dimension importante et nous avons été agréablement surpris de découvrir qu'il n'en était rien ”. Comme ce n'était pas une réunion publique, il n'était pas outre mesure surprenant qu'il n'y ait eu qu'une douzaine de

présents. La RUC semblait en tout cas reconnaître le travail effectif de l'organisation en lui faisant de la publicité !

La deuxième conférence du RSP se tint à Belfast dans le premier week-end d'août 1945. Byrne dit qu'on y discuta de la liaison Nord-Sud et de la tactique, et qu'Armstrong écrivait des thèses sur le parti irlandais.

Une partie régulière de l'activité de Belfast consistait dans les réunions de rue le dimanche après-midi à Blitz Square. Là, on entraînait les nouveaux membres à l'art de parler en public, on vendait les journaux et de façon générale on faisait connaître le groupe. Betty Graham, qui avait été recrutée dans la CYS, fit là son premier discours public, contre la monarchie, en 1947.

Dick Montegue, qui allait devenir le pilier du Parti socialiste mondial d'Irlande lié au Parti socialiste de Grande-Bretagne, fut l'un de ceux qui découvrirent la politique trotskyste à travers ces réunions. Montegue avait été membre du mouvement républicain et avait purgé une peine à la prison de Crumlin Road pour des délits ayant trait aux armes. Avant et pendant cet emprisonnement, Montegue commença à réexaminer sa politique et était encore en train de le faire quand il tomba sur une réunion de rue en 1946 :

“ A cette réunion, il y avait peu de monde. Le groupe avait un drapeau, le Revolutionary Socialist Party. Je découvris plus tard que c'était un groupe trotskyste. L'orateur était Jim MacLean. Je lui posai quelques questions, je comprenais mais j'étais ignorant politiquement. Comme ils n'étaient en désaccord avec rien de ce que je disais, j'adhérai... Je devins leur associé, j'évoluais parmi eux, considéré comme des leurs.. A cette étape ils étaient huit ou neuf ”.

Il se souvient que très vite, après une ou deux semaines, on lui demanda de parler à une de ces réunions. Il parla à une centaine de personnes, de l'unionisme et du nationalisme.

A Dublin, Byrne était revenu à l'activité après son expulsion de Grande-Bretagne au début de 1945. Il écrivit à Haston sur les événements, plus tard dans l'année. Ils vendaient *Socialist Appeal* et le journal américain *The Militant* dans la rue O'Connell, les samedis et dimanches, et jusqu'à présent, tout allait bien.

“ Nous rencontrons de bons militants ouvriers qui ont perdu toute foi dans la lutte de classes avec la trahison du mouvement mondial par Staline ”.

Pourtant les staliniens s'employaient toujours à harceler les membres du groupe. Byrne raconte :

“ Les staliniens me firent arrêter par la police un dimanche matin à l'angle des rues Catha Brigha-O'Connell pour la vente du journal. Je leur dis que je le vendrais encore. Tout ce qu'ils pouvaient me reprocher est de n'avoir pas de licence. Je n'avais jamais pensé à en demander une. Je fus poursuivi pour la vente du journal et condamné à une amende. ”

Il y a eu un certain nombre de conflits dans l'industrie, dans lesquels l'organisation est intervenue, entraînant les bouchers, les garçons des laveries, etc. Bien que cela ne se traduise pas en recrues, les trotskystes étaient certains de grandir et s'étaient fixés un objectif de 10 à 15 recrues dans les trois mois. Cet objectif fut établi en partie parce qu'ils avaient gagné deux excellents contacts dans une réunion publique sur les élections britanniques.

Comme partie du développement du RSP, Armstrong écrivit un document de perspectives sur la question nationale qui fut reproduit dans deux éditions de *Workers International News* en 1945. Ce document traite de la position de l'Irlande du Nord au moment où la guerre se termine. En tant que tel, il n'était pas destiné à être un document irlandais et contient peu d'informations sur les événements dans l'Etat libre. Armstrong passe en revue le contexte et les raisons pour le maintien de la partition. Même en 1945, le Nord était un drain financier sur le Trésor britannique mais la peur de puissances impérialistes rivales suffisait à convaincre l'établissement de tenir le Nord comme base militaire, et aussi de conserver les bases navales dans l'Etat libre. Le document assure à juste titre :

“ Le nationalisme bourgeois irlandais a déjà épuisé sa mission en tant que véhicule pour le développement des forces productives avant que se soit produit aucun développement réel. Seul le socialisme international peut assurer un sursaut productif en Irlande et c'est précisément la raison pour laquelle la tâche inachevée de la révolution bourgeoise, la réunification nationale, ne peut être menée à bien que par la révolution prolétarienne ”

Répondant à ceux qui pensaient alors, comme certains aujourd'hui encore, qu'il nous fallait insister d'abord pour l'unité, puis se préoccuper ensuite des structures sociales et de la société, il poursuivait :

“ L'unification nationale sous le système capitaliste, en plongeant le prolétariat protestant hostile des industries du Nord, mènerait droit à la révolution prolétarienne ou au fascisme. Il n'y a pas de milieu ”.

Armstrong découpe jusqu'à l'os le “ républicanisme ” de la bourgeoisie irlandaise. Il assure que le patriotisme de la bourgeoisie irlandaise est “ inséparable de ses intérêts de propriétaire ” et qu'elle est capable de trouver des vertus à la partition, parce qu'“ elle maintient l'ennemi suprême, la classe ouvrière, dans un état de division ”. Il met en opposition les attitudes pro-britanniques des riches propriétaires de ranches et de leurs alliés avec le patriotisme de la classe ouvrière.

“ C'est un sentiment anoblissant, indépendamment du chauvinisme bourgeois empoisonné qu'y mêlent les politiciens capitalistes et leurs suites, qui chercheront à tout moment à manipuler les aspirations d'amour de la liberté pour leurs propres fins réactionnaires ”. L'article traite ensuite du rôle de l'Eglise catholique, de la persécution qui lui a servi pendant des siècles à renforcer son

emprise sur la classe ouvrière. L'impact de cela, combiné avec l'oppression nationale, a été de fusionner nationalisme et catholicisme. Dans une image étrange, Armstrong parle du "déploiement massif d'icônes catholiques" comme moyen d'"étalement de leur haine irréconciliable à l'égard de l'impérialisme".

Malgré une tendance chez certains camarades à s'engager dans une campagne publique vigoureuse contre ces croyances religieuses, Armstrong affirme que "les travailleurs réprimés rejeteront leurs icônes dès que les idées de l'internationalisme socialiste auront pris forme chez eux. C'est seulement quand les dernières traces du vieux terreau seront finalement labourées que la philosophie matérialiste se développera dans sa floraison totale et que les vieilles absurdités religieuses seront bannies pour toujours". Il n'est pas surprenant qu'il dénonce le rôle de l'Eglise comme "un poids colossal du côté de la contre-révolution". Le mouvement ouvrier est sommé de dénoncer cette situation pour isoler les réactionnaires.

Après avoir traité de cet aspect pernicieux de la politique irlandaise, Armstrong explique le rôle de l'idéologie orangiste dans la classe ouvrière. Il attaque Craigavon pour ses déclarations sur un gouvernement protestant pour un peuple protestant et la déclaration de Brooke qu'il ne veut pas un seul ouvrier catholique sur son domaine<sup>4</sup> :

"Alors que les choix auxquels est confrontée la classe ouvrière protestante semblent bornés à celui entre la fraternisation avec les ouvriers nationalistes dans les soupes populaires d'une république irlandaise, le soutien du maintien du lien britannique, la préférence pour rester dans l'Etat impérialiste est une simple question de sens commun et de politique du beurre".

Armstrong souligne que, pendant la guerre, il y a eu un changement des conditions dû à l'élévation du niveau de la conscience politique de la classe ouvrière et à l'esprit de solidarité né du niveau relativement élevé de l'emploi et du rôle de l'URSS dans la guerre.

Ce processus se reflétait dans le développement du NILP, l'expansion importante du CPNI pendant la guerre et le petit groupe grandissant d'ouvriers d'avant-garde de la IV<sup>e</sup> Internationale. Un autre aspect de cette période était l'affaiblissement du soutien pour l'Unionisme, mais Armstrong mettait en garde contre toute croyance en sa permanence. "Le soutien des ouvriers protestants à l'Unionisme ne pourra être coupé que par un processus de soulèvement révolutionnaire". Un exemple de tendances réactionnaires dissimulées sous la surface était la législation sur la durée de résidence utilisée contre les ouvriers de l'Eire comme un moyen de harcèlement. La seule organisation locale ouvrière et syndicale à protester était le mouvement trotskyste.

Les campagnes du mouvement ouvrier contre la pauvreté, le chômage et la répression pouvaient avoir modifié le développement politique de l'Irlande du

Nord. Armstrong poursuit en disant qu'une campagne claire contre la répression, par exemple, les perquisitions arbitraires, les conditions en prison, etc., pourraient construire un soutien pour la gauche.

L'article envoie aussi de côté un magistral soufflet aux staliniens. Dans leur journal *Unity*, le 13 mars 1943, ils affirmaient qu'ils voulaient modifier le Special Powers Act, non en abolissant ce texte pernicieux d'une législation répressive (dont le gouvernement sud-africain devait dire plus tard que s'il l'adoptait, il déchirerait d'un coup toutes ses lois d'*apartheid*), mais en le remplaçant par un Emergency Powers Act de Grande-Bretagne comme moyen plus "correct" de répression.

La fin de la guerre vit une chute dans le mouvement ouvrier. Les problèmes du RSP n'étaient pas uniques. La fin de la guerre, accompagnée du chômage grandissant, de la désillusion dans le NILP et même la victoire du Labour Party britannique à l'élection générale créant de nouvelles illusions quant à la possibilité de réformer le système, tout cela se combinait pour rendre la vie très dure à toute l'extrême gauche. Les effectifs du Parti communiste s'effondrèrent. Milotte assure que le CPNI était passé de quelques dizaines de membres avant la guerre à un sommet de 1000 membres organisés dans 32 branches en 1943. A la fin de la guerre, il était tombé à huit branches. Armstrong dit que le CPNI était effectivement revenu à son effectif de 1932. Le Parti socialiste d'Irlande du Nord s'était développé en parti républicain socialiste mais finalement disparut lui aussi.

Le tournant fit du dégât dans le RSP et, le 12 décembre 1946, Armstrong écrivait à Haston à propos du virtuel "effondrement" du RSP. Une des conséquences de cet effondrement des effectifs était la réduction de la vente de *Socialist Appeal* à 50 % des 300 par numéro. Le groupe de Belfast avait déjà annulé ses commandes de *The Militant*. "Il va de soi que nous n'avons presque plus personne, mais nous travaillons dur pour interrompre ça. La situation est mauvaise aussi à Dublin. Comme vous pouvez l'imaginer, c'est très décourageant après tant d'espoir et tant de dur travail sur une aussi longue période". Cette période se termine cependant sur l'espoir d'Armstrong "d'un nouveau tournant".

## **La publication de *Workers Republic***

Une activité consistante et l'orientation vers les jeunes ouvriers cependant amenèrent vite une nouvelle croissance de l'organisation. Trois mois après avoir rendu compte de l'effondrement, Armstrong pouvait écrire à Haston le 12 mars 1947 qu'ils avaient 11 membres à Belfast et trois de plus à Dublin. Ils avaient

aussi nombre de “ contacts prometteurs ” et, sur les marges, des gens comme McDowell, un ex-membre.

Dans cette lettre, Armstrong appelait aussi à l’aide pour obtenir un travail dans le Conseil national des Collèges du Labour, un groupe avec lequel Haston avait des liens (et pour lequel il travailla plus tard). Il demandait cette aide parce qu’il avait dépendu financièrement d’Elsie pendant des années et parce qu’un job l’aiderait à stabiliser la famille Armstrong, récemment élargie avec la naissance de leur fille Leonora, et aider ainsi le groupe local. Il ne sortit rien de cette candidature.

Un développement important de cette période fut la décision des camarades de commencer la production d’un journal irlandais, *Workers Republic* ; dont la première édition parut en mai 1947. Ronnie Sterling, qui avait été actif dans la WIL à Glasgow depuis 1941 et venait juste d’aller à Belfast, écrivit le 16 juin à Haston sur ce premier numéro : “ Les camarades ont lancé ce journal sur la base de la résurrection de leur travail, ils ont eu 500 personnes à une manifestation Connolly au début, 400, début juin, à un meeting du PC tenu au même moment au même endroit, sur le même sujet. Nos réunions sont maintenant lourdement policées ”.

Tous les journaux imprimés, 1500 pour la première édition, furent vendus et ils proposèrent donc de passer à 2500 pour la deuxième. Mais il y eut des problèmes avec l’imprimeur, Ronnie Sterling se plaignant d’un travail d’impression très médiocre. Outre les erreurs d’impression du fait de l’imprimeur, les erreurs venaient aussi du groupe qui dut couper une partie des articles. Malgré ces problèmes mineurs, la production de ce journal de douze pages marqua un grand pas en avant pour l’organisation. Les finances jouèrent comme d’habitude un rôle important dans ce processus. Joe Quinn dit que le journal ne put être imprimé que parce qu’Armstrong vendit sa montre en or pour payer l’imprimeur. L’article leader de la première édition était en liaison avec les commémorations du centenaire de Connolly en mai. Il assurait que le legs de Connolly avait été perverti par les gens comme Fianna Fail, la frange fasciste, et des éléments du mouvement républicain : “ Pour ressusciter la tradition authentique de Connolly dans la jeunesse et le mouvement ouvrier en général, la tâche principale revient à *Workers Republic* ”. Après avoir retracé de façon critique les grandes lignes de l’histoire du PC et la théorie des étapes du parti républicain socialiste — d’abord unité nationale, puis socialisme —, le principal article discutait les leçons de 1916. La proclamation de Pâques 1916 “ était révolutionnaire nationaliste de ton, mais capitaliste libérale dans son contenu (on était loin de la conclusion qu’une fois le pouvoir britannique vaincu, un nouvel Etat capitaliste indigène prendrait sa place) ”. Il concluait ce passage en soulignant que, si la révolution russe s’était répandue en Occident, l’Armée des

citoyens aurait eu une influence majeure et que l'isolement de la révolution russe était l'un des facteurs qui avaient permis aux éléments conservateurs de stabiliser le nouvel Etat libre.

L'article se concluait par un examen de la scission pro-Unioniste du NILP, le Commonwealth Labour Party, et les autres groupes NILP et MP irlandais. Il disait :

“ L'apparition de l'intérieur du mouvement de positions de gauche avec des tendances révolutionnaires ou pseudo-révolutionnaires, est inévitable. Cependant, la réalisation de la révolution exigerait une base travailliste formée sur le programme marxiste et dans l'esprit de la tradition de Connolly, et aussi une direction bien différente en qualité de celle des actuels dirigeants fainéants. Le besoin criant de l'heure, c'est le développement d'une tendance dans les labour parties, se basant sur le programme de *Workers Republic* ”.

Cette ligne semblait liée aux développements en Grande-Bretagne. Après la victoire du Labour Party dans les élections générales, le début d'une flambée de l'économie d'après guerre, la discussion se menait à la direction du RCP sur l'orientation de leur travail. La minorité, dirigée par Gerry Healy, voulait une entrée immédiate, qu'elle commençait alors à réaliser. La majorité, conduite par Haston et Grant, expliquait qu'il fallait continuer avec le parti ouvert, le RCP. Le rythme des événements conduisit très vite au déclin du RCP et finalement tous les camarades encore politiquement actifs (il y en avait pas mal de moins qu'en 1945) finirent au Labour Party. L'appel donc à la création d'un groupe marxiste dans les différents Labour parties semble ici coïncider avec l'orientation générale. Il remonte aussi au premier travail des membres irlandais à l'intérieur d'organisations politiques, le PC et le Labour Youth Group.

Le deuxième numéro de *Workers Republic*, août-juillet 47, est daté de l'automne 1947. Il y a parmi les articles du matériel sur Stormont, une évaluation de l'IRA, et des documents sur l'Irish Labour Party, les syndicats et des notes internationales. Le principal article, qui traite des propositions d'Eamon De Valera, se termine ainsi :

“ Une intensification de la lutte de classes est inévitable, que ce soit dans les conditions existantes ou d'autres. C'est dicté par le déclin continu du capitalisme mondial. Des périodes de réaction et de passivité feront place à des périodes de développement révolutionnaire. Dans l'intervalle, la tâche de l'avant-garde est de se séparer résolument de tous les champions de la partition qui opèrent sous le couvert de l'unité nationale, Fianna Fail, Ligue antipartition, etc. — La tâche est de dénoncer ouvertement tous les intérêts engagés — du Nord, du Sud, Anglais, grands propriétaires, capitalistes, Eglise, politiciens — et d'inlassablement propager et organiser vers l'objectif de la République ouvrière, une république qui reposera sur la propriété socialisée, démocratiquement contrôlée par les ouvriers et

les paysans, indépendamment de la religion qu'ils professent ou du dialecte qu'ils parlent".

## Qui porte le Manteau de Connolly ?

A Dublin, les camarades furent également actifs dans les différentes commémorations pour Connolly, et il a survécu une copie du tract *Qui porte le manteau de Connolly ?* Ce n'est peut-être qu'une coïncidence s'il ressemble à un des premiers exemplaires du *Socialist Worker*, mais Tony Cliff résidait à Dublin à cette étape et était en contact avec les quelques membres qui restaient. A l'origine, il était venu de Palestine en Grande-Bretagne pour combiner ses études avec le travail pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Au début, il défendait vigoureusement la théorie suivant laquelle l'Union soviétique était un Etat ouvrier déformé et ainsi fut utilisé par l'Internationale pour discuter avec certains des dirigeants du RCP qui lançaient une position capitaliste d'Etat. Par une des petites ironies de la vie, chacun changea de position, de sorte que Cliff devint ensuite un ardent défenseur de la position capitalisme d'Etat.

Le texte parle du danger d'une troisième et quatrième guerre mondiale conduisant à l'extinction, tant que le capitalisme survivra. Les capitalistes n'ont aucun avenir à offrir et le texte attaque l'Union soviétique, disant :

"La nouvelle formation sociale en URSS n'a rien de commun avec le libre socialisme envisagé par Lénine et Trotsky ; elle n'a non plus aucune ressemblance avec le type de socialisme envisagé par Connolly ou tout autre socialiste authentique, une société dans laquelle la liberté des ouvriers-producteurs, la dignité des êtres humains et le droit à l'auto-détermination des tendances nationales seraient assurés".

Il continue en parlant de la répression en URSS et de "la nature tyrannique, antisocialiste, barbare et totalitaire du stalinisme". Tout en traitant des crimes des staliniens et des impérialistes, le texte attaque l'entrée du Labour Party irlandais dans un gouvernement de coalition. Connolly est cité parlant de "la participation sans principe à une coalition capitaliste". On dit que "la seule voie pour le mouvement ouvrier irlandais est de briser la coalition et de commencer la lutte pour une Irlande socialiste unie et le développement d'une réelle démocratie ouvrière, non seulement en Irlande, mais dans le monde entier".

## Engagement international

Comme la Deuxième Guerre mondiale était sur le point de s'achever, la IVe Internationale fit de gros efforts pour assurer la continuité de la tradition révolutionnaire pour laquelle elle avait combattu. Alors même que la guerre continuait, le comité exécutif européen fut rétabli à une réunion secrète de 1944, commençant le processus de lier les différents groupes nationaux et de donner une direction aux groupes qui réémergeaient. Tant avant la guerre que dans son cours, la IVe Internationale avait subi les attaques des staliniens et des impérialistes. Alors que Trotsky est de toute évidence le mieux connu des victimes de ces attaques, il n'était pas le seul, et la IVe Internationale a été sérieusement privée de cadres dirigeants à la fin de la guerre.

En même temps que leurs liens avec la WIL en Grande-Bretagne, les camarades irlandais avaient maintenu le contact avec le SWP américain qui leur envoya des journaux, etc. Le RSP était aussi en contact avec le Workers Party, le groupe dirigé par Max Shachtman après sa scission du SWP en 1940. Cette scission s'était faite sur la nature de classe de l'Union soviétique, la ligne décisive étant de savoir si on pouvait parler de défense de l'URSS en temps de guerre. L'extension politique des idées de Shachtman l'a conduit à abandonner l'argument de l'Etat ouvrier, proposant une approche collectivisme bureaucratique et finalement passant à une ligne violemment anticommuniste à la fin de la guerre. Du fait de ces liens, les membres irlandais soutinrent l'appel pour des discussions entre SWP et WP et envoyèrent là-dessus une résolution à la IVe Internationale qui fut imprimée dans le bulletin intérieur du SWP en mars 1947.

En août 1946, Armstrong et Merrigan écrivirent un document intitulé *En Défense du Révisionnisme*, qui défendait les idées mises en avant par le Workers Party. Dans une lettre à Millie Lee du 16 avril 1947, Armstrong dit que " la majorité d'entre nous ont atteint des conclusions semblables à celles du WPUS ".

Dans ce processus de développement après la guerre, la IVe Internationale a organisé une conférence en 1946 à Paris. L'un des faits les plus notables à propos de cette réunion est que, le troisième jour, la police française surgit au milieu du débat et arrêta tous les délégués. A l'exception de trois Américains qui furent remis à leur ambassade, les autres furent gardés par la police. George Breitman, un des délégués américains, dit que, tandis que les autres étaient gardés par la police, la réunion se poursuivit avec l'élection du comité exécutif international intérimaire. Il fut élu en son absence ; Armstrong était un des délégués RSP à cette réunion et John Archer s'en souvient à cause de discussions qu'ils eurent sur le temps où Armstrong était gardé à la prison de Crumlin Road.

La première conférence de l'après-guerre de la IVe Internationale se prolongea par une école d'été à Paris en juillet 1947 à laquelle participèrent Ronnie et Seaga Stirling et Bob Armstrong. La période entre ces deux réunions internationales a vu un développement politique rapide avec le démarrage du tournant économique d'après-guerre et la consolidation du contrôle stalinien en Europe orientale. Etant donné ces développements, il n'est pas surprenant que le congrès ait connu un certain nombre de débats âpres.

L'ouverture fut marquée par un vote pour savoir si la réunion était une conférence ou un congrès. Armstrong était de ceux pour qui il n'y avait pas eu une préparation suffisante, et finalement la réunion ne put que discuter les documents, pas prendre une position. Cela fut rejeté par une écrasante majorité, le résultat étant qu'Armstrong s'abstint d'intervenir dans les débats à suivre. Il y avait 13 commissions et il n'alla dans aucune. Le seul document sur lequel on puisse dire qu'il a eu une position ferme, plutôt que de s'abstenir ou de s'absenter, fut les thèses de la majorité sur l'URSS. Il vota contre elles et pour une résolution minoritaire présentée par Munis (section espagnole) et Chaulieu (de France). Ils reçurent six voix, 24 contre et 4 abstentions. En même temps, les camarades prenaient leur rôle dans une campagne internationale de défense. Dans un cas particulier, ils adoptèrent une résolution s'opposant à la répression contre les bolcheviks-léninistes en Inde par les troupes britanniques, adoptée par une assemblée de l'AEU dans le chantier : cette branche de l'AEU exigea la libération immédiate et sans conditions de Philip Gunawardena, d'Inde-Birmanie-Ceylan, dirigeant du parti bolchevique-léniniste unifié d'Inde, qui était en train de mourir de faim et de négligence dans l'hôpital d'une prison britannique en Inde. Des copies de la déclaration du comité exécutif sur les perspectives d'après-guerre furent diffusées autour des organisations ouvrières à Dublin.

## Désintégration

Après la résurrection du groupe en 1947 et la publication d'au moins deux éditions de *Workers Republic*, les choses tournèrent mal en 1948. Comme Bob Armstrong dépendait financièrement d'Elsie, quand ses employeurs imposèrent son retour à Londres, d'où elle avait été initialement transférée à Belfast, il ne pouvait que céder. Les conséquences en furent désastreuses pour le groupe irlandais. Après l'émigration des Stirling au Canada au printemps de 1948, Bob était le seul cadre véritable du groupe et son départ prévu allait laisser derrière lui un groupe relativement peu expérimenté politiquement, bien que certains comme McLean en aient été membres depuis cinq ans.

En 1948, Byrne rendit visite à Belfast pour le compte du secrétariat international. Ci-dessous son *Rapport sur la Question irlandaise*, daté du 25 août 1948 :

“ Comme promis, j’ai rendu visite au groupe de Belfast. J’ai eu une discussion avec les camarades sur la dissolution de la section à la suite du départ de quelques camarades pour l’Angleterre. La femme de Bob Armstrong y a été transférée par son employeur. Comme il s’agit du camarade le plus avancé, le groupe a pensé qu’il lui était impossible de continuer et il a été décidé que ceux qui voulaient aller en Angleterre pouvaient le faire. Il était bien précisé que ceux qui allaient à Londres ne rejoindraient ni le RCP, ni le groupe entriste, mais construiraient un groupe indépendant à l’intérieur du Labour Party. Quatre camarades partirent pour Londres. L’un rompit par démoralisation avec l’organisation ; des trois autres restant à Belfast, deux ont rejoint le Labour Party en faisant clairement connaître qu’ils refusaient la discipline de la IVe Internationale et qu’ils défendraient leur propre ligne (ils ont pris une position shachtmanienne sur tout). Le dernier membre est déjà dans le LP. C’est un ancien membre du RCP et il adhère encore à la IVe Internationale mais pense qu’il ne peut pas faire grand chose par lui-même. Autant que je puisse en juger, la situation à Belfast en ce moment est plutôt désespérée car nous n’y avons personne qui puisse convaincre les ouvriers de militer pour la IVe Internationale. Les camarades d’ici disent ouvertement qu’ils n’ont eu aucune activité, même pas une réunion, dans les derniers six à huit mois. J’en suis venu à la conclusion que nous devons concentrer nos efforts sur Dublin

A Dublin, nous avons perdu un camarade. Il est shachtmanien et presque complètement démoralisé. Il ne nous a pas rencontrés pendant deux mois. Il défend la position des camarades de Belfast quant à la dissolution de la section irlandaise. Il reste deux camarades, l’un dans la JS (staliniens) et l’autre, moi-même qui milite dans le mouvement syndical. Je suis membre du comité national exécutif de l’Union des Ouvriers d’Irlande (24 000 membres), membre du Dublin Trades Council, j’ai été délégué au Congrès syndical irlandais lors des deux derniers congrès et j’appartiens au comité de branche de mon propre syndicat. Je suis dans l’Irish Labour Party mais il est mort et il n’y a pas de perspective de résurrection rapide.

La Socialist Youth (staliniens) avec environ 60 membres, est très active. Je pense que c’est le meilleur milieu de recrutement et, comme c’est impossible, pour nous par manque de forces, de travailler ouvertement, nous considérons qu’il est mieux de travailler dans le Labour Party aussi.

Nous ferons de notre mieux pour maintenir et construire la section irlandaise de la IVe Internationale ”.

Au cours de ces mois de la fin, la branche de Belfast comprenait huit membres, Bob et Elsie Armstrong, Billy Burroughs, McLean ; et quatre autres. les deux qui restent à Dublin sont Merrigan et Byrne.

Après le départ de Bob et d’Elsie, MacLean et Thompson les ont suivis en Angleterre, bien que Thompson ait laissé tomber avant d’émigrer. Fondamentalement, comme l’indique Byrne, la section irlandaise s’est

effondrée, puisqu'aucun des camarades restés à Belfast ne fait quoi que ce soit. A Dublin, les deux camarades ont travaillé quelque temps, puis après une période d'éloignement, ils ont aussi dérivé loin du marxisme organisé. Tous deux ont fini comme individus dans le Labour party, continuant à lire le matériel que leur envoient les organisations britannique et américaine, mais qui ne font rien pour recruter qui que ce soit.

Le groupe mentionné dans le rapport de Byrne, la Jeunesse socialiste, a été bâti par des éléments du Parti communiste et des militants du Labour dans la région de Dublin, près de Crumlin. Un rapport dans *Irish Democrat* disait récemment qu'il avait connu une croissance rapide et avait maintenant 100 membres. Même si l'on n'accepte pas la réévaluation inférieure de 60 membres proposée par Byrne, il n'est pas étonnant que les camarades restants ait essayé de maintenir leur identité politique en rejoignant cette force.

Cet article est une tentative pour tracer les grandes lignes de l'organisation trotskyste originale en Irlande, une histoire dont nous croyons qu'elle démontre la vitalité et la détermination de nos camarades marxistes. L'impact qu'ils ont pu avoir a peut-être été faible, mais au moins la classe ouvrière s'est vue offrir une alternative à la collaboration de classe des directions du CP et du LP, Nord et Sud. Après la disparition du RSP en 1948, le marxisme, en tant que force organisée, a été absent de la scène politique irlandaise pendant quatorze ans.

## Notes :

Article traduit de "The Origins of Trotskyism in Ireland", *Revolutionary History*, 5, 2/3, pp. 2-47. Nous avons légèrement abrégé et n'avons pas reproduit les notes de référence, toutes à des documents en anglais qu'on trouvera dans l'original. pp. 4-47.

<sup>1</sup> Le Northern Ireland Labour Party fut fondé en 1924. Il était lié aux syndicats, était une organisation social-démocrate modérée, de plus en plus unioniste après 1940.

<sup>2</sup> Le Communist Party of Ireland avait été créé en 1933. Sa section méridionale fut dissoute en 1941 à cause du peu de membres et surtout de problèmes concernant la neutralité irlandaise. Il ressuscitera en 1948 comme Irish Workers League tandis que la section Nord devenait Communist Party of Northern Ireland.

<sup>3</sup> Les relations entre l'IRA et le PC s'étaient dramatiquement tendues. A la suite d'un désaccord commercial, les communistes lancèrent un raid sur l'imprimerie républicaine, collèrent au mur deux dirigeants et menacèrent de les fusiller.

<sup>4</sup> Sir James Craigavon (1871-1940), était Premier Ministre du Nord de 1921 à 1940, Sir Basil Brooke de 1943 à 1963. Tous deux étaient de grands propriétaires.

## *Compte rendu de livre*

**Paul N. Siegel**

# **Les combattants de la Guerre Froide ne meurent jamais**

## **Un historien de Harvard défigure Lénine**

*Le Lénine inconnu* est une collection de documents, consistant principalement des notes et messages de Lénine, griffonnés ou dictés à la hâte, compilés par Richard Pipes, ancien conseiller spécial de Ronald Reagan sur les affaires soviétiques.

Quelques questions sont suggérées d'elles-mêmes concernant l'authenticité des documents et leur traduction. Le vrai problème cependant, pour accepter le portrait de Lénine par Pipes, est que, dans son introduction et ses commentaires éditoriaux, l'auteur avance des interprétations tendancieuses de déclarations parfois obscures de Lénine.

Ces interprétations sont souvent tellement tirées par les cheveux qu'elles sont positivement ridicules. En fait, parfois, elles sont nettement contredites par les documents eux-mêmes.

Surtout, tout historien de Harvard qu'il soit, Pipes ne tient aucun compte du contexte historique dans lequel ont été faites ces déclarations de Lénine, ce qui fait obstacle à leur compréhension correcte.

Avant d'examiner les documents et les allégations de Pipes à leur sujet, il serait bien d'examiner la référence qu'il fait à une source publiée, de façon à vérifier la façon dont il manipule les textes. Il écrit :

“Lénine se révèle dans ces documents comme un profond misanthrope. Ils corroborent ce que Gorky écrivait de lui sur la base de relations durables et étroites : que Lénine “en général” aimait les hommes, mais “avec abnégation. Cet amour voyait très loin à travers les brumes de la haine”. C’est-à-dire qu’il aimait

l'humanité non telle qu'elle est réellement mais comme il croyait qu'elle deviendrait après le triomphe de la révolution”.

Le texte de Gorky n'est pas tout à fait clair, mais Pipes ne cite pas la phrase suivante qui l'éclaire pourtant et montre qu'il a un sens tout à fait différent de celui que l'hi storien de Harvard y a vu. Ce passage est le suivant :

“Ceux qui ne peuvent haïr sont incapables d'aimer vraiment (...) Je ne connais aucun homme qui haïssait, abhorrait, méprisait la misère et la souffrance humaines aussi fort et aussi profondément que Lénine”.

Gorky ne dit donc pas — comme le croit Pipes — que Lénine n'avait aucun sentiment pour les êtres humains aujourd'hui et maintenant, mais seulement pour une humanité idéale dans l'avenir. Au contraire, Gorky note que Lénine se souciait si profondément des êtres humains qu'il haïssait ceux qui les opprimaient et aspirait pour l'avenir à la fin de l'oppression. Loin de considérer Lénine comme un misanthrope, Gorky le décrivait, deux pages auparavant, comme “un camarade délicieux, une personne gaie, avec un intérêt vivant et inépuisable pour tout dans le monde et une attitude très frappante de gentillesse avec les gens”.

Son attitude chaleureuse, directe et sans prétention, disait Gorky, le rendait capable de converser aisément avec des ouvriers et paysans ordinaires qui le considéraient comme un des leurs. Cette description de Lénine, très éloignée du tableau tracé par Pipes — d'une personne rébarbative et insensible — est, soit dit en passant, corroborée par celles d'autres personnes qui l'ont bien connu. Parmi ces témoins, Angelica Balabanova et N. Valentinov, anciens associés devenus adversaires, Lydia Fotieva, sa secrétaire, l'écrivain et dirigeant bolchevique Anatoly Lounatcharsky, le correspondant du *Manchester Guardian* Arthur Ransome et Léon Trotsky.

Au vu de la façon dont Pipes traite le passage cité ci-dessus de Gorky, ce serait peut-être justifié d'exprimer quelque doute concernant l'exactitude de la traduction de *Le Lénine inconnu*. “La traduction de base” nous dit Pipes, a été faite par Catherine A. Fitzpatrick, mais elle a été retravaillée par lui et une autre personne qu'il ne nomme pas.

Il faut aussi noter qu'Iouri A. Bouranov, le directeur du centre historique russe qui a fourni les documents contenus dans ce livre, introduit en note une mise en garde : “Il ne peut pas être exclu que certains documents puissent avoir été falsifiés”. Bouranov fait référence à l'un de ses livres qui a démontré que non seulement Staline a essayé de passer sous silence le *Testament* de Lénine, mais “déforma le texte de la première note de Lénine, le falsifiant ainsi”.

De même, le général Dimitri Volkogonov, chef des archives gouvernementales sous Eltsine et auteur d'une biographie de Lénine profondément hostile, louangée par Pipes, a assuré que “les messages de Lénine à Staline dans les archives sont souvent d'une authenticité douteuse”, Staline ayant “introduit quelques falsifications importantes” après son arrivée au pouvoir dictatorial.. Mais Pipes veut identifier Lénine et Staline et ignore ces avertissements. Dans les “notes à Staline”, de Lénine, il assure qu'“il existe bien des preuves que Lénine s'appuyait sur Staline (...) dans la fixation des grands objectifs politiques”

## Lénine a-t-il projeté d'envahir l'Angleterre ?

Mais, comme je l'ai dit, ce ne sont pas tellement les incertitudes concernant les documents que les conclusions arbitraires qu'en tire Pipes qui conduisent à rejeter ce qu'il croit devoir affirmer.

Un point à souligner à ce sujet, c'est son commentaire sur un discours de Lénine à une conférence du Parti communiste en septembre 1920, assurant que la contre-offensive contre l'armée polonaise, qui avait envahi l'Ukraine, allait devenir " le tremplin pour l'invasion de l'Allemagne et de l'Angleterre ".

Il n'y a dans ce texte aucune mention de tels plans militaires. Ce dont parlait Lénine, c'était d'une offensive politique contre l'Entente qui soutenait la Pologne, en y encourageant la révolution, " montrant avec des baïonnettes que la révolution sociale du prolétariat en Pologne avait mûri ". C'est un non-sens d'assurer que Lénine avait en tête l'armée d'une Russie fatiguée de la guerre, s'ouvrant un chemin à travers l'Europe, puis sautant par-dessus la Manche.

Pipes représente Lénine comme indifférent à l'anti-sémitisme russe :

" Les documents 61 et 71 reproduisent des rapports inquiets des communautés juives informant Lénine de pogroms perpétrés par l'Armée rouge lors de sa retraite de Pologne et réclamant une prompt intervention. Lénine griffonna "*archiver*", voulant ainsi dire qu'il ne fallait rien faire ".

Laissons de côté le fait que Pipes ne résume pas correctement les documents : tandis que le document 61 parle de deux divisions de Cosaques de l'Armée rouge, le document 71 parle de pogroms par des " bandits " sans rapport avec l'Armée rouge. On doit se demander pourquoi la citation soulignée de Lénine préconisant la conservation pour l'histoire de ces rapports conduit à la conclusion que rien ne fut fait.

Le gouvernement de Lénine a combattu vigoureusement l'anti-sémitisme. La " Déclaration des Droits des Nationalités de Russie ", du 15 novembre 1917, mettait hors-la-loi la discrimination et le " Décret pour la suppression du mouvement anti-sémite " du 9 août 1918, mettait hors-la-loi la diffusion de la propagande antisémite.

Lénine lui-même a fait un certain nombre d'enregistrements de disques pour des paysans illettrés dans lesquels il expliquait que leur ennemi n'était pas les Juifs mais les grands propriétaires et capitalistes russes. Suggérer, donc, qu'il était indifférent à l'antisémitisme, c'est comme suggérer que John Brown — le héros de la lutte contre l'esclavage aux Etats-Unis — était indifférent à l'esclavage.

## Méprisant ses alliés ?

Sur un point, assure Pipes, Lénine ne faisait pas de discrimination : il méprisait tous ses alliés, juifs et non juifs, exactement comme il méprisait l'humanité en général. Gorky cependant disait tout autre chose :

" Combien de fois, dans ses jugements sur des gens qu'il avait critiqués hier et " mis en pièces ", ai-je clairement entendu de sa part une note d'admiration pour les talents et la fermeté morale de ces gens ".

Une illustration du caractère tendancieux de la suggestion de Pipes que Lénine, dans une lettre sur la santé de Boukharine, assurait que Boukharine était un “ politique médiocre ” et qu’il souhaitait “ le voir quitter la politique pour de bon ”. Ce passage est le suivant :

“ Faites tout pour protéger les Boukharine.(...) On dit que sa femme est sérieusement malade. Il faut tenir N.I. Boukharine à l’écart de la politique. Qu’il reste, maintenant, jusqu’à ce que son cœur aille mieux et ensuite, de temps en temps, aille voir sa femme ”.

Cette lettre fut écrite à Krestinsky, avec des instructions pour qu’il l’envoie “ à Berlin ” où les Boukharine se soignaient, semble-t-il. Il est possible que le destinataire berlinois était Boukharine en personne. En tout cas, l’unique preuve qu’apporte Pipes est que ce message devait être transmis de façon “ extrêmement conspirative ”.

Il ne vient pas à l’idée de Pipes que Lénine pouvait être préoccupé du secret non parce que Boukharine pouvait avoir un agent cherchant à connaître les pensées réelles de Lénine à son sujet, mais parce qu’il ne voulait pas que les services de renseignement allemands apprennent qu’un dirigeant bolchevique avait des problèmes cardiaques.

Pipes néglige le ton de sollicitude de Lénine, le fait que le bureau politique, selon d’autres documents de son livre, votait des repos obligatoires pour d’autres dirigeants pour des raisons de santé et la déclaration sur Boukharine dans le *Testament* de Lénine où, cherchant à donner une direction définitive au parti, il donnait un commentaire sur tous les dirigeants. Boukharine, écrivait-il, est “ le plus grand et le meilleur théoricien ” et “ l’enfant chéri du parti ”.

### **Peu de considération pour le jugement de Trotsky ?**

De la même façon, Pipes tire des conclusions injustifiées de références à Trotsky. Lénine, dit-il, croyait que Trotsky “ ne comprenait rien à la politique, avait peu de considération pour son jugement sur quelque question d’importance que ce soit ” et “ ne tenait pas en grande estime ses capacités militaires ”.

Il base ces affirmations sur l’expression par Lénine de désaccords sur une ou deux questions et sur un résumé, fait par un inconnu, de remarques de Lénine à une réunion de ses partisans lors d’un congrès du parti en 1921. Le résumé, qui est disjoint, comprend cette phrase : “ Il (Trotsky) est amoureux de l’organisation, mais ne vaut rien en politique ”. Le rapport traite de beaucoup de choses, y compris une proposition de réorganisation de tout l’état-major de commandement militaire. Lénine semble y être opposé : “ Où allons-nous trouver les commissaires ? ”. En réalité, il semble tenter une médiation entre Trotsky et ses adversaires du bureau politique, mais en intervenant sur le fond du côté de Trotsky. Il affirme : “ Nous nous entendrons avec Trotsky ” et refuse la démission offerte par ce dernier.

Vu dans ce contexte, le sens de la phrase citée ci-dessus semble être que Trotsky, qui place très haut l’unité du parti, ne sait pas comment engager le combat politique contre ses adversaires à la direction. Ce n’est pas une caractérisation de Trotsky en tant qu’analyste politique.

Les affirmations de Pipes sur “ le peu d’estime ” que Lénine avait pour Trotsky sont réfutées par l’histoire entière. Lui-même mentionne que Lénine donna à Trotsky “ une approbation en forme de *carte blanche* à utiliser si ses ordres étaient discutés ”.

On ne donne pas un chèque en blanc au commandant d’une armée engagée dans une guerre civile dans laquelle l’existence de l’Etat est menacée, si l’on n’a confiance ni dans son jugement politique, ni dans son habileté sur le plan militaire. Dans l’un des documents du livre de Pipes, un projet de résolution du bureau politique préparé par Lénine, assure que le travail militaire de Trotsky est “ le plus difficile, le plus dangereux et le plus important actuellement ” et qu’il est nécessaire qu’il le continue.

Gorky a raconté comment Lénine, faisant référence à Trotsky, s’écria : “ Montrez-moi un autre homme capable d’organiser en une seule année une armée modèle ! ”

Finale, nous en venons aux commentaires de Lénine sur Trotsky dans son “ testament ”. Trotsky, dit Lénine, est le plus capable dans l’actuel comité central. Ce ne sont pas des mots que l’on puisse appliquer à un homme si on n’a que peu de considération pour sa compréhension politique.

## **Les impérialistes allemands ont-ils “ financé ” les bolcheviks ?**

La plus grande “ révélation ” dans ce livre est un document que Pipes et son éditeur qualifient de “ première preuve incontestable ” que “ d’avril 1917 à la reddition allemande de novembre 1918, le gouvernement impérial allemand donna à Lénine et à son parti de généreux subsides financiers ”.

Avant d’examiner ce document, rappelons-en les circonstances historiques.

Après que Lénine eût exposé sa position contre la guerre à son arrivée en Russie en avril 1917, il fut accusé par Kerensky (chef du Gouvernement provisoire venu au pouvoir en février 1917), d’être un agent allemand. Ceci bien que Kerensky se fût réjoui de son arrivée, sans exprimer d’objection au fait qu’il avait traversé l’Allemagne avec des dirigeants mencheviques et autres dans le fameux “ wagon plombé ” d’un train.

Le lendemain de l’arrivée de Lénine en Russie, il proclama que les masses allemandes, inspirées par la position des bolcheviks contre la guerre, se soulèveraient contre “ le gremlin et assassin, le Kaiser Guillaume ”.

Quand le gouvernement allemand exigea que le gouvernement bolchevique cède une quantité énorme de ressources et de territoire pour obtenir la paix, la direction bolchevique se coupa en deux sur la question de savoir s’il fallait céder pour survivre ou mener une guerre révolutionnaire contre l’Allemagne et il s’engagea une terrible bataille publique là-dessus.

Pendant les négociations à Brest-Litovsk, les bolcheviks distribuèrent ouvertement de la propagande révolutionnaire aux soldats allemands pour faire pression sur les négociateurs allemands. La prédiction de Lénine d’un soulèvement allemand s’avéra exacte. Le gouvernement impérial fut renversé bien qu’une révolution sociale fut écrasée. Le général Ludendorff reconnaît dans ses mémoires l’erreur qu’il a commise en aidant Lénine à revenir en Russie. “ Je ne pouvais supposer, écrivit-il, que (cette révolution) deviendrait le tombeau de

notre force”. Pour envisager la possibilité que le gouvernement impérial finançait les bolcheviks alors que ces derniers appelaient à le renverser, alors que plus tard ils leur volaient toutes leurs ressources ; alors que, plus tard encore, il s’effondra parce que les travailleurs allemands suivaient l’exemple bolchevique, est quand même troublant pour l’esprit. Mais c’est précisément le résultat recherché par Pipes.

Le document qu’il présente est, assure-t-il, troublant mais “ une preuve pratiquement irréfutable ”. C’est une lettre de Lénine à Berzine, “ représentant politique ” des bolcheviks en Suisse datée du 14 août 1918, trois mois avant le renversement du régime impérial allemand. Elle dit :

“ N’épargnez ni argent ni efforts pour des publications en trois langues et une large diffusion. Les Berlinoises enverront encore plus d’argent. Si ça traîne, plaignez-vous à moi formellement ”.

Pipes en tire la conclusion que Lénine “ harcelait Berlin pour obtenir de l’argent afin de mener une propagande antifrançaise et antibritannique, c’est-à-dire pro-allemande ”

Dans la phrase suivante, il ajoute cependant :

“ Envoyez toutes les brochures nouvelles, britanniques, françaises, allemandes, italiennes ”.

Ainsi la propagande révolutionnaire comprenait les brochures en allemand, destinées, semble-t-il, au peuple allemand.

En outre, “ les Berlinoises ” ne signifie pas nécessairement le gouvernement allemand . On pourrait penser que cela se rapporte à des individus riches sympathisant avec la cause révolutionnaire (les bolcheviks avaient de tels “ anges ”), bien qu’il soit difficile dans ce cas (en admettant que la traduction est bonne), d’expliquer cette remarque peu flatteuse.

D’autres questions se posent. Pourquoi cette lettre, prétendument sur une question très délicate, ne porte-t-elle pas, à la différence d’autres messages, la mention selon laquelle on doit l’acheminer par les canaux secrets ?

Pourquoi le gouvernement allemand envoyait-il de l’argent à un obscur représentant bolchevique<sup>1</sup> dans un pays neutre plutôt que de la remettre à Adolf Ioffe, ambassadeur en Allemagne et éminent dirigeant bolchevique ?

Finalement, Volkogonov a assuré qu’il n’avait rien trouvé dans les archives montrant que les bolcheviks donnaient de l’argent aux révolutionnaires allemands. Il aurait semblé plus simple que le gouvernement allemand donne de l’argent directement aux révolutionnaires allemands pour promouvoir sa propre chute.

L’affirmation de Pipes qui a le plus attiré l’attention est que Lénine avait un “ profond mépris pour la vie humaine ”.

Mais, dans son rapport sur la guerre en Pologne, (document 560), Lénine disait que, bien qu’une campagne d’hiver ait de grandes chances de succès, “ nous devons éviter une campagne d’hiver parce que, pour nous, la vie de 10 000 ouvriers et paysans russes a une beaucoup plus grande valeur que n’importe quoi d’autre.

Les commentaires de Pipes sur ces deux documents qu'il présente comme des preuves pour son affirmation ne tiennent pas compte du contexte historique dans lequel ces documents ont été écrits.

## Conditions de la guerre civile

Le gouvernement soviétique était engagé dans une guerre civile avec un ennemi féroce dont l'un des commandants successifs, le général Kornilov, disait que " la Russie devrait être sauvée, même si nous devons en brûler la moitié et faire couler le sang des trois quarts de tous les Russes ".

Ce sont les Blancs qui ont commencé à utiliser la terreur, sous l'amiral Koltchak, qui faisait tirer à la mitrailleuse sur des camions remplis de prisonniers. Les dirigeants bolcheviques eux-mêmes furent l'objet de nombreuses tentatives d'assassinat. Dans l'une, Lénine fut grièvement blessé ; Trotsky échappa de peu à une autre ; Ouritsky et Volodarsky furent tués.

Dans ces conditions, les bolcheviks ont estimé que, pour sauvegarder la révolution, ils devaient recourir à des mesures comme la prise d'otages et les exécutions sommaires, bien qu'ils aient utilisé la terreur beaucoup moins que les Blancs.

Lincoln Steffens, dans son autobiographie, raconte comment Lénine lui confessa que la terreur était une arme qui pouvait atteindre son utilisateur, mais que néanmoins on ne pouvait s'en passer. Il le justifiait en disant que les Alliés, qui avaient tué des millions d'hommes dans la guerre, sans raison, n'avaient pas le droit moral de protester contre le massacre de milliers pour défendre l'ordre social nouveau.

Dans le premier des documents de Pipes, Lénine ordonne la pendaison publique de " cent koulaks, riches, buveurs de sang ". L'objectif était que les gens " tremblent et qu'en même temps " ils crient : " Ils sont en train d'étrangler, de pendre (...) les koulaks suceurs de sang ". Le sens est, me semble-t-il, que ce tremblement était celui des profiteurs utilisant les avantages des conditions de la guerre civile, et les cris de triomphe étaient ceux des villes et de la campagne qu'ils avaient dépouillées.

En considérant la rigueur de Lénine, il faut nous souvenir des meurtres de paysans pauvres et d'ouvriers par les escadrons de la mort en Amérique centrale, agissant sous l'égide de la CIA, des présidents nord-américains, y compris celui que Pipes a servi, qui, selon le principe de la " dénégarion ", ne donnaient pas d'ordres directs mais doivent cependant en être tenus pour responsables. Pourtant les puissants Etats-Unis n'étaient pas menacés par l'Amérique centrale comme le gouvernement de Lénine le fut par les Blancs soutenus par les puissances alliées.

Concernant le deuxième document, Pipes déclare :

" Ses instructions sont même plus choquantes encore pour exploiter la famine sans précédent pour une offensive politique contre le clergé (...) Les prêtres résistant aux saisies de terres d'église devaient être fusillés ; plus il y en aura, mieux ce sera ".

L'Eglise orthodoxe russe, en alliance avec le gouvernement tsariste, dont elle était la servile créature, avait accumulé une richesse énorme en pierres

précieuses et autres trésors. Cette richesse était d'une nécessité vitale pour la reconstruction économique et l'aide contre la famine.

Il y a eu des résistances, en de nombreux endroits, à la confiscation de ces biens par le gouvernement et la lettre de Lénine au bureau politique insistait pour que la résistance soit surmontée par des mesures sévères, car " la faim et le désespoir vont créer pour nous un sentiment favorable dans les larges masses paysannes, qui nous garantira leur sympathie ou au moins leur neutralité ".

Pipes trouve cela choquant. D'autres seront bien plus choqués par le manque d'intérêt de l'Eglise pour ces gens qui mouraient de faim. En gardant pour elle ces immenses richesses, l'Eglise désobéissait certainement à l'injonction de Jésus au riche qui voulait gagner le Ciel : " Vends tous tes biens et distribue-les aux pauvres ".

Dans le *Lénine inconnu*, Richard Pipes, qui a joué un rôle dirigeant dans la Guerre Froide, continue à combattre le communisme. Les Vieux Combattants de la Guerre Froide ne meurent jamais. Ils s'évanouissent seulement dans la brume de leurs propres fabrications.

## Notes :

Nous pensons que "les Berlinoïses" désigne de toute évidence le groupe autour d'Ioffe qui ont effectivement donné pas mal d'argent aux révolutionnaires allemands (ILT).

<sup>1</sup> Notre ami Paul commet ici une légère erreur. Berzine n'était pas un "obscur représentant diplomatique", mais le chef de la mission soviétique de Berne qui était chargée de tous les rapports avec les révolutionnaires d'Occident. L'argent suivait donc deux filières différentes, celle d'Ioffe et celle de Berzine.

## **Les Départs**

### **Lev Z. Kopelev (1912-1997)**

Lev Kopelev est mort le 19 juin 1997 à Cologne. Il était né à Kiev le 9 avril 1912 dans une famille juive. Etudiant en philosophie à Kharkov, il avait été, très jeune, membre de l'Opposition de gauche clandestine à la fin des années 20, dans un groupe animé par Emmanuel Genrikhovich Kazakiévitch, dit Volodia, qui comme lui échappa à la répression du fait de l'auto-dissolution de son groupe, mais il avait gardé des sympathies. Alors qu'il l'a raconté dans ses livres, aucune nécrologie dans un grand journal ne fait d'allusion à ce remarquable passé trotskyste.

Il a ensuite poursuivi des études d'allemand à Moscou et rejoint le PCUS. Après la guerre, qu'il finit avec le grade de commandant, cet homme pétri de culture allemande avait été emprisonné pour avoir eu un comportement humain avec des prisonniers de guerre allemands et avoir dénoncé les violences de l'occupant russe en Allemagne. Il fut exclu du parti et condamné à dix ans de Goulag pour " indulgence envers l'ennemi ". Il y rencontra notamment Soljenitsyne qui l'a décrit dans *Le Premier Cercle* à travers le personnage de Roubine.

Libéré et réhabilité en 1956, il fut de nouveau exclu du parti en 1968, pour avoir soutenu les manifestants de la Place rouge contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, ce qui lui valut d'être qualifié un peu plus tard de " Judas jouant à don Quichotte ". Il fut exclu de l'Union des écrivains du fait de ses activités, en 1977. Il approuva la volonté d'indépendance de la Pologne et des pays baltes. Venu en Allemagne en 1980, il est déchu de la nationalité soviétique et s'installa à Cologne en 1981. C'était un homme extrêmement agréable, un " bon géant " d'une immense culture, combattant des droits de l'homme jusqu'à son dernier souffle.

### **Jacques Grinblat dit Privas, Dumas (1917-1997)**

Jacques Grinblat, qui était né à Montreuil le 21 mars 1917, vient de mourir à Paris. Il a été connu dans le mouvement trotskyste sous le nom de Jacques Privas. Lycéen à Voltaire, il avait milité dans un cercle antifasciste. En 1937, membre des Jeunesses communistes à Montreuil, il y anime avec Pierre Boussel (futur Lambert) un cercle qui critique les procès de Moscou et la politique du Front populaire. Exclu, il rejoint les Jeunesses socialistes autonomes, formation de JS exclus après la fusillade de Clichy, dirigée par Lucien Weitz, qui fusionnent en 1938 avec la JSOP, l'organisation de jeunesse du parti socialiste ouvrier et paysan formé par Marceau Pivert et ses amis après leur exclusion de la SFIO. Là, il rejoint la fraction moliniériste à l'intérieur du PSOP, appartient à la direction régionale et nationale des JSOP. Surpris avec d'autres jeunes, dont Pierre Boussel (Pierre Andréi), à une réunion avec Raymond Molinier, il est exclu de la JSOP le 3 juin 1939.

Mobilisé la même année, démobilisé en 1940, il est, avec Rudi Prager, Henri Molinier, Pierre Boussel (Lambert) et R. Foirier, de ceux qui reconstituent l'ancien PCI moliniériste sous la forme des Comités communistes internationalistes. Il est pendant la guerre un des dirigeants du CCI clandestin dont il contribue à exclure Lejeune (Lambert), puis du PCI reunifié en 1944. A la Libération, il est secrétaire du PCI à l'organisation,

jouant, disent ses adversaires, à l'apparatchik en blouson de cuir, plus homme de bureau qu'homme de terrain.

D'abord membre dirigeant de la "tendance Frank" (avec Lambert), il se prononce, lors de la scission du PCI en France, contre la majorité animée par Bleibtreu et Lambert, se range dans la minorité dirigée par Pierre Frank, est l'un des soutiens français de Michel Pablo. Il est avec lui en Algérie, est exclu avec lui de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1965. Il revient en France après le coup d'état du colonel Boumedienne. Plusieurs années encore, il est l'un des dirigeants de la Tendance marxiste révolutionnaire internationale, éditeur de *Sous le Drapeau du Socialisme*, avant de se consacrer à une toute autre activité.

Michel Lequenne propose une "explication" dans son style un peu hermétique : *"Il semble bien que quelque chose se brise en lui dans les années suivantes, entraînant son exclusion de la TRMI et son isolement (sic)"*. Devenu directeur de FNAC-Forum, Grinblat ex-Privas se taille une réputation de patron de combat chez les employés de cette société que dirigent longtemps d'autres anciens trotskystes, Max Théret et André Essel, ses fondateurs. Comme dit Lequenne, décidément un peu obscur, il s'était "fait prendre au piège". On aimerait comprendre à quel piège il fait allusion.

### **Alberto Aranda Blas (1902-1997)**

Alberto Aranda vient de mourir à Madrid à presque 95 ans. Il était métallurgiste et avait travaillé à "Metro" à Madrid. Syndiqué UGT, venu au PCE puis à son opposition de gauche, la Izquierda comunista d'Andrés Nin, il avait été, avec ses camarades, partisan de la fondation du POUM dont il fut dès le début un des responsables dans la capitale. En juillet 1936, il combattit à Madrid contre les troupes soulevées puis partit au front avec la *Columna Motorizada* du POUM que commandait Hippólito Etchebéhère. Il combattit à Sigüenza, aux côtés du bataillon *Pasionaria*. C'est là que tombèrent Etchebéhère et son camarade Jesús Blanco. Peu après, il fut transféré sur le front d'Aragon dans la 26<sup>e</sup> division que dirigeait Josip Rovira. Lors de la dissolution des unités du POUM, avec le début des exécutions de militants dans l'armée, Aranda reçut la mission de confiance d'assumer clandestinement les liaisons entre les groupes de militants du POUM qui se trouvaient dans l'Armée et la "commission militaire" de ce parti, distribuant sa presse et ses brochures clandestines, ramenant des informations sur la situation. Il accomplit ce travail très difficile et dangereux jusqu'à la chute de Barcelone en 1939. Il se retrouva ensuite, isolé, dans le flot de réfugiés qui quittaient l'Espagne, et en France dans un camp de concentration dont il réussit à sortir.

N'ayant pu être admis au Mexique, il commença à travailler dans la métallurgie à Dijon, réussit à reprendre contact avec la direction du POUM et fut volontaire pour la liaison avec l'Espagne où des groupes clandestins s'étaient constitués à Barcelone, Madrid et dans les Asturies. Il avait l'expérience... Il accomplit ce travail très difficile et très dangereux effectuant de nombreux et périlleux passages clandestins de la frontière pendant presque toute la guerre, puis une partie de l'après-guerre, jusqu'à ce que la direction le retire de ce travail pour le protéger. Il reprit alors son travail de métallo à Dijon, toujours militant du POUM. Lors de sa retraite, il se fixa d'abord à Céret, pour se rapprocher du pays, puis, dès que ce fut politiquement possible, il revint à Madrid où il connut beaucoup de jeunes qui venaient parler avec lui, l'interroger, l'écouter avec passion et admiration.

Il était évidemment présent à Barcelone pour commémorer le 50<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de son parti, en 1987. Il a connu la joie de voir sortir le film sur l'assassinat de

Nin ainsi que *Land and Freedom*. C'était un homme chaleureux, plein d'humanité et d'humour, aimant la vie et le combat, resté un vrai jeune, extrêmement attachant par sa modestie et son courage tranquille. Salut, cher camarade Aranda, tu as enchanté et encouragé tous ceux qui ont eu la chance de te connaître.

## **Luciano Galicia dit Rodolfo Blanno, Jorge Santiago (1915-1997)**

Luciano Galicia, qui était né le 20 juin 1915, est mort dans la ville de México le 17 janvier 1997. Elève professeur à Jarapa, il avait pris alors ses premiers contacts avec les trotskystes américains de la CLA. Entré à l'Institut pédagogique de México en 1932, il avait milité aux JC puis au PC, était à la fin de 1933 responsable du Secours rouge pour le District fédéral de México. Il avait rompu avec le PC en mars 1934 et fondé une organisation d'opposition mexicaine avec Manuel Rodríguez. Il rompit ensuite avec lui et Octavio Fernández pour fonder la Jeunesse léniniste. D'abord partisan du Front populaire, il avait adhéré à la section mexicaine lors de sa renaissance en 1936 et avait été élu au bureau politique. Son appel de mai 1937 pour l'action directe contre la vie chère provoque la rupture de Trotsky avec la section mexicaine : les deux hommes polémiquent discrètement, mais durement. Galicia dit que Trotsky pactise avec le gouvernement et la bourgeoisie mexicaine pour assurer son asile et Trotsky que Galicia fait le jeu du stalinisme en facilitant les provocations. Ce dernier dissout puis reconstitue la section que le congrès dissout. Exclu, il est finalement réintégré fin 1940. Il est ensuite permanent au syndicat des électriciens et y milite le reste de sa vie. Il fut l'un des plus solides partisans de l'indépendance syndicale de la classe ouvrière et joua à cet égard un rôle important pendant la grève des chemins de fer à la fin des années 50. Galicia était un homme de conviction et de courage, un des premiers révolutionnaires prolétariens, comme on disait alors, en Amérique latine.

## **Edmundo Moniz (1911-1997)**

Edmundo Moniz, qui était né à Salvador le 2 février 1911, est mort le 22 février 1997. Il était fils d'un homme politique qui fut notamment gouverneur de Bahia. Il adhéra en 1933 à la Liga Comunista do Brasil, la section brésilienne de l'Opposition de gauche internationale, faisait des études de droit et militait au syndicat des professeurs de Rio alors dirigé par Rodolfo Coutinho. Sollicité en 1935 par Agildo Barata lors du soulèvement communiste, il refusa de se joindre à une action qu'il jugeait "absurde". Cela ne l'empêcha pas d'être arrêté. Libéré de prison, faute de preuves, il passa dans la clandestinité. Hostile en 1938 à la campagne de soutien de Luis Carlos Prestes, le dirigeant tenentiste et communiste emprisonné, il scissionna du Partido operario leninista et participa à la création de la Liga comunista internacionalista. Il se rapprocha de Pedrosa après le coup d'état de Vargas et le suivit dans sa rupture avec la IVe Internationale qui allait le conduire vers la social-démocratie. Il avait été avocat et professeur, devint journaliste et dramaturge, fut l'un des fondateurs du Teatro Brasileiro de Comédia. Il s'exila au temps de la dictature militaire, mais, contrairement à ses vieux camarades, se tint à l'écart du Parti des travailleurs et participa à la création du Partido Democratico Trabalhista inspiré par Leonel Brizola. Il fut aussi l'un des fondateurs du CEMAP, le centre d'études et de documentation du Mouvement Ouvrier Mário Pedrosa.

## José Grimalt Pérez (1906-1996)

Né dans la campagne valencienne, Pepe Grimalt, qui vient de mourir à Valence, avait rejoint très jeune le PC puis, à l'intérieur de celui-ci, d'abord, le Bloc ouvrier et paysan que dirigeait Joaquín Maurín. Il avait fondé un syndicat de chauffeurs de taxis d'abord indépendant puis affilié à la CNT, devenant ainsi un des dirigeants locaux de la CNT -Transports. Il fut arrêté pour son activité "conspirative" en octobre 1934. Il se joignit en 1935 au POUM dont il fut le secrétaire administratif pour Valence. Il fut, pendant la première année de la guerre civile, un des dirigeants du POUM, du Comité Exécutif Populaire de Valence et de sa commission de ravitaillement, membre du Conseil municipal révolutionnaire de Valence, et prit part aux combats de rue contre la garnison.

A l'été 1937, sa maison servit de base aux délégations qui venaient plaider la cause des détenus poumistes et il logea notamment Olga Nin et Louisa Gorkin. Puis il s'engagea comme chauffeur dans une unité de l'Armée populaire où il servit presque jusqu'à la fin. Il fut en effet arrêté, lors du putsch de Casado, par une unité stalinienne et passa donc des prisons staliniennes aux prisons franquistes — le camp d'Albatera près d'Alicante et le *Carcel modelo* de Valence —, où il fut condamné à mort. Sa peine ayant été commuée, il passa de longues années en prison. Plus tard il fut l'organisateur régional de l'association des retraités et l'animateur des clubs *Iniciativa socialista* au Levant.

Eternel jeune, il pestait encore d'être retenu à l'hôpital, huit jours avant sa mort, alors qu'il avait, disait-il, tant à faire. *Salud*, Pepe !

## Micheline Bourdelier, épouse Monnier (1937-1997)

*Par Claude Monnier, nous avons reçu un texte de Francis Pallarès Arán, consacré à Micheline, morte le 26 mai 1997. Le voici, pour leurs amis, pour nos lecteurs.*

### Bon voyage aux guerriers

### S'ils sont restés fidèles à la Cause...

Il est bien difficile de parler de la disparition d'une amie et d'une camarade.

Micheline est morte foudroyée le jour anniversaire de la fin de la Semaine Sanglante. Celui de la Commune (hasard ?)

A l'OCI, au PCI, nous connaissions Micheline Bourdelier, comme *Rosa* ou *Nevers*. Elle était la compagne et l'épouse, depuis les années 60, de notre camarade *Soupot*, ensuite *Boisseau*, Claude Monnier. Lui aussi, militant trotskyste, s'était engagé très jeune contre le stalinisme et le Capital : grève Renault en 47, RATP, travail clandestin risqué avec les combattants de l'indépendance algérienne, compagnons du premier cercle de Messali Hadj,...

Micheline, très jeune, avec sa sœur *Alice* (alias Anne-Marie, disparue tragiquement il y a quelques années, militante trotskyste elle aussi) avait fait du théâtre dans un groupe de culture internationale et ouvrière.

Loin des "grands théoriciens" ou des "gourous", et comme des milliers d'entre nous, elle a diffusé, vendu des journaux, fait signer, manifesté, propulsé des campagnes de solidarité, collecté des fonds, organisé un travail acharné, patient, syndical et politique. Aux *Assedic 91*, délégué FO, sans aucune compromission, jusqu'à son arrêt-maladie en

1993, dans les organisations de parents d'élèves (quand celles-ci combattaient encore pour le droit à la culture et à l'éducation)... A Paris, en province, dans l'Essonne. Il faut le dire. Ce sont ces militants aussi qui ont été la chair et le sang des organisations ouvrières !

Dans les années 60, elle fut des premières à “ taper ” *Informations ouvrières* (rue de Charonne) pendant que Claude “ tirait ” à la Gestetner...

Militante ouvrière, militante féministe, militante anti-colonialiste, militante anti-raciste, elle avait (oh, combien) des qualités humaines et intellectuelles extraordinaires. Fidèle à ses idées, mais rebelle et lucide quand d'aucuns tentaient de lui imposer un suivisme de *bénis-oui-oui*, au nom d'un prétendu “ centralisme démocratique ”. Elle n'a jamais accepté quand on a voulu lui faire prendre des vessies pour des lanternes, tenté de nous faire avaler des couleuvres (voire des boas) ou de nous mettre à genou.

Avec dignité, elle s'est battue pour ses convictions, les nôtres. A travers le combat de Micheline et ses convictions, c'est aussi au combat des “ sans grade ”, à celui des militants de base (quelle horreur) que nous voulons rendre hommage. Reconnaitre enfin qu'il n'y a pas de militants de “ première ” ou “ deuxième ” catégorie (“ L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre ”, etc. etc., n'est-ce pas ?).

Comme des milliers et des milliers d'entre nous et de nos parents, Micheline était salariée. Après avoir cotisé toute sa vie, elle n'a même pas eu le droit de toucher la retraite qu'elle avait payée de ses deniers ! Elle était née en 1937. Au fait, dans le soi-disant “ trou ” des retraites et de la “ Sécu ”, combien ont payé pour ne rien toucher ou pour mourir un ou deux ans, après, voire avant soixante ans ? Qui a comptabilisé ? Qui a dénoncé ?

Avant sa crémation dans l'Essonne, nous avons enveloppé Micheline dans notre drapeau, le drapeau rouge. C'est tout.

Comme l'a remarqué une camarade, Micheline avait été frappée par le film de Ken Loach, *Land and Freedom*. Pour la première fois était enfin dévoilée publiquement la vérité que nous avons été parmi les seuls — avec quelques “ marginaux ” — à révéler, que le stalinisme n'était que le masque sinistre et hideux de la contre-révolution. Les vers de William Morris lui paraissaient suffisamment éloquentes :

“ *Rejoignez la bataille  
Là où nul homme ne faillit.* ”.

Malgré notre émotion (mais les révolutionnaires n'ont-ils pas le droit d'être sentimentaux ?), qu'il nous soit permis ici, en hommage, de rappeler les vers du poète :

« *L'injustice avance d'un pas ferme  
Les oppresseurs échafaudent des plans immuables  
Leur force proclamée : rien ne va changer (...)  
Qui ose dire jamais ?  
De qui dépend que l'oppression continue ?  
De qui dépend qu'elle soit abattue ?  
De nous (...)* ».

Les vaincus d'aujourd'hui sauront vaincre demain.

Jamais, c'est aujourd'hui

*Hasta siempre !*

**F. Pallarès Arán** (Brétigny s/Orge, juin 1997)

#### Notes :

<sup>1</sup> *It aca*, glose libre du poème de Luis Llach "Bon viatge per als guerrers (...)  
"Bon voyage aux guerriers  
s'ils sont fidèles à leur peuple  
et que le Dieu des vents favorise  
les voiles de leur vaisseau.  
Certes leur combat était un vieux combat  
mais puisse leur corps  
retrouver l'amour !

par



Achévé d'imprimer  
d'après les documents fournis,  
en septembre 1997  
IMPRIMERIE LIENHART  
à Aubenas d'Ardeche

Dépôt légal septembre 1997

N° d'imprimeur : 9277

Printed in France

## OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10<sup>e</sup>), et de la Brèche, 9, rue de Tunis, Paris (11<sup>e</sup>).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 80 F

**Cahiers Léon Trotsky □ Institut Léon Trotsky**